



AVIS GÉNÉRAL

Les documents faisant partie de l'ordre du jour ci-joint, ont force de la loi, que s'ils ont été entérinés par le Conseil municipal.

Prière de vérifier auprès de l'administration si des modifications et/ou des retraites de sujets ont été effectués.

DIFFUSION EN DIRECT SUR YOUTUBE

Nous encourageons les membres du public de visionner les délibérations du conseil en direct sur la chaîne YouTube de La Nation du confort de leur maison.

Vous pouvez visiter la [chaîne YouTube de La Nation](#) pour visionner les réunions.

En raison de l'espace limité, une inscription pour réserver une place est fortement recommandé afin d'assister à une réunion en présentiel. Si vous voulez réserver un siège, veuillez communiquer avec le bureau de la Greffe au 613-764-5444, poste 242 ou par courriel à janglois-caisse@nationmun.ca.

QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Vous pouvez soumettre vos questions ou commentaires portant sur l'un des sujets à l'ordre du jour en remplissant notre formulaire en ligne avant midi le jour de la réunion : <https://nationmun.ca/conseil-et-employes/conseil/proces-verbaux-et-ordres-du-jour#questions>.



Corporation de la municipalité de La Nation Ordre du jour

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2023-08

Type : Ordinaire

Date : 3 avril 2023

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de Ville, 958 Route 500 W, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Huis clos

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

3. Adoption de l'ordre du jour

4. Déclaration de conflit d'intérêt

5. Session Huis clos

5.1 Procès-verbal de la session tenue à huis clos le 27 mars 2023

5.2 Josée Brizard, DG-Greffière

5.2.1 Politique no. RH-01-2023 - Politique pour les employés

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés

5.2.2 Rapport AD-01-2023 – Négociation avec une corporation – Modification de contrat et disposition de terrain potentielle

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

c) l'acquisition ou la disposition projetée ou en cours d'un bien-fonds par la municipalité ou le conseil local;

k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

5.2.3 Présentation – assurances

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

a) la sécurité des biens de la municipalité ou du conseil local;

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 27 mars 2023

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Eric Leroux, Surintendant du drainage

8.1.1 Rapport Drainage 01-2023 – Drain Municipal Muir

8.2 Nadia Knebel, Trésorière

8.2.1 Rapport F-09-2023 – Frais de redevances

8.3 Todd Bayly, Chef du service de bâtiment

8.3.1 Rapports statistiques des permis de constructions – Janvier et février 2023

8.4 Francis Brière, Maire

8.4.1 Nomination du parc de St-Isidore

8.5 Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

**8.5.1 Affiche et page web du 25^e anniversaire de la Nation
Événements marquants des 25 dernières années**

9. Avis de motions proposées

10. Affaires découlant des réunions précédentes

11. Délégations

12. Règlements municipaux

12.1 Règlement 18-2023 – enceintes de piscine

12.2 Règlement 63-2023 – Frais de redevances

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

14. Autres

14.1 Demande de don, Banque alimentaire C.C.S
Soutien pour Hydro

14.2 Demande d'exemption, Angèle Houle
Règlement sur le bruit

14.3 Application pour un permis d'occasion spéciale, *Riceville Agricultural Society, Backyard Barbecue*

15. Rapports mensuels divers

15.1 BESO, Flambées en cours

16. Correspondance

16.1 AMO – Watchfile

16.2 Canton de Glengarry Sud – Résolution au sujet de l'exactitude de la liste des électeurs

16.3 Ministère du Procureur Général – Changements à la Loi sur les infractions provinciales

16.4 Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario – Forum franco Ontarien des affaires

16.5 Ministère des Services aux aînées et de l'Accessibilité – appel aux candidatures pour le Prix de la personne âgée de l'année de l'Ontario

17. Événements à venir

17.1 24 avril 2023 – Réunion de Conseil ordinaire

17.2 27 avril 2023 – Bingo de St-Isidore, à la Salle communautaire de l'Aréna de St-Isidore

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

19. Ajournement



Corporation de la municipalité de La Nation Procès-verbal

Information de la réunion

Numéro de réunion : 2023-07

Type : Ordinaire

Date : 27 mars 2023

Heure : 16h30

Endroit : Hôtel de Ville, 958 Route 500 W, Casselman, Ontario

Président : Francis Brière, Maire

Préparé par : Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Vidéo : la réunion du Conseil sera diffusée en direct sur [YouTube](#)

Sujets à l'horaire précis :

16h30 : Huis Clos

Présence des membres du Conseil

Maire Francis Brière, oui

Conseiller quartier 1 Tim Stewart, oui

Conseiller quartier 2 Alain Mainville, oui

Conseiller quartier 3 Danik Forgues, oui

Conseiller quartier 4 Raymond Lalande, a participé par téléphone

Conseiller quartier 5, Daniel Boisvenue, oui

Conseillère quartier 6 Marjorie Drolet, oui

Présence du personnel municipal

Josée Brizard, DG-Greffière

Julie Langlois-Caisse, Assistante administrative

Doug Renaud, Directeur des eaux et eaux usées
 Marc Legault, Directeur des travaux publics
 Guylain Laflèche, Directeur de l'urbanisme

Membres du public présents

Aucun

Ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée

Résolution : 90-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ouverte.

Adoptée

2. Modifications et additions à l'ordre du jour

Aucune

3. Adoption de l'ordre du jour

Résolution : 91-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que l'ordre du jour soit accepté incluant les modifications apportées séance tenante, le cas échéant.

Adoptée

4. Déclaration de conflit d'intérêt

Sujet 14.2 : le Conseiller du quartier 1, Tim Stewart, est le président du comité de soutien des parents pour le *57 SD&G Highlanders Army Cadet Corps*

5. Session Huis clos

Ajournement

Résolution : 92-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Raymond Lalande

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à **16h32** pour une session à huis clos conformément aux sections suivantes de la Loi municipale 2001 :

Section 239 (2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

Adoptée

Réouverture

Résolution : 93-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que la présente assemblée soit rouverte à **17h45**

Adoptée

5.1 Procès-verbaux des réunions tenues à huis clos du 27 février 2023 et du 7 mars 2023

5.2 Nadia Knebel, Trésorière

5.2.1 Politique no. RH-02-2023 - Politique pour les employés

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés

Résolution : 94-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la Politique RH-02-2023 telle que présentée par la Trésorière le 27 mars 2023.

Adoptée

5.3 Josée Brizard, DG-Greffière

5.3.1 Rapport AD-02-2023 - Employé - Département d'incendie

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

5.4 Carol Ann Scott, Directrice des loisirs

5.4.1 Rapport RE-04-2023 – Employés du département de récréation

Section 239(2) Une réunion ou une partie de celle-ci peut se tenir à huis clos si l'une des questions suivantes doit y être étudiée :

b) des renseignements privés concernant une personne qui peut être identifiée, y compris des employés de la municipalité ou du conseil local;

d) les relations de travail ou les négociations avec les employés;

Résolution : 95-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle qu'amendée à sa réunion du 27 mars 2023 par la Directrice du département des loisirs dans son rapport RE-04-2023.

Adoptée

6. Adoption des procès-verbaux des séances précédentes

6.1 Procès-verbaux de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 27 février 2023 et de la réunion de Conseil extraordinaire tenue le 7 mars 2023.

Résolution : 96-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le procès-verbal de l'assemblée suivante soit adopté tel que présenté:

- Procès-verbal de la réunion de Conseil ordinaire tenue le 27 février 2023.
- Procès-verbal de la réunion de Conseil extraordinaire tenue le 7 mars 2023.

Adoptée

7. Adoption des recommandations des comités du conseil municipal

7.1 Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la bibliothèque municipale tenue le 9 février 2023.

Résolution : 97-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le procès-verbal de l'assemblée suivante soit adopté tel que présenté:

- Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de la bibliothèque municipale tenue le 9 février 2023.

Adoptée

8. Réception des rapports mensuels des membres de l'administration

8.1 Marc Legault, Directeur des travaux publics

8.1.1 Rapport TP-05-2023 – Achat de deux véhicules

Résolution : 98-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil reçoive le rapport TP-05-2023 tel que présentée par le Directeur des travaux publics à la réunion de conseil du 27 mars 2023.

Adoptée

8.1.2 Rapport TP-06-2023 – Prolongation de contrat – Gas propane

Résolution : 99-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation telle que présentée par le Directeur des travaux publics dans son rapport TP-06-2023.

Adoptée

8.2 Guylain Lafèche, Directeur de l'urbanisme

8.2.1 Rapport PLA-3-2023, version 2 – Règlement sur les enceintes de piscine

8.2.2 Rapport PLA-4-2023 – adoption du règlement 66-2023, permettant le transfert de la parcelle de terrain décrite comme la partie 2 du plan 46R3748.

8.2.3 Rapport PLA-5-2023 – entente d'empiètement au 2187 rue Des Pins

Résolution : 100-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve la recommandation présentée par le Directeur de l'urbanisme dans son rapport PLA-5-2023 et que la DG-Greffière soit autorisée à signer l'entente d'empiètement avec les propriétaires du 2187 rue Des Pins.

Adoptée

8.3 Doug Renaud, Directeur de l'eau et eaux usées

8.3.1 Rapport annuel – eau 2022

8.3.2 Rapport annuel – eaux usées 2022

Résolution : 101-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil a reçu et revu les rapports d'eau et d'eaux usées 2022 tels que présentés par le Directeur de l'eau et eaux usées à la réunion de Conseil du 27 mars 2023.

Adoptée

8.3.3 Rapport WS-02-2023 – Plan opérationnel du système de gestion de la qualité de l'eau potable (SGQEP)

Résolution : 102-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Marjorie Drolet

Qu'il soit résolu que le Conseil que le conseil approuve le plan complet et endossement tel que présenté par le Directeur de l'eau et eaux usées dans son rapport WS-02-2023.

Adoptée

8.4 Eric Leroux, Surintendant au drainage

8.4.1 Rapport de drainage – février 2023

Résolution : 103-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve le rapport 2023-0204 de Leroux Consultant, le Surintendant de drainage, pour le mois de février 2023.

Adoptée

8.5 Danik Forgues, Conseiller quartier 3

8.5.1 Lettre de citoyens au sujet de la possession de poulets dans les zones résidentielles

8.6 Josée Brizard, DG-Greffière

8.6.1 Radiation de la résolution #78-2023 – Dons annuels aux groupes communautaires

Résolution : 104-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Danik Forgues

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 500\$ à chaque Club optimiste actif de la Municipalité de La Nation.

Qu'il soit aussi résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 300\$ à chaque Club d'âge d'or actif de la Municipalité de La Nation.

Qu'il soit aussi résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 250\$ au Club Optimiste de Casselman.

Qu'il soit aussi résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 150 \$ au Club d'âge d'or de Casselman.

Qu'il soit aussi résolu que la résolution #78-2023 soit radiée.

Adoptée

9. Avis de motions proposées

10. Affaires découlant des réunions précédentes

11. Délégations

12. Règlements municipaux

12.1 Règlements 28-2023 à 60-2023 – entretien des drains

12.2 Règlement 18-2023 – enceintes de piscine

Aucune action, le sujet sera ramené à la réunion de Conseil ordinaire du 3 avril 2023.

12.3 Règlement 26-2023 – élargissement de chemin, Route Séguin, Plantagenet Sud

12.4 Règlement 62-2023 – élargissement de chemin, Concession 2, Caledonia

12.5 Règlement 64-2023 – élargissement de chemin, Rue Gauthier, St. Isidore

12.6 Règlement 65-2023 – pour nommer un Chef pompier par intérim

12.7 Règlement 66-2023 – vente de réserve routière, Fournier, Partie 2, Plan 46R3748

Résolution : 105-2023

Proposée par: Tim Stewart

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu'il soit résolu que les règlement n° 28-2023 à 60-2023, ainsi que 26-2023, 62-2023, 64-2023, 65-2023 et 66-2023 tels que décrits à l'ordre du jour le 27 mars 2023, soient lus et adoptés en première, deuxième, et troisième lecture.

- Règlements 28-2023 à 60-2023 – entretien des drains
- Règlement 26-2023 – élargissement de chemin, Route Séguin, Plantagenet Sud
- Règlement 62-2023 – élargissement de chemin, Concession 2, Caledonia
- Règlement 64-2023 – élargissement de chemin, Rue Gauthier, St. Isidore
- Règlement 65-2023 – pour nommer un Chef pompier par intérim

- Règlement 66-2023 – vente de réserve routière, Fournier, Partie 2, Plan 46R3748

Adoptée

13. Approbation du rapport de variance et comptes fournisseurs

13.1 Comptes payables

Résolution : 106-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le conseil approuve les comptes payables jusqu'au 15 avril 2023.

pièce justificative 6 : **4 875 326,72\$**

Adoptée

14. Autres

14.1 Demande de don, *Riceville Agricultural Society* Activités pour l'année

Résolution : 107-2023

Proposée par: Alain Mainville

Appuyée par: Tim Stewart

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 2 500,00\$ à *Riceville Agricultural Society*, 1 000,00 \$ provenant du compte de don des Comtés Unis de Prescott-Russell, 500,00 \$ provenant du compte de don du quartier 1, 500,00 \$ provenant du compte de don du quartier 2 et 500,00 \$ provenant du compte de don du quartier 3.

Adoptée

14.2 Demande de don, *57 SD&G Highlanders Army Cadet Corps* Activités pour l'année

Conseiller Stewart déclare son conflit et a quitté la salle à 19H19 afin que le Conseil puisse adresser ce sujet. Il est revenu à 19h20.

Résolution : 108-2023

Proposée par: Daniel Boisvenue

Appuyée par: Alain Mainville

Qu'il soit résolu que le Conseil approuve de remettre un don de 200,00 \$ à *57 SD&G Hihglanders Army Cadet Corps*, provenant du compte de don du quartier 5.

Adoptée

- 14.3** Demande d'exemption, Angèle Houle
Règlement sur le bruit

Aucune action, sujet reporté à la réunion de Conseil ordinaire du 3 avril 2023.

- 14.4** Demande de commandite, Groupe Communautaire St-Albert
150^e Anniversaire de St-Albert

Aucune action, sujet reporté à une réunion ultérieure.

15. Rapports mensuels divers

- 15.1** BESO, Flambées en cours
- 15.2** Ville d'Ottawa, Notifications aux résidents
Épandage de Biosolides

16. Correspondance

- 16.1** AMO – Watchfile
- 16.2** Canton de Moonbeam – Date de fin du Moratoire
- 16.3** Ville de Grimsby – Changements au registre municipal du patrimoine
- 16.4** Canton de Russell – Nouveau programme de positivité communautaire
- 16.5** Municipalité de Trent Lakes – Vérité et réconciliation
- 16.6** Cantons d'Alfred & Plantagenet – Plan directeur de l'eau – Lefavre
- 16.7** Chambre de commerce de Prescott- Russell– Assemblée générale annuelle
- 16.8** Ville de Port Colborne – Résolution au sujet des élections du Conseil scolaire
- 16.9** Comité Consultatif pour Bien Vieillir de Prescott-Russell – Journée de reconnaissance des personnes aidantes
- 16.10** Ville de Cobourg – Résolution au sujet des personnes sans abri et sans refuge
- 16.11** Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et Parcs – Direction de la modernisation des processus d'évaluation environnementale
- 16.12** Canton de Howick – Résolution au sujet des élections du Conseil scolaire
- 16.13** Ville de Carleton Place – Déclaration d'une épidémie de violence domestique et de violence contre les femmes
- 16.14** Ville de Petrolia – Résolution au sujet des élections du Conseil scolaire
- 16.15** Hawkesbury Est – Invitation au tournoi de golf
- 16.16** Comtés d'Huron – Résolution au sujet de la Loi sur le Cannabis (tendance x 3)

- 16.17 Conrad Lamadeleine – Lettre au sujet des procédures du conseil
- 16.18 Ville de Niagara Falls – Barrières pour les femmes en politique
- 16.19 Municipalité de Calvin – Résolution au sujet des élections du Conseil scolaire
- 16.20 Ville de Essex – Déclaration d’urgence, itinérance, Santé mentale et dépendance aux Opioïdes
- 16.21 Municipalité de North Perth - Caméras de bras d’arrêt pour autobus scolaires

Résolution : 109-2023

Proposée par: Danik Forgues

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu’il soit résolu que la correspondance telle que décrite à l’ordre du jour du 27 mars 2023 soit reçue.

Adoptée

17. Événements à venir

- 17.1 3 avril 2023 – Réunion de Conseil ordinaire
- 17.2 24 avril 2023 – Réunion de Conseil ordinaire
- 17.3 27 avril 2023 – Bingo de St-Isidore, à la Salle communautaire de l’Aréna de St-Isidore

18. Règlement pour confirmer les procédures du Conseil

Résolution : 110-2023

Proposée par: Marjorie Drolet

Appuyée par: Danik Forgues

Qu’il soit résolu que le règlement no 61-2023, pour confirmer les procédures du Conseil à sa réunion ordinaire du 27 mars 2023, soit lu et adopté en 1^{re}, 2^e et 3^e lecture.

Adoptée

19. Ajournement

Résolution : 111-2023

Proposée par: Raymond Lalande

Appuyée par: Daniel Boisvenue

Qu’il soit résolu que la présente assemblée soit ajournée à 19h33.

Adoptée



Rapport pour le Conseil

Numéro du rapport: Drainage 01-2023

Sujet : Mise à jour - évaluation au drain municipal Muir

Préparé par : Joanne Bougie-Normand, assistante au directeur des Travaux publics

Révisé par : Éric Leroux, surintendant de drainage

Date de la réunion : 3 avril 2023

Contexte

Dans la demande de détachement de terrain B-093-2022, les propriétaires doivent remplir les conditions exigées par la municipalité pour réviser la cédule d'évaluation dans l'entretien futur dans le drain municipal.

Rapport

La condition pour la parcelle divisée est que les propriétaires fournissent une lettre à la municipalité indiquant qu'ils acceptent que le surintendant de drainage fasse une mise à jour de l'évaluation dans la répartition du bassin versant pour les coûts d'entretien futur du drain municipal Muir.

Considérations financières

S/O

Recommandation

Le conseil municipal approuve que le surintendant de drainage sous l'Acte de Drainage de l'Ontario, article 65 (2) produise une mise à jour de l'évaluation de drainage des parcelles divisées afin de pouvoir effectuer l'entretien futur selon l'arrêté municipal 44-1982 du drain municipal Muir auquel les propriétaires ont mutuellement accepté et signé la répartition de l'évaluation de drainage pour la partie du lot 13, concession 13, plan 46R2796, partie 4, numéro de cadastre : 02-12-026-013-09605.

Pièces jointes

Entente signée

Carte des drains municipaux secteur Plantagenet Sud

**Township of
Canton de
NATION (South-Plantagenet)**

FORMERLY TOWNSHIPS OF CAMBRIDGE,
SOUTH PLANTAGENET AND CALEDONIA
AUTREFOIS CANTON DE CAMBRIDGE,
PLANTAGENET SUD ET CALEDONIA

UNITED COUNTIES OF P. & R.
CONTES UNIS DE P. & R.

METRES 0 500 1000 1500 METRES

LEGEND
COUNTY ROADS
VOIES DES CONTES
PROVINCIAL HIGHWAYS
ROUTES PROVINCIALES
TOWNSHIP ROADS
CHEMINS DE CANTON
UNOPENED ROAD ALLOWANCES
EMPRISES RESERVEES
MUNICIPAL DRAINS
COURS D'EAU MUNICIPAUX
DRAINAGE AREA
ZONE DE DRAINAGE
NATURAL WATER COURSE
COURS D'EAU NATUREL
MUTUAL AGREEMENT
COURS D'EAU / DRAIN

LEGENDE
5
417

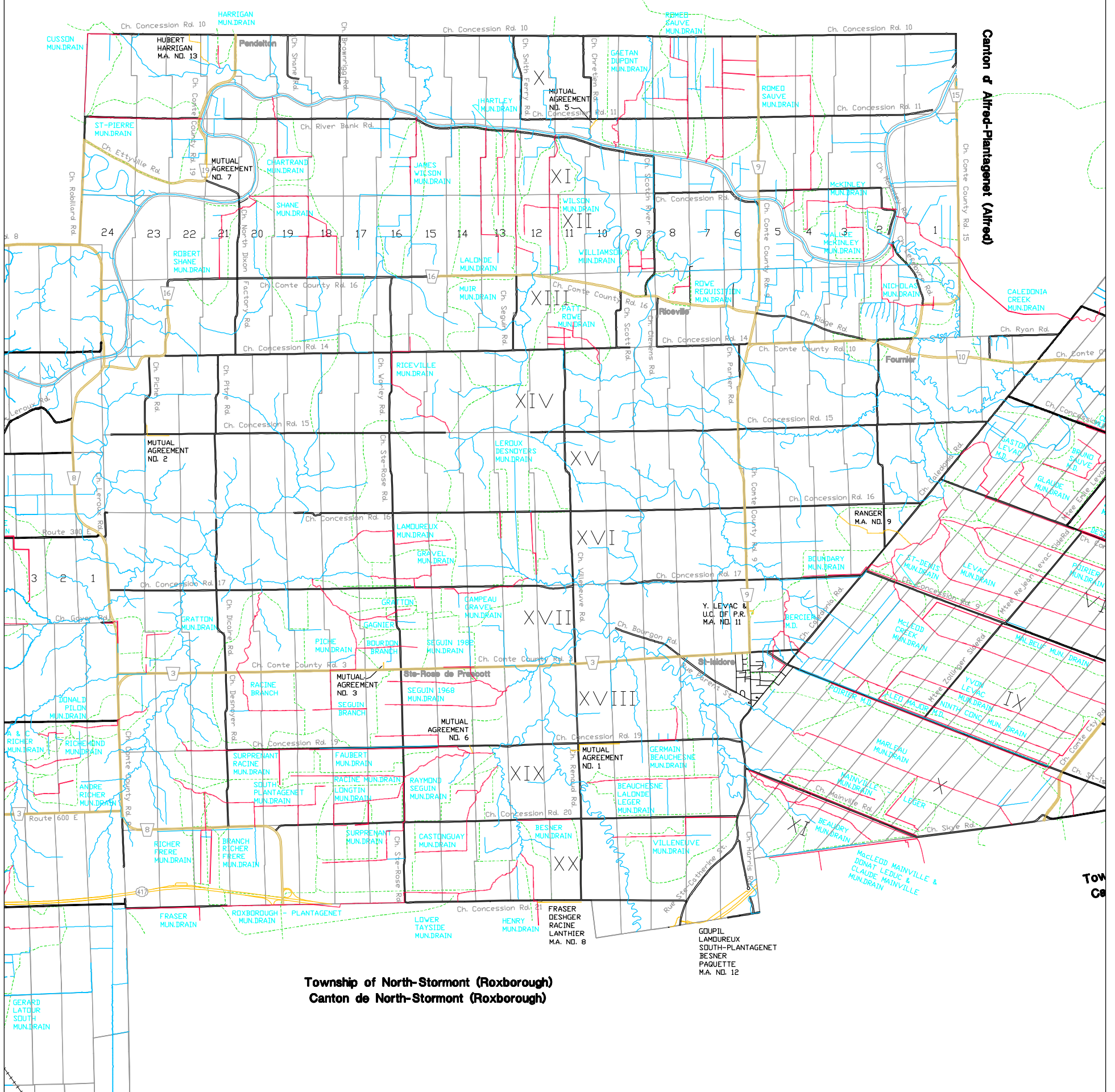
**MUNICIPAL DRAINS &
MUTUAL AGREEMENT
COURS D'EAU MUNICIPAUX &
ACCORD MUTUEL**

BASE MAP FOR THIS
DRAWING WAS PROVIDED
BY THE SOUTH NATION
CONSERVATION AUTHORITY.

MAI 2006

MAP PREPARED BY:
CARTE PREPARE PAR:

**Township of Alfred-Plantagenet (Plantagenet)
Canton d'Alfred-Plantagenet (Plantagenet)**



**Township of North-Stormont (Roxborough)
Canton de North-Stormont (Roxborough)**

Tow
Ca



RAPPORT DU SERVICE DES FINANCES

Numéro du rapport : F-09-2023

Révision de rapport numéro : F-25-2022 daté du 12 décembre 2022

Sujet : Étude redevances d'aménagement

Préparé par : Nadia Lockhart-Knebel, Trésorière

Révisé par : Josée Brizard, Directrice générale - Greffière

Date: le 3 avril 2023

INTRODUCTION :

Ce rapport est le même que celui qui a été envoyé au conseil le 28 novembre pour la réunion du conseil du 12 décembre. Il a été mis à jour pour refléter les changements survenus depuis (en italique) et le règlement proposé figurant à l'annexe A a été mis à jour pour supprimer les montants de 2022.

CONTEXTE :

L'étude de redevances d'aménagement de 2015 venait à échéance en 2020. Cependant, dû à la COVID il y a eu de nombreux délais et la nouvelle étude a été faite en 2022.

Le processus pour l'éventuel adoption du nouveau règlement est tel que suit (selon le *Development Charges Act, 1997, 2015*)

- 1997, C. 27, S. 10(1) – Avant d'adopter un règlement pour les frais de développement, le conseil doit compléter une étude.
- 2015, C. 26, S. 5(3) – Le conseil mettra l'étude à la disposition du public au moins 60 jours avant l'adoption du règlement et jusqu'à ce que le règlement expire ou soit abrogé, en affichant l'étude sur le site web, ou s'il n'y a pas de site web, au bureau municipal.
- 1997, C. 27, S. 12(1) – Avant de passer le règlement, le conseil tiendra au moins une réunion publique, donnera au moins 20 jours d'avis de la réunion, et s'assurera que le règlement proposé et l'étude sont disponible pour consultation publique au moins deux semaines avant la réunion publique.

Le tableau ci-dessous détaille la chronologie du processus expliqué ci-dessus :

Rencontre du conseil pour approbation de l'avis de réunion publique	25 juillet 2022
Publication de l'avis de réunion publique dans les journaux locaux et affichage sur le site web et nos réseaux sociaux	3-4 août 2022
Réunion publique	3 octobre 2022
Acceptation du rapport final par le conseil*	Décembre 2022 Avril 2023
Adoption du règlement avec les nouveaux taux*	Décembre 2022 Avril 2023

*Compte tenu que le rapport final a été reçu le 11 octobre et que ceci était très près de la fin du terme de l'ancien conseil, il a été jugé préférable d'attendre que le nouveau conseil soit en place pour continuer le processus, soit l'approbation du rapport final et l'adoption du règlement avec les nouveaux taux de redevances d'aménagement.

Mise à jour de la note ci-dessus : Le rapport n'a pas été approuvé en décembre parce que la province a adopté le projet de loi 23 qui aurait un impact sur les redevances d'aménagement. Il a alors été décidé de suspendre l'adoption du nouveau règlement jusqu'à ce que l'on obtienne plus de précisions sur l'impact de ce projet de loi sur La Nation et sur le règlement proposé. Comme toutes les répercussions sont encore inconnues ; il a donc été décidé d'adopter le règlement proposé tel quel et d'y apporter un amendement au besoin lorsque de plus amples renseignements seront disponibles.

FAITS SAILLANTS DE L'ÉTUDE :

L'étude fait par ZanderPlan Inc. est en pièce jointe ainsi que le règlement avec les redevances d'aménagement proposés. L'étude et le règlement proposé seront mis à la disposition du public suite à l'approbation du conseil de la publication de l'avis publique de l'éventuel réunion publique le 3 octobre 2022.

Les faits saillants de l'étude sont détaillés ci-dessous.

Exemptions et inéligibilité (Section 2.3)

- Les propriétés suivantes demeurent exemptes du règlement de Redevances d'Aménagement selon le *Development Charges Act, 1997*.
 - Deuxième unité résidentielle dans une nouvelle construction (section 3.1)
 - Les terres appartenant à une municipalité, ou à un conseil scolaire tel que défini dans le *Education Act*
 - Diverses exemptions pour le développement industriel (Section 4)

Prévision de l'activité des permis de construction (Section 3.2.3)

- Il est recommandé que la projection de l'activité des nouveaux permis résidentiels soit basée sur un total de 660 unités au cours de la prochaine période de dix ans (66 unités par an). Cette projection est basée sur l'activité des permis de construction résidentiels de 2017 à 2021 et sur un taux de croissance démographique prévu de 1,25 %.
 - Cette projection est basée sur le fait que le développement résidentiel a connu une forte croissance depuis les dix dernières années et il est prévu que la tendance se maintienne dans les dix prochaines années.
- Il est recommandé que la projection des nouveaux permis non résidentiels soit basée sur un total de 36 000 pieds carrés par an au cours de la prochaine période de dix ans.
 - Cette projection est basée sur la croissance de développement non résidentiel des cinq dernières années.

Comparaison des municipalités environnantes (Section 5.1, Table 13)

- Présentement, La Nation charge 4 120,66 \$ pour une unité résidentielle individuelle. Le tableau ci-dessous, tiré de la section 5.1 de l'étude, montre les redevances d'aménagement d'autres municipalités ainsi que la redevance d'aménagement proposée pour 2022 pour la Nation.

COMPARISON DES REDEVANCES D'AMÉNAGEMENT AVEC DES MUNICIPALITÉS ENVIRONNANTES				
	RUSSELL	CASSELMAN	CLARENCE-ROCKLAND	NATION (Proposé)
Résidentiel :				
Détaché simple (À l'échelle de la municipalité)	11 887 \$	6 374 \$	19 053 \$	5 042,27 \$
Non-résidentiel :	Par mètre carré	Par pied carré	Par mètre carré	Par pied carré
À l'échelle de la municipalité	14,95 \$ (1,39 \$ / pi ²)	2,93 \$	87,64 \$ (8,27 \$ / pi ²)	2,00 \$

Sommaire des nouvelles redevances d'aménagement proposés (Section 7.0)

CATÉGORIE D'UTILISATION	REDEVANCES D'AMÉNAGEMENT / UNITÉ ACTUEL	REDEVANCES D'AMÉNAGEMENT / UNITÉ PROPOSÉ 2022	HAUSSE
Détaché simple	4 120,66 \$	5 042,27 \$	921,61 \$
Semi-Détaché	3 635,88 \$	4 449,06 \$	813,18 \$
Maison en rangée	3 151,10 \$	3 855,85 \$	704,75 \$
Appartement ou unité multiples attachés	2 181,53 \$	2 669,44 \$	487,91 \$
Non-Résidentiel	n/a	2,00 \$/pi ²	2,00 \$/pi ²

- Les taux proposés pour les années suivantes sont:

CATÉGORIE D'UTILISATION	2023	2024	2025	2026
Détaché simple	5 143,11 \$	5 245,96 \$	5 350,89 \$	5 457,92 \$
Semi-Détaché	4 538,04 \$	4 628,79 \$	4 721,37 \$	4 815,81 \$
Maison en rangée	3 932,97 \$	4 011,62 \$	4 091,85 \$	4 173,70 \$
Appartement ou unité multiples attachés	2 722,82 \$	2 777,27 \$	2 832,82 \$	2 889,49 \$
Non-Résidentiel	2,00 \$/pi ²	2,00 \$/pi ²	2,00 \$/pi ²	2,00 \$/pi ²

ANNEXES :

Annexe A – Règlement proposé (disponible qu'en anglais)

Annexe B – Rapport final - Étude des frais de développement (disponible qu'en anglais)

LIEN :

Le lien pour la rencontre du 3 octobre, date à laquelle le rapport final avait été présenté par ZanderPlan Inc. se retrouve ci-dessous. La présentation débute à 2:01:29.

<https://www.youtube.com/watch?v=ytCZRAu73L8&list=PLuYivWAPEgX7f8MxgtfHmB0iBDYON1XOP&index=29>

RECOMMANDATION (MISE À JOUR) :

Il est recommandé que le conseil approuve le rapport final de l'étude des redevances d'aménagement et adopte le règlement proposé pour les taux de redevances d'aménagement de 2022 2023 à 2026.

Nadia Lockhart-Knebel, CPA
Trésorière

ANNEXE A

RÈGLEMENT PROPOSÉ

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW No. 63-2023

BEING a By-law for the imposition of Development Charges.

WHEREAS the Nation Municipality has and will continue to experience growth through development;

AND WHEREAS Council desires to ensure that the capital cost of meeting growth related demands for, or burden on, Municipal Services do not place an undue financial burden on the Municipality or its taxpayers;

AND WHEREAS The Development Charges Act, 1997 (the "Act") provides that the Council of a municipality may by By-law, impose Development Charges against land to pay for increased capital costs required because of increased needs for Services;

AND WHEREAS a Development Charges background study has been completed in accordance with the Act;

AND WHEREAS Council has before it a report entitled Development Charges Background Study, Draft Report prepared by ZanderPlan Inc dated June 9, 2022;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality has given notice and held a public meeting and open house on October 3rd, 2022 in accordance with the Act and regulations thereto;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- 1) That, where lawfully permitted by the Act, the Development Charges established by this By-law are hereby imposed on all classes of residential and non-residential property as hereinafter set forth on Schedule "A" attached to and forming part of this By-law.
- 2) That this By-law applies to all lands in The Nation Municipality whether or not the land or use thereof is exempt from taxation under Section 13 of the Assessment Act. Notwithstanding the preceding, this By-law shall not apply to lands that are owned by and used for the purposes of:
 - The Municipality or a local board thereof;
 - A Board of Education;
 - The Corporation of the United Counties of Prescott-Russell or a local board thereof.
- 3) That the Development Charges are established as per Schedule "A" per single detached dwelling unit, semi-detached or duplex dwelling unit, row house or townhouse dwelling unit, apartment or other multiple dwelling unit.
- 4) Notwithstanding Section 3 of this By-law and in accordance with the statutory exemptions set out in the Act, Development Charges shall not be imposed with respect to:
 - An enlargement to an existing dwelling unit;
 - One or two additional dwelling units in an existing single detached dwelling unit;
 - One additional dwelling unit in any existing residential building;
 - Agricultural use buildings or structures.
- 5) For the purposes of demolitions or loss of property, this By-law shall not apply to development where, by comparison with the land at any time within 24 months previous to the imposition of the charge:
 - No additional dwelling units are being created;
 - No additional non-residential gross floor area is being added.

The exemption from the charge is applicable only to the registered owner(s) on title of the subject property at the time of the event (non-transferable).

- 6) That notwithstanding Section 4), bullet two, of this By-law, Development Charges shall be imposed if the total gross floor area of the additional unit(s) exceeds the gross floor area of the existing dwelling unit.
- 7) That notwithstanding Section 4, bullet three, of this By-law, Development Charges shall be imposed if the additional unit has a gross floor area greater than:
 - In the case of a semi-detached, duplex, row house or townhouse dwelling unit, the gross floor area of the existing dwelling unit;

- In the case of an apartment or multiple attached dwelling, the gross floor area of the smallest unit contained in the residential building.
- 8) That the Development Charge is established at \$**TBD** per square foot for non-residential development, subject to the footnote exemption shown on Schedule “A” of this By-law.
 - 9) That notwithstanding Section 8 of this By-law and in accordance with the statutory exemptions set out in the Act, no Development Charge is payable for an enlargement of the gross floor area of an existing industrial building where the gross floor area is enlarged by 50 percent or less.
 - 10) That, if the gross floor area of an existing industrial building is enlarged by greater than 50 percent, the amount of the Development Charge payable in respect of the enlargement is the amount per square foot as set out in Section 8), for each square foot in excess of 50 percent of the existing industrial building.
 - 11) That for the purpose of Sections 9) and 10) herein, “existing industrial building” is used as defined in the Regulation made pursuant to the Act.
 - 12) That the categories for services for which Development Charges are imposed under this By-law are as follows:
 - Administration
 - Library
 - Recreation
 - Public Works (Roads)
 - Fire Protection Services
 - 13) That notwithstanding the provisions of Section 1) of this By-law, every place of worship and land used in connection therewith, and every churchyard, cemetery or burying ground are wholly exempted from the Development Charges imposed pursuant to this By-law.
 - 14) That the Development Charges imposed by this By-law shall be calculated and be payable in money or by provision of services as may be agreed upon, or by credit granted by the Act, on the date that a building permit is issued in relation to a building or structure on land to which the Development Charge applies, or in a manner or at a time otherwise lawfully agreed upon.
 - 15) That the terms “single detached dwelling”, “semi-detached dwelling”, “duplex dwelling”, “row house dwelling”, “townhouse dwelling” “apartment dwelling” and “multiple attached dwelling” have the meanings assigned to them in the Comprehensive Zoning By-law of the Corporation of The Nation Municipality.
 - 16) That Council may adjust the Development Charges in this By-law one or two times annually in accordance with the “Construction Price Statistics” (Ontario Series) as published by Statistics Canada quarterly (Catalogue No. 62-007) pursuant to paragraph 10 of subsection 5(1) of the Development Charges Act, and Section 7 of Ontario Regulation 82/98. Such adjustment to a Development Charge shall not require an amendment to this By-law.
 - 17) This By-law repeals By-law No. 93-2015 and By-law No. 8-2016, and all amendments thereto.
 - 18) This By-law shall come into force and take effect on the 3rd day of April, 2023.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 3rd DAY OF APRIL, 2023.

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

SCHEDULE "A" TO BY-LAW No. 63-2023

DEVELOPMENT CHARGES

**RESIDENTIAL AND NON-RESIDENTIAL USES
(Proposed phase-in)**

Land Use Category	Persons per Unit	Development Charges per Residential Unit and per Square Foot of Non-Residential Floor Space
2023¹		
Single Detached	3.4	\$5,143.11
Semi-detached or Duplex	3.0	\$4,538.04
Row House or Townhouse	2.6	\$3,932.97
Apartment or Multiple Attached	1.8	\$2,722.82
Non-Residential	N/A	\$TBD/sq ft ²
2024¹		
Single Detached	3.4	\$5,245.96
Semi-detached or Duplex	3.0	\$4,628.79
Row House or Townhouse	2.6	\$4,011.62
Apartment or Multiple Attached	1.8	\$2,777.27
Non-Residential	N/A	\$TBD/sq ft ²
2025¹		
Single Detached	3.4	\$5,350.89
Semi-detached or Duplex	3.0	\$4,721.37
Row House or Townhouse	2.6	\$4,091.85
Apartment or Multiple Attached	1.8	\$2,832.82
Non-Residential	N/A	\$TBD/sq ft ²
2026¹		
Single Detached	3.4	\$5,457.92
Semi-detached or Duplex	3.0	\$4,815.81
Row House or Townhouse	2.6	\$4,173.70
Apartment or Multiple Attached	1.8	\$2,889.49
Non-Residential	N/A	\$TBD/sq ft ²
¹ The Development Charges shall increase on January 1 st of each year in accordance with the amounts shown in this Table, PLUS an additional amount equal to the "Construction Price Statistics" (Ontario Series) as published by Statistics Canada quarterly (Catalogue No. 62-007) which amount is to be added annually on an incremental basis over the 5-year period of this By-law. ² No Development Charges on the first building permit issued for a property, up to a maximum of 3,500 square feet, after which the full Development Charges shall apply.		

ANNEXE B

RAPPORT FINAL - ÉTUDE DES FRAIS DE
DÉVELOPPEMENT

(disponible en anglais seulement)



THE NATION MUNICIPALITY

DEVELOPMENT CHARGES BACKGROUND STUDY

Final Report October 11, 2022

Prepared by ZanderPlan Inc.

In partnership with:

Clem Pelot Consulting and

Jp2g Consultants Inc.

TABLE OF CONTENTS

EXECUTIVE SUMMARY.....	3
1.0 INTRODUCTION.....	6
2.0 DEVELOPMENT CHARGES: LEGISLATIVE BASIS, POLICY AND PROCEDURE.....	6
2.1 IMPACT OF BILL 108 (2019), BILL 197 (2020) AND BILL 109 (2022).....	7
2.2 APPLICATION OF THE DEVELOPMENT CHARGES BY-LAW.....	10
2.3 EXEMPTIONS AND INELIGIBILITY	10
2.4 DEVELOPMENT CHARGES BACKGROUND STUDY	13
2.5 BY-LAW DURATION	14
2.6 NOTIFICATION PROCESS	14
2.7 APPEAL PROCESS.....	15
2.8 COMPLAINT PROCESS	15
2.9 ANNUAL REPORTING.....	15
3 POPULATION AND GROWTH PROJECTIONS.....	16
3.1 DEMOGRAPHIC ANALYSIS AND POPULATION GROWTH	16
3.2 BUILDING PERMIT ACTIVITY.....	17
4 ELIGIBLE CAPITAL EXPENDITURES AND MUNICIPAL SERVICE STANDARDS	19
4.1 GENERAL GOVERNMENT	20
4.2 FIRE DEPARTMENT	21
4.3 PUBLIC WORKS.....	25
4.4 RECREATION DEPARTMENT	33
4.5 LIBRARY	37
5 DEVELOPMENT CHARGES CALCULATION.....	38
5.1 SURROUNDING MUNICIPALITY COMPARISONS	38
5.2 ASSESSMENT ANALYSIS.....	39
5.3 DEVELOPMENT CHARGES SUMMARY.....	39
6.0 IMPLEMENTATION	44
7.0 SUMMARY OF NEW DEVELOPMENT CHARGES.....	45

EXECUTIVE SUMMARY

The Nation Municipality's current Development Charges By-law was scheduled to expire on June 1, 2020; however, the Ontario Government issued a Regulation to address the impact of the Covid-19 pandemic, which suspended this deadline until further notice. Prior to the adoption of a new Development Charges By-law, the Municipality is required to complete a Development Charges Background Study in order to identify the services to which the Development Charges will relate for the next five years.

A draft Development Charges Background Study was submitted by the Consultants in April 2020, but the public review process was suspended due to the pandemic; that draft has now been updated based on the following new information provided by the Municipality and the Consultants:

- The Ontario Government's *Bill 197* (An Act to amend various statutes in response to COVID-19 and to enact, amend and repeal various statutes) received Royal Assent in July 2020. *Bill 197*, the *COVID-19 Economic Recovery Act*, resulted in changes to the *More Homes, More Choice Act*, 2019, the *Development Charges Act*, 1997 and the *Planning Act* (relating to community benefits charges). This information was used to update Section 2 of the new draft Development Charges Study.
- In 2022, the Government passed *Bill 109* (the *More Homes for Everyone Act*). This legislation was introduced by the Government on March 30th, receiving Royal Assent on April 13th, 2022. A new section 2.9 in this Development Charges Study describes the requirement for the municipal treasurer to publish an annual statement of development charges for the public's review.
- 2021 Census data from Statistics Canada is now available. This information was used to update the Nation's current population and the current number of private dwellings in Section 3.
- The 2022 Growth Management Strategy Update prepared by Hemson for the United Counties of Prescott and Russell (UCPR), was used to determine the new forecasts for housing starts and non-residential development (2022 to 2031) contained in Section 3.
- Building permits issued by The Nation (residential and non-residential) in 2020 and 2021, Development Charges collected by the Nation in 2020 and 2021, as well as 2021 assessment data were used to update Sections 3 and 5.
- The new Fire Master Plan approved by Council in 2022 was used to update the Fire Department capital projects in Section 4.
- The new Roads Planning list (2022 to 2031) prepared by Municipal staff, was used to update the list of capital projects for Public Works in Section 4.
- The new Parks and Recreation Master Plan (2020 to 2034) and ensuing Recreation Facility Assessment Summary, were used to update the list of capital projects for parks and recreation in Section 4.

Currently, residential Development Charges in effect in the Nation Municipality range from \$2,181.53 per unit for an Apartment or Multiple Attached Dwelling to \$4,120.66 for a Single Detached Dwelling; these rates have not increased since 2019. The Development Charge for Non-Residential development

was \$1.05 per square foot until the end of 2018 and there has been no Development Charge for Non-Residential projects levied since the beginning of 2019.

Changes were made to the *Development Charges Act* and the *Planning Act* following the enactment of Ontario's *Bill 108 More Homes, More Choices Act* in June of 2019. The *Development Charges Act* now sets out a specific list of services for which development charges may be applied.

Population growth in the Nation is projected to be 1.25% annually for the next ten years, attaining a total population of 15,116 residents by the end of 2031. Residential development is expected to average 66 new dwellings per year over the next ten years. Commercial and industrial development is expected to be 36,000 square feet annually.

A capital program has been defined in this background study for each of the Nation Municipality's development charge service categories. Each program identifies the capital projects that will be required to service the Municipality as it grows over the next 10 years. The forecast was developed collaboratively with Municipal staff and details each growth-related project and its associated cost (the gross cost for each project is adjusted as required by the *Development Charges Act*).

The Nation's 2022 Development Charge must not include an increase that would result in the level of service exceeding the average level of that service provided in the Municipality over the past ten year period. Average Service Levels have been determined for each of the service categories in this study, based on the assessed value of property/ buildings and the replacement cost for vehicles/ equipment:

- General Government N/A
- Fire Department \$662 per capita
- Public Works \$9,159 per capita
- Recreation \$525 per capita
- Library \$91 per capita

Municipal staff and the Consultants jointly prepared the list of eligible capital projects for 2022 to 2031. The 'growth-related' portion of each project has been determined and this ranges from 7.5% to 100%. The 2022-2031 Capital Projects proposed in this background study include the following highlights:

- General Government: this service category includes corporate studies related to growth (Official Plan update and two future Development Charges studies).
- Fire Department: replacement of the St Albert Fire Station; a new 23 meter Ladder Truck; replacement of several Tanker and Pumper Trucks. Total eligible cost of all Fire Department projects is \$2,807,899 (2022-2026).
- Public Works: growth related road projects, continuation of Innovation and Fournier garages, two intersection upgrades and growth-related equipment. The total eligible cost of all Public Works projects is \$3,003,138 (2022-2026).
- Recreation: construction of the Limoges Recreation Complex, developing a 6 kilometer bike path, renovations to local recreation centres and converting the Bowling Alley in St Isidore Arena. Total eligible cost of all Recreation projects is \$6,866,214 (2022-2026).

- Library: expand the collection of reading materials at the Limoges branch, new shelving/ work stations and relocate the Limoges branch (2027). Total eligible cost of all Library projects is \$412,800 (2022-2026).

Based on the analysis contained in this background study, the following 2022 Development Charges are recommended for the Nation Municipality:

<u>Dwelling type</u>	<u>Current</u>	<u>Proposed</u>
Single Detached	\$4,120.66	\$5,042.27
Semi-Detached or Duplex	\$3,635.88	\$4,449.06
Row House/ Townhouse	\$3,151.10	\$3,855.85
Apartment/ Multiple Attached	\$2,181.53	\$2,669.44
Non-residential	\$0	\$2/square foot

The recommended residential Development Charge represents a 22% increase over the current charge, primarily as a result of the new Recreation Complex in Limoges, a decline in the Nation’s projected population growth and the fact that the current DC has not been increased since 2019. The recommended charges would be increased by 2% annually, on January 1st of each year.

The recommended Non-residential Development Charge of \$2 per square foot would begin to align the Nation Municipality with the practices of its neighboring municipalities. This modest rate would generate expected revenue of \$360,000 over the next five years, which represents about 14% of the \$2.5M non-residential share of eligible capital projects over the next five years (see section 5.3).

Following the 60 day public review period and the public meeting held on October 3, 2022 to solicit input to the draft report prepared by the consultants, information was added on page 44 of the final report explaining which Commercial/ Industrial projects were exempted from Development Charges.

1.0 INTRODUCTION

The Nation Municipality currently has a Development Charges By-Law which took effect on June 1, 2015 (By-Law No. 93-2015), as permitted by the *Development Charges Act, 1997*, as amended. That By-Law was supported by a Background Study completed by Parsons in June 2015. The Nation Municipality has been collecting Development Charges since 2005 to help offset the cost of additional services required as a result of the growth that is projected in the Municipality, and wishes to continue this practice. The *Development Charges Act, 1997* as amended indicates that:

“The council of a municipality may by by-law impose development charges against land to pay for increased capital costs required because of increased needs for services arising from development of the area to which the by-law applies.” (Section 2(1))

Moreover, according to the *Development Charges Act, 1997*:

“Unless it expires or is repealed earlier, a development charge by-law expires five years after the day it comes into force.” (Section 9(1))

Based on the above, the Nation’s current Development Charges By-law was set to expire in June of 2020. However, as a result of the pandemic and ensuing Ontario Government Regulation, the Municipality’s 2015 Development Charges By-law remains in effect.

Before adopting a new Development Charges By-Law, the Municipality is required (as per Section 10(1) of the *Development Charges Act, 1997*), to complete a new Background Study in order to identify services to which the Development Charges will relate. The new Background Study shall “outline the increase in need for a service that is the result of growth, summarize the net growth-related capital costs of services for which a Development Charge will be collected, and determine the capital costs of the services that will be incurred during the term of the implementing Development Charges By-Law”.

As such, the Nation Municipality retained ZanderPlan Inc. (in cooperation with Clem Pelot Consulting and Jp2g Consultants Inc.) in early 2020 to undertake the preparation of the required Background Study and prepare the Nation’s new Development Charges By-Law. A draft Background Study was tabled in April 2020 but the public consultation process was suspended due to the pandemic. The draft Background Study has now been updated with information from 2020 and 2021 provided by the Municipality and the consultants. The following Report has been prepared by the consultant team, to support Council’s adoption of a new Development Charges By-Law in 2022.

2.0 DEVELOPMENT CHARGES: LEGISLATIVE BASIS, POLICY AND PROCEDURE

Development charges are used to recover some of the capital costs associated with residential and non-residential growth within the Municipality. The *Development Charges Act, 1997* as amended, enables municipalities to enact by-laws to impose development charges against lands to be developed to pay for growth-related capital costs for municipal services. A municipality must complete a development

charge background study and hold at least one public meeting before passing a development charge by-law.

2.1 IMPACT OF BILL 108 (2019), BILL 197 (2020), and BILL 109 (2022)

The *More Homes, More Choice Act, 2019 (Bill 108)* was intended to make housing more affordable and increase the housing supply in Ontario by limiting and providing certainty about municipal costs and development charges imposed on construction. The changes resulting from the *More Homes, More Choice Act, 2019* meant that municipalities would have two primary funding streams in the future to pay for increased services due to new development: development charges and community benefits charges.

Some key changes were made to the *Development Charges Act, 1997* with the enactment of Ontario's *Bill 108 More Homes, More Choice Act (Schedule 3)* in June of 2019. Bill 108 also introduced new Community Benefit Charges (CBC's) under the *Planning Act (Schedule 12)*.

The Ontario Government's Bill 197 (An Act to amend various statutes in response to COVID-19 and to enact, amend and repeal various statutes) received Royal Assent in July 2020. Bill 197, the COVID-19 Economic Recovery Act, resulted in changes to the More Homes, More Choice Act, 2019, the Development Charges Act, 1997 and the Planning Act (relating to community benefits charges). The changes are meant to implement the continued goal in Ontario that "growth will pay for growth."

In 2022, the Government passed Bill 109 (the More Homes for Everyone Act). This legislation was introduced by the Government in March 30, receiving Royal Assent on April 13th, 2022. The Act includes several legislative changes, some taking effect immediately while others coming into force on July 1, 2022 or January 1, 2023. Bill 109 includes changes to the Planning Act and the Development Charges Act in Ontario.

2.1.1 DEVELOPMENT CHARGES ACT, 1997

Schedule 3 of *Bill 197* amended the *Development Charges Act* and repealed/ replaced certain amendments made by the *More Homes, More Choice Act* to the *Development Charges Act*. The list of services in subsection 2(4) of the *Development Charges Act* for which a development charge can be imposed was expanded from the list that was included in the *More Homes, More Choice Act*.

Municipal Services Eligible for Development Charges

As a result of Bill 197, all of the services included in the Nation's 2015 Development Charges Bylaw are eligible to be included in the next DC Bylaw. Subsection 2(4) of the *Development Charges Act* now includes the following eligible services that are relevant to the Nation Township:

- Water supply services, including distribution and treatment services
- Waste water services, including sewers and treatment services
- Storm water drainage and control services
- Services related to a highway as defined in subsection 1(1) of the *Municipal Act, 2001*
- Electrical power services

- Transit services
- Waste diversion services
- Policing services
- Fire protection services
- Ambulance services
- Services provided by a Board within the meaning of the *Public Libraries Act*
- Services related to long term care
- Parks and recreation services, but not the acquisition of land for parks
- Services related to public health
- Child care and early years programs and services
- Housing services
- Services related to proceedings under the *Provincial Offences Act*
- Services related to emergency preparedness

Timing for payment of Development Charges for certain types of development

As a result of the *More Homes, More Choice Act*, a new section 26.1 was added to the *Development Charges Act* setting out rules for when a development charge is payable in respect of rental housing, institutional development, and non-profit housing. Unless certain exceptions apply, the charge shall be paid in annual instalments (21 instalments in the case of non-profit housing development, and six instalments in the case of the other types). The instalments begin on the date of issuance of an occupancy permit or the date the building is first occupied, whichever comes first. Section 52 is amended to set out equivalent rules in respect of these five types of development in the context of non-parties to a front-ending agreement.

When the amount of a Development Charge is determined

Important changes have been introduced that affect when the amount of a development charge shall be determined. Also as a result of the *More Homes, More Choice Act*, a new section 26.2 was added to the *Development Charges Act* setting out these new rules. The amount is determined based on the date of an application under Section 41 of the *Planning Act* (Site Plan Control) or, if there is no such application, on the date of an application under Section 34 of the *Planning Act* (zoning by-laws). If neither such application has been made, the amount continues to be determined in accordance with Section 26 of the *Act*, at the time of issuance of a building permit. If a specified period of time has elapsed since the approval of the relevant application, the amount continues to be determined in accordance with Section 26 of the *Act*.

Bill 109 introduced minor changes to the Development Charges Act which now require annual reporting by the treasurer to the public regarding development charges and associated reserve funds. These changes are intended to improve transparency to the public.

2.1.2 PLANNING ACT

There are also several changes to the *Planning Act* resulting from *Bill 108* (Schedule 12), *Bill 197* (Schedule 17) and *Bill 109* (Schedule 5). For the purposes of this study, the focus is on Section 37 of the *Planning Act*. As a result of the *More Homes, More Choice Act in 2019*, height and density bonusing provisions under Section 37 of the *Planning Act* were replaced with a new Community Benefits Charge (CBC) framework. Bill 197 resulted in further changes in 2020 to the *Planning Act*, relating to community benefits charges (sections 37 and 37.1) as well as to the parkland conveyance policies (section 42). Also, a new subsection 2(4.1) of the *Development Charges Act* sets out the relationship between development charges and the community benefits charges that can be imposed under the *Planning Act*. Further changes and new policies were introduced under Bill 109, requiring regular review and reporting of any community benefit charges by-law that is in place.

Community Benefit Charges

Under the *Planning Act*, municipalities are only permitted to impose Community Benefit Charges (CBCs) for higher density residential development.

Bill 197 replaced Sections 37 and 37.1 of the *Planning Act* in 2020. The re-enacted Section 37 permits the council of a local municipality “to impose community benefits charges against land to pay for the capital costs of facilities, services and matters required because of development or redevelopment in the area to which the by-law applies”. Subsection 37(4) provides that a community benefits charge may not be imposed with respect to development or redevelopment of fewer than 10 residential units or in respect of buildings or structures with fewer than five stories. Subsection 37(5) of the *Planning Act* clarifies that municipalities may impose CBCs for both parkland purposes and for the services enumerated in the newly amended subsection 2(4) of the *Development Charges Act*. However, a municipality may not recover capital costs for the same service more than once. Essentially, CBCs can fund capital costs of municipal services that are not being recovered under a parkland by-law or a DC by-law.

Before passing a CBC by-law, the municipality must have a CBC strategy which identifies what will be funded by the charges and meets requirements in the regulation, including estimates of increased need for services or facilities attributable to the anticipated development which would be subject to the charge. These requirements appear similar to parts of what are addressed in the Development Charge study process.

Landowners can be allowed to provide in-kind contributions to be deducted from the CBCs owed under the by-law. Notably, CBC by-laws can be appealed to the LPAT. On appeal, the LPAT may either dismiss the appeal, repeal or amend the by-law, or order that the council of the municipality repeal or amend the by-law. As with the limitations on the LPAT powers on Development Charge appeals, the LPAT cannot increase a CBC, make it payable earlier, or change exemptions.

Pursuant to the CBC regulation, the amount of a CBC payable shall not exceed 5% of the value of land on the date of the first building permit. Section 37 sets up a process involving an exchange of appraisal reports to resolve disputes over the value of the land, with a third appraiser from a municipal roster, if required.

Based on the restrictions around Community Benefits Charges and their application to higher density housing only, this does not appear to be a tool that smaller municipalities such as the Nation Township will be using at this time.

2.2 APPLICATION OF THE DEVELOPMENT CHARGES BY-LAW

The Municipality has the right under Section 2, Subsection (1) of the *Development Charges Act, 1997* as amended to impose development charges to contribute to the cost of increased services that result from additional growth and development in the Municipality. As new households establish in the Municipality, new residents will place increasing pressure on the Municipality's services; the collection of Development Charges is intended to help offset these ongoing growth pressures. Under Section 2(2) of the *Development Charges Act, 1997* Development Charges can be applied as follows:

“A development charge may be imposed only for development that requires,

- (a) the passing of a zoning by-law or of an amendment to a zoning by-law under section 34 of the Planning Act;*
- (b) the approval of a minor variance under section 45 of the Planning Act;*
- (c) a conveyance of land to which a by-law passed under subsection 50 (7) of the Planning Act applies;*
- (d) the approval of a plan of subdivision under section 51 of the Planning Act;*
- (e) a consent under section 53 of the Planning Act;*
- (f) the approval of a description under section 9 of the Condominium Act, 1998; or*
- (g) the issuing of a permit under the Building Code Act, 1992 in relation to a building or structure.”*

As per Section 2(6), the Development Charges By-Law may also be applied to services that are provided outside the municipality, as well as the entire municipality or only part of it (Section 2(7)). In addition, more than one development charge by-law may apply to the same area (Section 2(8)). These policies are intended to give the Municipality greater flexibility to impose area-specific charges where applicable, or to apply the charges to services such as recreation and libraries that may be located outside the Municipality's geographic boundaries. Historically in the Nation Municipality, there has only been one applicable Development Charge.

2.3 EXEMPTIONS AND INELIGIBILITY

Section 2(3) outlines instances in which a Development Charge shall not apply, where the purpose of the development in question is to:

- (a) permit the enlargement of an existing dwelling unit; or*

(b) permit the creation of up to two additional dwelling units as prescribed, subject to the prescribed restrictions, in prescribed classes of existing residential buildings.

Section 3.1 of the Act also notes the following:

(3.1) The creation of a second dwelling unit in prescribed classes of proposed new residential buildings, including structures ancillary to dwellings, is, subject to the prescribed restrictions, exempt from development charges. 2019, c. 9, Sched. 3, s. 2.

Additional provisions related to second dwelling units have also been included in Ontario Regulation 82/98 which is associated with the *Development Charges Act*. The Regulation indicates that, for the purposes of interpreting Section 2(3)(b) of the *Act* which is described above, the following exceptions shall apply to the creation of additional dwelling units:

Item	Name of Class of Existing Residential Building	Description of Class of Existing Residential Buildings	Maximum Number of Additional Dwelling Units	Restrictions
1.	Existing single detached dwellings	Existing residential buildings, each of which contains a single dwelling unit, that are not attached to other buildings.	Two	The total gross floor area of the additional dwelling unit or units must be less than or equal to the gross floor area of the dwelling unit already in the building.
2.	Existing semi-detached dwellings or row dwellings	Existing residential buildings, each of which contains a single dwelling unit, that have one or two vertical walls, but no other parts, attached to other buildings.	One	The gross floor area of the additional dwelling unit must be less than or equal to the gross floor area of the dwelling unit already in the building.
3.	Existing rental residential buildings	Existing residential rental buildings, each of which contains four or more dwelling units.	Greater of one and 1% of the existing units in the building	None
4.	Other existing residential buildings	An existing residential building not in another class of residential building described in this table.	One	The gross floor area of the additional dwelling unit must be less than or equal to the gross floor area of the smallest dwelling unit already in the building.

The following table is also included in Ontario Regulation 82/98, setting out “the name and description of the classes of proposed new residential buildings that are prescribed and the restrictions for each class.”

Item	Name of Class of Proposed New Residential Buildings	Description of Class of Proposed New Residential Buildings	Restrictions
1.	Proposed new detached dwellings	Proposed new residential buildings that would not be attached to other buildings and that are permitted to contain a second dwelling unit, that being either of the two dwelling units, if the units have the same gross floor area, or the smaller of the dwelling units.	<p>The proposed new detached dwelling must only contain two dwelling units.</p> <p>The proposed new detached dwelling must be located on a parcel of land on which no other detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling would be located.</p>
2.	Proposed new semi-detached dwellings or row dwellings	Proposed new residential buildings that would have one or two vertical walls, but no other parts, attached to other buildings and that are permitted to contain a second dwelling unit, that being either of the two dwelling units, if the units have the same gross floor area, or the smaller of the dwelling units.	<p>The proposed new semi-detached dwelling or row dwelling must only contain two dwelling units.</p> <p>The proposed new semi-detached dwelling or row dwelling must be located on a parcel of land on which no other detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling would be located.</p>
3.	Proposed new residential buildings that would be ancillary to a proposed new detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling	Proposed new residential buildings that would be ancillary to a proposed new detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling and that are permitted to contain a single dwelling unit.	<p>The proposed new detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling, to which the proposed new residential building would be ancillary, must only contain one dwelling unit.</p> <p>The gross floor area of the dwelling unit in the proposed new residential building must be equal to or less than the gross floor area of the detached dwelling, semi-detached dwelling or row dwelling to which the proposed new residential building is ancillary.</p>

These recent legislative changes provide greater opportunity for homeowners to establish additional dwelling units within their homes, without any Development Charges impacts. This is consistent with the Provincial directive in recent years to allow for a greater range of housing types including secondary dwellings and secondary dwelling units. This change will need to be considered in the future application of Development Charges for the Nation Municipality and will also need to be considered when the Municipality undertakes its next Official Plan review.

The *Development Charges Act, 1997* sets out the following exemptions from the Development Charges By-Law:

- (a) Second dwelling units in new residential buildings (section 3.1)
- (b) lands owned by a municipality or a board as defined in the *Education Act*; and
- (c) various exemptions for industrial development (Section 4)

As required by the legislation, this background study itemizes both the quantity and quality of municipal assets within all eligible service categories to determine the level at which service has been provided in the Municipality over the last ten years. The DCA stipulates that the increase in the need for service attributable to anticipated development “must not include an increase that would result in the level of service exceeding the average level of that service provided in the municipality over the 10-year period immediately preceding the preparation of the background study required under section 10” “(s.5(1)(4)). The historic 10-year average service levels thus form the basis for the future development charge for each eligible service category. The calculated service level determines the maximum amount of future capital costs that may be funded through development charges over the planning period under review.

2.4 DEVELOPMENT CHARGES BACKGROUND STUDY

Section 10(1) of the *Development Charges Act, 1997* indicates that: *‘Before passing a development charge by-law, the council shall complete a development charge background study’.*

In preparing a Background Study to support a new Development Charges By-Law for the Municipality, and in order to make an appropriate recommendation for a new Development Charge rate, it is necessary to evaluate historic building permit activity and population data, and establish the level of service that residents of the Municipality have enjoyed in each of the affected service areas over the previous period. Through an analysis of the historic information and the expected expenditures in each of the service areas, it is possible to calculate the total amount of Development Charge that the Municipality can apply to the expansion of those services in the future.

2.4.1 BACKGROUND STUDY METHODOLOGY

Section 5(1) of the *Development Charges Act, 1997* prescribes the method by which the Municipality is to determine the development charges it intends to implement. These steps for calculation include the following:

1. Estimate the amount, type and location of development;
2. Estimate the increase in need for service attributable to the anticipated development;
3. Indicate Council’s intention to ensure such an increase in need will be met;
4. Exclude an increase that would result in the level of service exceeding the average level of that service provided over the 10-year period immediately preceding the background study;
5. Reduce the increase in the need for service by the part of that increase that can be met using the municipality’s excess capacity;
6. Reduce the increase in the need for the service by the extent to which an increase in service would benefit existing development or by the ability of existing services to meet the needs through existing capacity;
7. Estimate the capital costs necessary to provide the increased services, reduced by capital grants, subsidies, and other contributions.
8. Develop rules to determine if a development charge is payable; and
9. Develop rules to provide for full or partial exemptions for types of development and the phasing in of development charges, as well as the indexing of development charges.

Moreover, there are particular items which must be included in a Development Charges Background Study, in order to provide the context for the associated calculations and recommended rates. As per Section 10(2) of the *Development Charges Act, 1997*, the following information must be included in the study:

(a) the estimates under paragraph 1 of subsection 5 (1) of the anticipated amount, type and location of development;

(b) the calculations under paragraphs 2 to 8 (Note: to be changed to “2 of 7” upon proclamation by the Lieutenant Governor)

of subsection 5 (1) for each service to which the development charge by-law would relate;

(c) an examination, for each service to which the development charge by-law would relate, of the long term capital and operating costs for capital infrastructure required for the service;

(c.1) unless subsection 2 (9) or (11) applies, consideration of the use of more than one development charge by-law to reflect different needs for services in different areas;

(c.2) an asset management plan prepared in accordance with subsection (3); and

(d) such other information as may be prescribed. 1997, c. 27, s. 10 (2); 2015, c. 26, s. 5 (1).

The following services will be included in the Nation Municipality’s 2020 Development Charges Study:

- General Government (Studies)
- Library
- Recreation
- Public Works
- Fire Protection

Detailed descriptions for these services are included in Section 4 below. Once the Background Study is complete, the *Development Charges Act, 1997* outlines specific public notification and appeal processes which must be followed. According to Section 11, “*A development charge by-law may only be passed within the one-year period following the completion of the development charge background study*”.

Prior to passing the By-Law, the municipality must host at least one public meeting and give the public at least twenty days of notice prior to this meeting, while also making the by-law and background study available to the public. Section 10(4) of the *Act* indicates that “*the council shall ensure that a development charge background study is made available to the public at least 60 days prior to the passing of the development charge by-law and until the by-law expires or is repealed by posting the study on the website of the municipality or, if there is no such website, in the municipal office.*” In addition, the public must be notified of the relevant opportunities for appeal to the Local Planning Appeal Tribunal.

2.5 BY-LAW DURATION

Once all official processes ensue and the By-Law is adopted, the Development Charges By-Law is valid for a period of not more than five years after it comes into effect (Section 9(1)). Council may choose to repeal or revise the By-law during that time, as circumstances change.

2.6 NOTIFICATION PROCESS

In order to pass the proposed Development Charges By-Law, the Background Study must be presented to the public in at least one duly advertised public meeting for which the public has been given at least twenty (20) days advance notice. As noted above, Council must also ensure that the proposed By-Law and Background Study are made available to the public at least sixty days before the adoption of the DC Bylaw. If Council approves the By-Law, the public must be given forty (40) days of notice of the adoption, commencing the day after the By-Law is adopted.

2.7 APPEAL PROCESS

According to Section 14 of the *Development Charges Act, 1997*:

“Any person or organization may appeal a development charge by-law to the Ontario Land Tribunal by filing with the clerk of the municipality on or before the last day for appealing the by-law, a notice of appeal setting out the objection to the by-law and the reasons supporting that objection”.

The last day for an appeal of a Development Charges By-Law is forty (40) days after the day the By-Law is passed by Council (Section 13(1)). Should any person or organization choose to appeal, the appeal is submitted to the Ontario Land Tribunal by the Clerk within 30 days of the last day of appeal (Section 15(2)). The Tribunal may hold a hearing to determine whether the appeal is to be heard or dismissed in whole or in part, may order the municipality to repeal or amend the by-law, or may repeal or amend it in a way satisfactory to the Tribunal (Section 16(3)). The Tribunal will also decide who will be given notice of the hearing and in what manner (Section 16(2)).

Should the Ontario Land Tribunal appeal or amend the Development Charges By-Law, the municipality shall refund any development charges paid under the by-law, or the difference between a charge paid within 30 days after the Board’s order, or 30 days after the repeal or amendment by Council (Section 18(1), Section 19(2)).

2.8 COMPLAINT PROCESS

In addition to an appeal, a property owner may make an official complaint to the Council of the Municipality in the following circumstances:

- (a) *“the amount of the development charge was incorrectly determined;*
- (b) *Whether a credit is available to be used against the development charge, or the amount of the credit or the service with respect to which the credit was given, was incorrectly determined; or*
- (c) *there was an error in the application of the development charge by-law” (Section 20(1)).*

This complaint must be made no longer than 90 days after the day of the charge is paid, must be in writing, and must include the complainant’s name, mailing address, and reasons for the complaint (Section 20(2); Section 20(3)). Council shall hold a hearing and allow an opportunity for the complainant to make representations, and the Clerk shall mail notice of the Council’s decision and notify the complainant of the last day to appeal the decision (40 days after the decision is made) (Section 21(2); Section 21(1)). Further appeals can be made to the Local Planning Appeals Tribunal.

2.9 ANNUAL REPORTING

Bill 109, the *More Homes for Everyone Act, 2022*, has introduced a requirement for the municipal treasurer to publish an annual statement for the public’s review. Section 43 of the *Development Charges Act* already includes an annual reporting requirement to Council; the amendments to the *Act*

now require the municipality to make this annual report available to the general public on the municipality’s website or, if there is no website, for the public’s review in the municipal office.

3 POPULATION AND GROWTH PROJECTIONS

3.1 DEMOGRAPHIC ANALYSIS AND POPULATION GROWTH

3.1.1 DEMOGRAPHIC ANALYSIS

A UCPR report prepared by Hemson in February of 2022 anticipates a fairly modest population growth on a County-wide basis, to a total of 110,170 residents by 2031 (representing an annual growth rate between 1% and 1.4%). The anticipated population growth in the Nation is likely to be similar over the period of 2022 to 2031.

According to the 2021 Census, the Nation’s population increased by 4.2% between 2016 and 2021, to a total population of 13,350. This growth rate was much lower than the previous 10 year period, with Census data indicating a 9.4% growth in the Nation’s population between 2006 and 2011 and a 9.8% increase in population between 2011 and 2016. So, in the ten years preceding 2016, the Nation’s population growth was more than double that of the Province of Ontario (4.6% between 2011 and 2016). However, from 2016 to 2021, Ontario’s population grew by 5.8% as compared to 4.2% growth for the Nation. Therefore, the Nation’s population has been growing at a lower rate than the Provincial average for the past five years.

According to Census data, the number of persons per household in The Nation remains consistent, averaging 2.6 persons/ household (all dwelling types combined) from 2006 to 2021. The Municipality’s population and household data for the period from 2011 to 2021 is shown in Table 1 below. The Table illustrates a modest decline in the number of new private dwellings built in the Nation since 2016, with an annual population growth rate between 1% and 1.5%; nonetheless, the Nation Municipality is continuing to experience moderately higher than average growth as compared to the County.

YEAR	POPULATION	POPULATION GROWTH OVER 5 YEARS	NEW PRIVATE DWELLINGS	TOTAL PRIVATE DWELLINGS	PERSONS PER HOUSEHOLD
2011 Census	11,668	9.4%	N/A	4,432	2.6
2016 Census	12,808	9.8%	485	4,917	2.6
2021 Census	13,350	4.2%	342	5,259	2.6

3.1.2 POPULATION GROWTH PROJECTION

Three sources of data were used to project the number of persons and households in the Nation for the ten year period from 2022 to 2031 (depicted in Table 2): the historical Census data displayed in Table 1,

the forecast in the 2022 Hemson report to UCPR and the number of anticipated new dwellings provided by Municipal staff.

The rate of population growth anticipated for the Nation Municipality is 1.25% annually for the next ten years. This aligns with the rate of growth reported between 2016 and 2021 in the Census and is slightly higher than the population forecast for The Nation contained in the 2022 Hemson report to UCPR. A constant average household size of 2.6 persons/ household was also assumed in this calculation. This is seen as a conservative but reasonable projection based on historic trends.

It is therefore expected that the Municipality will experience 1.25% average annual growth in its population, attaining a total population of 15,116 residents and 5,919 households by the end of 2031.

YEAR	POPULATION	NEW PRIVATE DWELLINGS	NUMBER OF HOUSEHOLDS	PERSONS/HOUSEHOLD
2021	13,350 (Census)		5,259 (Census)	2.6
2022	13,517	66	5,325	2.6
2023	13,686	66	5,391	2.6
2024	13,758	66	5,457	2.6
2025	13,857	66	5,523	2.6
2026	14,206	66	5,589	2.6
2027	14,383	66	5,655	2.6
2028	14,563	66	5,721	2.6
2029	14,745	66	5,787	2.6
2030	14,929	66	5,853	2.6
2031	15,116	66	5,919	2.6

3.2 BUILDING PERMIT ACTIVITY

The *Development Charges Act* requires municipalities to forecast the amount, type and location of new development during the established planning periods so that the required capital needs may be properly identified. The development forecast included in this study is based on a ten-year (2022 to 2031) planning period for all services. The residential forecast includes estimates of population and housing unit growth by unit type.

3.2.1 NEW RESIDENTIAL BUILDING PERMIT ACTIVITY

New residential development in the Nation was been relatively constant over the past five years, as it relates to new single family dwellings and semi-detached homes. Residential development was slightly higher than average in 2017, due to the number of apartments and multiple dwellings built that year.

Table 3 depicts residential development in the Nation from 2017 to 2021; it excludes permits issued for demolitions and permits issued for renovations/ construction projects for existing homes (decks, garages, pools, sheds, etc). The five year period resulted in 318 new dwelling units (an average of 64 new homes per year) and \$956,069 in Development Charges collected by the Municipality.

TABLE 3: RESIDENTIAL BUILDING PERMIT ACTIVITY: 2017-2021						
YEAR	NEW SINGLE FAMILY DWELLINGS	NEW SEMI-DETACHED DWELLINGS	NEW ROW-HOUSE DWELLINGS	APARTMENT OR MULTIPLE DWELLINGS	TOTAL NEW DWELLINGS	DEVELOPMENT CHARGES COLLECTED
2017	43	4	6	21	74	\$192,007
2018	33	8	1	11	53	\$168,086
2019	29	14	8	0	51	\$157,238
2020	35	10	6	12	63	\$184,469
2021	34	22	20	1	77	\$254,269
TOTAL	174	58	41	45	318	\$956,069

3.2.2 COMMERCIAL/INDUSTRIAL BUILDING PERMIT ACTIVITY

The Nation Municipality experienced moderate growth for non-residential projects from 2017 to 2019, but there was a significant increase in the number of projects in 2020 and 2021. Table 4 summarizes new non-residential development (excluding renovations) in the Nation Municipality from 2017 to 2021.

TABLE 4: THE NATION MUNICIPALITY COMMERCIAL AND INDUSTRIAL ACTIVITY (2017-2021)				
YEAR	VALUE OF NEW CONSTRUCTION AS INDICATED BY APPLICANT	NUMBER OF PERMITS	SQUARE FOOTAGE OF NEW CONSTRUCTION	DEVELOPMENT CHARGES COLLECTED
2017	\$1,750,000	5	8,307	\$8,554
2018	\$217,000	2	14,836	\$11,797
2019	\$856,000	8	11,801	\$0*
2020	\$11,103,100	33	190,002	\$0
2021	\$10,485,000	15	106,208	\$0
TOTAL	\$24,411,100.00	63	331,154	\$20,351

* Municipal Council suspended development charges for non-residential development in 2019

The average square footage of new construction for non-residential activity in the Nation Municipality from 2017 to 2021 was 66,231 square feet per year.

Municipal Council made the decision to discontinue the collection of development charges for non-residential growth effective January 1, 2019. New commercial development is needed in Limoges to expand services to local residents and waiving Non-Residential Development Charges was intended to stimulate this development.

3.2.3 BUILDING PERMIT ACTIVITY FORECAST

The Nation Municipality's residential development has been relatively strong over the past ten years and is expected to continue for the coming ten year period, as the Municipality continues to grow. Over the next ten year period, a total of 660 new residential dwellings are anticipated, resulting in 1,766 additional residents in the Municipality by the year 2031; this represents a similar rate of growth as compared to the past five years.

Key residential development projects are anticipated in the Nation Municipality for the coming ten years as listed below. All but one of these developments is located in Limoges:

- L'Erabliere Subdivision (31 row houses) 2021*
- Parc Des Dunes Phase 2 (61 singles/134 semi-detached/78 row houses/44 apartments) 2021*
- Garland Subdivision (143 single family/24 semi-detached/76 row houses/132 apartments) 2021*
- L'Erabliere Tower (33 apartments) 2023*
- LGN Subdivision Phase 2 in St-Albert (36 apartments/30 semi-detached) 2024*
- Lauzon Subdivision (160 singles/220 semi-detached/140 row houses/36 apartments) 2024*
- South Indian Phase 3 (100 singles, 40 semi-detached, 16 row houses) 2025*
(*anticipated construction of first homes)

It is recommended that the Nation Municipality's projected new residential permit activity be based on a total of 660 units over the next ten year period. This projection is based on residential building permit activity from 2017 to 2021, the projected rate of population growth of 1.25% annually and information provided by Municipal staff about anticipated future residential development.

It is notable that recent legislative changes in Ontario have allowed for the construction of additional apartments in existing residential dwellings which are exempt from Development Charges. While this newer form of construction is difficult to quantify at this time, it may result in additional new residents to the Municipality.

Based on the growing rate of new non-residential (commercial/ industrial) building permit activity over the period of 2017 to 2021, it is recommended that the Nation Municipality's projected new non-residential building permit activity be based on 36,000 square feet per year over the next ten year period.

4 ELIGIBLE CAPITAL EXPENDITURES AND MUNICIPAL SERVICE STANDARDS ELIGIBLE PROJECTS

The *Development Charges Act, 1997* sets out the Municipal services to which a Municipality may impose a Development Charge. These charges are intended to cover increasing capital costs associated with the services which result from population growth in the Municipality.

A 2022-2031 capital program has been included in this background study for each of the Nation Municipality's development charge service categories. Each program identifies the capital projects that

will be required to service the Municipality as it grows over the next 10 years. Most of the growth-related capital projects have been reviewed and approved by Municipal Council and were based on previous development charge studies, available master planning documents, and servicing needs stated in secondary plans, as well as discussions with staff. The forecast details the growth-related projects and gross costs, as well as their net capital costs, after making a number of required deductions, including alternative funding sources, capital grants, service discounts, and non-growth-related shares, as required by the *Development Charges Act*.

The Nation Municipality's available development charge reserves are applied to capital projects within each service category. All positive reserve balances are assumed to fund a share of future project costs, thereby reducing the total amount to be funded by future DCs. All negative reserve balances are included in the capital program such that recovery of the balance can be sought through the development charges for the coming ten year period.

The final adjustment to the 2022-2031 capital program is a reduction of 10 per cent of net project costs for particular services as specified by S. 5(1)8 of the DCA. Within this background study, the 10 per cent mandatory discount has been applied to Library and Recreation services. The 10 per cent discount does not apply to Fire Protection Services or Public Works.

AVERAGE LEVEL OF SERVICE

Section 5(1)(4) of the *Development Charges Act* notes that the proposed development charge "... must not include an increase that would result in the level of service exceeding the average level of that service provided in the municipality over the 10-year period immediately preceding the preparation of the background study."

Accordingly, Average Service Levels have been determined for each of the service categories included in this study.

ASSET MANAGEMENT PLAN

The *Development Charges Act* (Section 10(c.2) requires that the background study includes an Asset Management Plan related to new infrastructure. Section 10 (3) of the *Act* stipulates that the Asset Management Plan shall deal with all assets whose capital costs are proposed to be funded under the development charge by-law and demonstrate that all the assets are financially sustainable over their full life cycle.

Municipal staff at the Nation are currently working on a comprehensive new Asset Management Plan, which will be completed in 2022. As a result, the preparation of this background study has relied upon the 2014 Asset Management Plan provided by the Municipality.

4.1 GENERAL GOVERNMENT

The *Development Charges Act* does not permit the collection of development charges for general administration, administration buildings or daily government activities. However, development charges

can be collected towards the preparation of growth-related studies such as Development Charges Background Studies and Official Plan updates.

4.1.1 GENERAL GOVERNMENT AVERAGE SERVICE LEVEL

Over the past ten years, the Nation Municipality completed a review of the Official Plan and two Development Charge Background Studies. The same three studies are anticipated over the ten year horizon covered by this background study. The full cost of growth related studies can be recovered through Development Charges.

4.1.2 GENERAL GOVERNMENT – ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

2023	Official Plan Review and Update (Limoges and St Isidore, \$35,000)
2026	Development Charges Background Study (\$30,000)
2031	Development Charges Background Study (\$30,000)

General Government: \$95,000 eligible for Development Charges 2022-2031

General Government: \$47,500 eligible for Development Charges 2022-2026 (50% of 2022-2031 total)

4.2 FIRE DEPARTMENT

The Nation Fire Department provides a range of programs designed to protect the lives and property of residents and visitors, including from the adverse effects of fires, sudden medical emergencies or exposure to dangerous conditions. Key services include fire prevention, public education, rescue and suppression.

On January 1st 2014, the Nation Municipality hired its first full time Fire Chief and established a Deputy Fire Chief position. Since 2001, a shared services agreement has been in place by which the Casselman Fire Department responds to emergencies in those parts of the Nation Municipality immediately surrounding the Village of Casselman (By-law 63-2016). The Nation Fire Department has a complement of 85 firefighters.

A new Master Fire Plan 2021-2025 was prepared to provide a framework to guide future policy, organizational, capital and operational planning decisions for The Nation Fire Services. The plan was formally approved by Council on February 28, 2022 and several of the recommended capital projects were identified by Municipal staff for inclusion in the new Development Charges study.

4.2.1 FIRE STATIONS

The Nation Fire Department provides fire protection services from five fire stations:

Fire Station 100 in St-Isidore was built in 1988 and renovated in 2018. It is 6,650 square feet with two front bays and has a 2022 assessed value of \$428,000.

Fire Station 200, located adjacent to the Caledonia Community Centre in St-Bernardin, was built in 2000 and additional space was constructed in 2016. It is 2,570 square feet with two bays and a hose tower. Fire Station 200 has a 2022 assessed value of \$112,726.

Fire Station 300 in Fournier was built in 1993 and shares the site with the Public Works Department’s Depot and office space. It is 3,670 square feet with three front bays and two back bays. Fire Station 300 has a 2022 assessed value of \$369,653.

Fire Station 400 in St-Albert was built in 1975. It is 2,750 square feet with two bays and has a 2022 assessed value of \$118,000.

Fire Station 500 in Limoges was built in 2012. It is 9,000 square feet with 3 front bays and two back bays. Fire Station 500 has a 2022 assessed value of \$780,000.

The total 2022 assessed value for all five Nation Fire Stations is \$1,808,379.

The new Fire Master Plan 2021-2025 included the following recommendations relating to Fire Stations:

Recommendation #13: It is recommended that planning commence immediately to bring a design proposal for Council’s Consideration to replace Station 400 with a new, two single bay satellite fire station (estimated construction cost of \$3M plus land).

Recommendation #14: It is recommended that the Station 100 Public Works Bay be transferred to the Fire Department and a design proposal be developed to remove the partition between the bays and any other renovations required to provide adequate decontamination and bunker gear storage for Council’s consideration.

Recommendation #17: It is recommended a specific OG procedure be developed for Station 400 to address parking as well as for starting, moving and backing apparatus recognizing the extremely limited apron space and minimal clearances between walls and apparatus bay doors.

4.2.2 FIRE DEPARTMENT VEHICLES AND EQUIPMENT

The Nation Fire Department maintains a fleet of 15 vehicles and a range of equipment to meet the needs of the Municipality. Table 5 lists Fire Department vehicles for the five Fire Stations, with estimated 2022 replacement costs.

TABLE 5: THE NATION MUNICIPALITY’S FIRE DEPARTMENT 2022 VEHICLE REPLACEMENT SCHEDULE						
Unit #	Vehicle Type	Model of Vehicle	Year of Vehicle	Years of Service	Replacement Year	Estimated 2022 Replacement Cost
T-100	Tanker St Isidore	International	2009	13	2039	\$376,520
T-200	Tanker St Bernardin	International	2006	16	2036	\$354,803
T-300	Tanker	GMC Topkick	2001	21	2031	\$321,356

	Fournier					
T-400	Tanker St Albert	International	2012	10	2036	\$354,803
T-500	Tanker Limoges	International	2003	19	2027	\$354,803
6104	Pick Up Fire Chief	Ford XLT 150	2014	8	2023	\$63,672
R-100	Rescue St Isidore	International	2015	7	2040	\$278,174
P-100	Pumper St Isidore	P-100 International /2000	1999	23	2023	\$636,725
P-200	Pumper St Bernardin	International	2010	10	2040	\$891,568
P-300	Pumper Fournier	Freightliner	1996	26	2029	\$717,056
P-400	Pumper St Albert	International	1999	23	2029	\$717,056
P-500	Pumper Limoges	International	2002	20	2032	\$760,945
R-500	Rescue Limoges	International	2016	4	2041	\$421,620
S-500	Rehab vehicle	Ford Econline	2001	21	2026	\$247,756
Total 2022 replacement cost for Existing Fire Department Vehicles.....						\$6,496,857

Firefighter equipment and equipment on fire vehicles is estimated at \$125,000 per station or \$625,000 for the five fire stations.

4.2.3 FIRE DEPARTMENT AVERAGE SERVICE LEVEL

The total replacement cost for the Nation Fire Department vehicles in 2022 dollars is \$6,496,857. The 2022 replacement cost for fire truck/ firefighter equipment is \$625,000 and the five Fire Station buildings have a 2022 assessed value of \$1,808,379. In total, the 2022 replacement cost for the Nation Municipality's Fire Department is **\$8,930,236**. Therefore, the average service level for fire protection services in the Nation Municipality in 2020 is \$662 per capita. This is determined by dividing the 2022 replacement cost (\$8,930,236) by the number of Nation residents in 2022 (13,517).

4.2.4 FIRE DEPARTMENT – ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

The new Fire Master Plan 2021-2025 recommends that the Nation Fire Department develop an apparatus replacement schedule based on a 20 year replacement of apparatus. As a result, Municipal staff have determined that the following new vehicles will be needed:

TABLE 6: NATION FIRE DEPARTMENT ANTICIPATED CAPITAL EXPENDITURES

THE NATION MUNICIPALITY – DEVELOPMENT CHARGES BACKGROUND STUDY | 2020

YEAR	ITEM	VALUE (2022 DOLLARS)	GROWTH RELATED PORTION	NET ELIGIBLE COST	NOTES
2022	Light Rescue Truck	\$154,907	7.5%	\$11,618	
2023	New dry hydrant	\$7,000	20%	\$1,400	Seguinbourg, Corner of Route 400 / Ch Lemieux
2023	Replace Pumper Truck St. Isidore	\$636,725	7.5%	\$4,754	P-100
2023	Pick up truck	\$63,672	7.5%	\$4,775	For fire chief
2024	Replace Station 400	\$3,500,500	10%	\$350,000	A new, two single bay satellite fire station, cost includes land
2024	Breathing Apparatus	\$75,000	80%	\$60,000	10 new Firefighters in Limoges
2025	Firefighting Equipment	\$35,000	80%	\$28,000	10 new Firefighters in Limoges
2025	Firefighting Equipment for Fire Trucks	\$100,000	20%	\$20,000	Hoses, Hand tools, ladders, Ventilators fans, valves, nozzles
2025	New dry Hydrant	\$20,000	20%	\$4,000	In Limoges area
2026	New (additional) Pumper Truck	\$610,000	80%	\$488,000	Expand capacity of the Limoges Fire Station
2026	Replace Ford E450	\$247,756	7.5%	\$18,582	Rehab vehicle
2027	New Dry Hydrant	\$29,000	50%	\$14,500	Expand service for Innovation subdivision
2027	Replace Tanker Truck	\$354,803	7.5%	\$26,610	Limoges Tanker truck
2027	New (additional) Rescue Truck	\$225,000	80%	\$180,000	Expand capacity of the Limoges Fire Station
2029	Replace the St Albert Fire Hall	\$1,000,000	20%	\$200,000	Built in 1975
2029	Replace Pumper Fournier	\$717,056	7.5%	\$53,779	
2029	Replace Pumper St-Albert	\$717,056	7.5%	\$53,779	
2029	Purchase new 23M Ladder Truck	\$1,200,000	80%	\$960,000	For Station 500 Primarily to support growth
2030	Two new pick up trucks	\$80,000	80%	\$64,000	For two new positions (Deputy Chief & Chief in Service)
2031	Replace Tanker Truck	\$321,356	7.5%	\$24,102	Fournier Tanker purchased in 2001
2031	New Tanker	\$300,000	80%	\$240,000	For Fire Station 400 (St-

	Truck				Albert) Primarily to support growth
TOTAL		\$10,394,831		\$2,807,899	

Fire Department Summary

Fire Department: \$2,807,899 eligible for Development Charges 2022-2031

Fire Department: \$1,403,949 eligible for Development Charges 2022-2026 (50% of 2022-2031 total)

4.3 PUBLIC WORKS

4.3.4 PUBLIC WORKS DEPARTMENT

The Nation Public Works maintains a fleet of heavy and small vehicles/equipment, yards, and roadways to meet the transportation needs of the Municipality. Table 7 lists public works item and the estimated 2022 replacement cost (using a 2% annual inflation from the 2014 estimate replacement costs shown within the Asset Management Plan for the Nation Municipality prepared by Public Sector Digest, dated December 14, 2014).

4.3.5 PUBLIC WORKS AVERAGE SERVICE LEVEL

The existing Public Works estimated replacement costs in the Nation are as follows:

TABLE 7: EXISTING PUBLIC WORKS EQUIPMENT				
Item	Asset Quantity	Unit	Estimated 2022 Replacement Cost	Average Level of Service
Arterial Roads	54	km	\$86,081,485	\$6,368
Collector Roads	380	km		
Sidewalks	20	km		
Traffic Signals	2	each		
Bridges	27	each	\$30,830,131	\$2,281
Large Culverts	18	each		
Culverts	812	each		
Depots and Domes	2	each	\$3,514,978	\$260
Trucks	62+	each	\$3,377,479	\$250
Heavy Equipment				
Small Vehicles				
Total			\$123,804,479	\$9,159

The total replacement cost for the Nation Public Works Department in 2022 dollars is estimated at \$123,804,479. **Therefore, the average service level for public works in the Nation Municipality in 2022**

is **\$9,159 per capita**. This is determined by dividing the 2022 replacement cost (\$123,804,479) by the number of Nation residents in 2022 (13,517).

4.3.6 ROAD SERVICES ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

A new Roads Planning list (2022 to 2031) prepared by Municipal staff was used to update the list of capital projects for Public Works in this section. Within this category, projects are considered eligible to collect a development charge if the project meets the following conditions:

- The road and sidewalk project must be as a direct result of growth.
- Maintenance operations (including normal re-construction as a result of wear and tear) are not eligible.
- Improvements that have a measurable benefit to the existing taxpayers must be discounted by the pro-rated value of that benefit.
- Only the cost of improving the road condition and not the complete re-construction cost is applicable.

If the above noted conditions are met for a project, the estimated cost for the anticipated road improvement is then calculated. The calculation is based on using “benchmark” costs for the various components relating to road construction, developed in consultation with the Nation Municipality.

Within the Nation Municipality, staff identified the major road projects that are anticipated to occur within the next 10 years. Table 8 below summarizes the estimated costs (including the portion that can be considered related to growth) for the capital projects identified by Municipal staff. Approximate road lengths were obtained from the 10-year road construction plan (2022-2031) prepared by the Nation Municipality.

At the present time, there are no Federal or Provincial funding programs known that would contribute to the capital cost of these projects. The projects mostly include reconstruction or resurfacing of the existing roads in order to meet the minimum desired level of service; however, a portion of all of the projects will involve widening and/or increasing the sub-surface of the road to meet increased traffic demands, a portion of which can be attributable to growth.

TABLE 8: ESTIMATED COST OF ROAD CAPITAL PROJECTS (PUBLIC WORKS)				
YEAR	DESCRIPTION	PROJECT TOTAL COST (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
2022	Concession 20 - reconstruct & paving	\$340,000.00	7.50%	\$25,500.00
	Concession 10 - 1500m - reconstruct & paving	\$335,000.00	7.50%	\$25,125.00
	Rue Gauthier - sidewalk - 220m	\$45,000.00	100.00%	\$45,000.00
	Rue Sabourin - curb and paving	\$58,000.00	7.50%	\$4,350.00
	Village Limoge - Rue des Pins - paving + curb	\$134,465.22	7.50%	\$10,084.89
\$50,534.79		100.00%	\$50,534.79	

TABLE 8: ESTIMATED COST OF ROAD CAPITAL PROJECTS (PUBLIC WORKS)				
YEAR	DESCRIPTION	PROJECT TOTAL COST (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
	Lavergne Rd. - 1500m - reconstruct & paving	\$200,000.00	7.50%	\$15,000.00
	Racette - 650m - reconstruct & paving	\$86,000.00	7.50%	\$6,450.00
	Rue Machabé - St-Albert (Sidewalk)	\$60,000.00	100.00%	\$60,000.00
	Mt Drouin Séquibourg - reconstruct & paving	\$185,000.00	7.50%	\$13,875.00
	Rue Savage - new construction (paved for trucks to do construction, will repave when subdivision done)	\$115,000.00	100.00%	\$115,000.00
2023	Concession 20 - reconstruct & paving	\$225,000.00	7.50%	\$16,875.00
	Concession 11 - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Ridge road - 2000m - resurfacing	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Concession 10 - 1500m reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Calypso rd - 2000m - 5/8 & paving	\$124,151.70	25.00%	\$31,037.93
		\$25,848.30	100.00%	\$25,848.30
	Chemin Latour (rt 800 east) by-pass (reconstruct) paving	\$355,000.00	50.00%	\$177,500.00
	Route 700 West - reconstruct & paving	\$187,000.00	7.50%	\$14,025.00
	Route 700 East - 1000m - resurfacing	\$100,000.00	7.50%	\$7,500.00
	Lemieux rd - 1500m - resurfacing	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
	Route 300 East - 1500m - reconstruct & paving	\$187,000.00	7.50%	\$14,025.00
Pommainville rd - 2600m - Construction	\$100,000.00	25.00%	\$25,000.00	
2024	Concession 6 East - resurfacing - 400m	\$40,000.00	7.50%	\$3,000.00
	Concession 6 East - 1700m - reconstruct & paving	\$235,000.00	7.50%	\$17,625.00
	Concession 6 West - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Ridge road 2000m - resurfacing	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Concession 19 - reconstruct & paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
	Concession 5 - 1000m reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Arena St. - Paving and Storm Sewer	\$250,000.00	7.50%	\$18,750.00
	Gagnon Rd. - 1000m - reconstruct & paving	\$113,130.16	7.50%	\$8,484.76
		\$41,869.84	100.00%	\$41,869.84
	Calypso rd - 2000m - 5/8 & paving	\$124,151.70	25.00%	\$31,037.93
		\$25,848.30	100.00%	\$25,848.30
	Baker rd – 1000m – reconstruct & paving	\$106,456.80	7.50%	\$7,984.26
		\$43,543.20	100.00%	\$43,543.20
	Route 700 East – 1000m - resurfacing	\$100,000.00	7.50%	\$7,500.00
Pommainville rd - 2600m - Construction	\$100,000.00	25.00%	\$25,000.00	
2025	Concession 6 West - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Concession 19 - reconstruct & paving	\$125,000.00	7.50%	\$9,375.00
	Concession 17 East - 1700m - repave	\$125,000.00	7.50%	\$9,375.00

TABLE 8: ESTIMATED COST OF ROAD CAPITAL PROJECTS (PUBLIC WORKS)

YEAR	DESCRIPTION	PROJECT TOTAL COST (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
	Concession 17 West – 2000m - 5/8 & paving each year	\$232,500.00	7.50%	\$17,437.50
	Concession 5 – 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Concession 4 - 2800m - 5/8 & paving	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Ste-Rose South SDRD - 2700m - reconstruct & paving	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Village Limoge - Rue des Pins - paving & curb	\$134,465.22	7.50%	\$10,084.89
		\$50,534.79	100.00%	\$50,534.79
	Route 700 East - 1000m - resurfacing	\$100,000.00	7.50%	\$7,500.00
	Route 400 East - 1000m - reconstruct & paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
	Route 500 East - 3.4km - resurfacing	\$182,000.00	7.50%	\$13,650.00
Pommainville rd - 3350m - paving	\$92,000.00	7.50%	\$6,900.00	
2026	Skye rd - 1900m - reconstruct & paving	\$180,000.00	7.50%	\$13,500.00
	Concession 19 - reconstruct & paving	\$225,000.00	7.50%	\$16,875.00
	Concession 17 East - 1700m - repave	\$125,000.00	7.50%	\$9,375.00
	Concession 17 West - 2000m - 5/8 & paving each year	\$232,500.00	7.50%	\$17,437.50
	Concession 5 - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Rue Gauthier - paving - 220m	\$40,000.00	7.50%	\$3,000.00
	Concession 4 - 2800m - 5/8 & paving	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Ste-Rose South SDRD - 2700m - reconstrct & paving	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Village Limoge - Rue Linda - paving - 1300m	\$151,000.00	7.50%	\$11,325.00
	Route 700 East - 1000m - Resurfacing	\$100,000.00	7.50%	\$7,500.00
	Guerin rd - 1000m - reconstruct & paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
	Route 500 East - 3.4km - resurfacing	\$182,000.00	7.50%	\$13,650.00
	Pommainville rd - 3350m - Paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
2027	Concession 7 - resurfacing - 1500m	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Caledonia rd - 1500m - resurfacing	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Concession 6 West - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Concession 11 - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Clemens road - 850m - reconstruct and paving	\$120,000.00	7.50%	\$9,000.00
	Scotch river road - resurfacing - 2500m	\$115,000.00	7.50%	\$8,625.00
	Concession 17 west - 2000m - 5/8 & paving each year	\$232,500.00	7.50%	\$17,437.50
	Concession 21 - 1250m - reconstruct & paving	\$145,000.00	7.50%	\$10,875.00
	Villeneuve - reconstruct & paving	\$167,000.00	7.50%	\$12,525.00
Route 700 West - reconstruct & paving	\$205,000.00	7.50%	\$15,375.00	
Pommainville rd - 3350m - Paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00	
2028	Concession 7 - resurfacing - 1500m	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00

TABLE 8: ESTIMATED COST OF ROAD CAPITAL PROJECTS (PUBLIC WORKS)

YEAR	DESCRIPTION	PROJECT TOTAL COST (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
	Caledonia rd - 1500m - resurfacing	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Concession 11 - 1000m - reconstruct & paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Scotch river road - resurfacing - 2500m	\$115,000.00	7.50%	\$8,625.00
	Concession 17 west - 2000m - 5/8 & paving each year	\$232,500.00	7.50%	\$17,437.50
	Desnoyers SDRD - 1400m - reconstruct & paving	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Guy St. - St-Isidore - repaving	\$120,000.00	7.50%	\$9,000.00
	Concession 16 - 1500m - reconstruct & paving	\$198,000.00	7.50%	\$14,850.00
	Route 600 west - resurfacing - 1500m each year	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
2029	Concession 7 - resurfacing - 1500m	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Caledonia rd - 1500m - resurfacing	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
	Concession 3 - 1800m - paving	\$93,000.00	7.50%	\$6,975.00
	Concession 16 - 1500m - reconstruct & paving	\$198,000.00	7.50%	\$14,850.00
	Calypso rd - 2000m - 5/8 & paving	\$154,561.70	7.50%	\$11,592.13
		\$32,938.30	100.00%	\$32,938.30
	Route 600 west - resurfacing - 1500m each year	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Route 400 west - resurfacing	\$190,000.00	7.50%	\$14,250.00
	Burelle rd – 1300m - paving	\$170,000.00	7.50%	\$12,750.00
Route 500 East - west of Lemieux rd - 1000m - resurface	\$120,000.00	7.50%	\$9,000.00	
2030	Caledonia rd - 1500m - resurfacing	\$160,000.00	7.50%	\$12,000.00
	Chemin Mainville - 2580m - resurfacing	\$220,000.00	7.50%	\$16,500.00
	Concession 20 - reconstruct & paving	\$245,000.00	7.50%	\$18,375.00
	Concession 3 - 1800m - paving	\$93,000.00	7.50%	\$6,975.00
	Villeneuve - reconstruct & paving	\$142,000.00	7.50%	\$10,650.00
	Parent St - 1200m - reconstruct & paving	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00
	Route 200 west (rue Pins) - 2300m - resurfacing	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Route 600 west - resurfacing - 1500m each year	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
2031	Concession 8 - resurfacing - 2000m	\$200,000.00	7.50%	\$15,000.00
	Scott rd - reconstruction and paving	\$85,000.00	7.50%	\$6,375.00
	Seguin rd - 1000m - reconstruction and paving	\$155,000.00	7.50%	\$11,625.00
	Route 200 west (rue Pins) - 2300m - resurfacing	\$165,000.00	7.50%	\$12,375.00
	Calypso rd - 2000m - 5/8 & paving	\$154,561.70	7.50%	\$11,592.13
		\$32,938.30	100.00%	\$32,938.30
Route 800 east - 1000m east of ct rd 7 resurfacing	\$150,000.00	7.50%	\$11,250.00	

In the case of the road projects listed in Table 8, the portion of the road improvements that includes widening of the road/sidewalk is considered a requirement due to growth in the Municipality and is therefore eligible for Development Charges. The total for the anticipated road projects is \$16,201,000. Of that, \$1,929,155 can be considered growth related. The percentage that has been attributed to growth based the anticipated growth rate of 7.5%, however some projects have more development related costs for widening (i.e. Calypso Road), which generates an overall growth-related rate of 11.91%.

Road Projects: \$1,832,030 can be attributed to growth

4.4.5 PUBLIC WORKS HOUSING FACILITIES ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

The Nation Municipality has constructed the Fournier Garage and Innovation Garage, which were both part of the 2010 and 2015 Development Charge studies. Within the 2010 DC study, it was anticipated that they would both have a 20-year DC charge for each project, however in the 2015 study the Fournier Garage is considered for a 10-year DC charge. Table 9 indicates the facility along with the growth-related DC amount (both initially and with the DC’s previously collected subtracted out). No other improvements or upgrades to public works housing facilities are planned in the next five-year period that is the subject of this Study.

TABLE 9: ESTIMATED COST OF HOUSING (PUBLIC WORKS)					
FACILITY	TOTAL COST PER APPROVED DC STUDY	APPROVED GROWTH RELATED RATE	AMOUNT RELATED TO GROWTH	DC'S PREVIOUSLY COLLECTED	REMAINING AMOUNT RELATED TO GROWTH
Innovation Garage: From 5 bay on Route 500w to 8 Bay related to Growth	\$1,500,000.00	80.00%	\$1,200,000.00	\$835,665.41	\$364,334.59
Fournier Garage	\$200,000.00	20.00%	\$40,000.00	\$22,146.35	\$17,853.65
TOTAL	\$1,700,000.00		\$1,240,000.00	\$857,811.76	\$382,188.24

Initially, the Municipality had \$1,240,000 that was growth related, however based on the DC’s collected, there is a balance of \$382,188 remaining that can be collected.

Public Works Facilities: \$382,188 can be attributed to growth

4.4.6 PUBLIC WORKS EQUIPMENT ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

Public Works equipment is also eligible for consideration for Development Charges. The Public Works equipment currently owned by the Municipality, as well as the anticipated year for future replacement (and 2022 replacement value where known) is listed in Table 10.

TABLE 10: ESTIMATED COST OF EQUIPMENT (PUBLIC WORKS)

THE NATION MUNICIPALITY – DEVELOPMENT CHARGES BACKGROUND STUDY | 2020

REPLACEMENT YEAR	TRANSPORTATION MAKE	Type	REPLACEMENT COST IN 2022 (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
Small Vehicles					
2022	New to replace 6057 that was transferred to environment Pick Up	Pick Up	\$39,770.89	7.50%	\$2,982.82
	¾ Tonne 4x4	Lg Pick Up	\$59,000.00	7.50%	\$4,425.00
	Ford Escape	Small SUV	\$32,640.00	7.50%	\$2,448.00
2023	2019 Chev. Silverado - Environment	Pick Up	\$40,566.31	7.50%	\$3,042.47
	2012 Silverado - Road Signs	Pick Up	\$40,566.31	7.50%	\$3,042.47
	2017 Dodge Ram - Road	Pick Up	\$40,566.31	7.50%	\$3,042.47
2024	2018 Chev. Silverado - Road	Pick Up	\$41,377.64	7.50%	\$3,103.32
2025	2017 Dodge Ram - By-Law	Pick Up	\$42,205.19	7.50%	\$3,165.39
	2017 Ford Escape - By-Law	Small SUV	\$34,637.83	7.50%	\$2,597.84
	2013 GMC Sierra - Recreation	Pick Up	\$42,205.19	7.50%	\$3,165.39
2026	2019 Equinox - Road	Small SUV	\$35,330.59	7.50%	\$2,649.79
	2019 Ford F150 – W/S	Pick Up	\$43,049.29	7.50%	\$3,228.70
	Chevrolet Sierra ¾ Tonne 4x4	Lg Pick Up	\$63,863.50	7.50%	\$4,789.76
2027	2016 Dodge Ram - Construction	Pick Up	\$43,910.28	7.50%	\$3,293.27
	2013 Ford F-350 C20 – W/S	Pick Up	\$43,910.28	7.50%	\$3,293.27
2028	2021 Equinox LS - Environment	Small SUV	\$36,757.94	7.50%	\$2,756.85
	2012 Silverado – Road Signs	Pick Up	\$44,788.48	7.50%	\$3,359.14
	2017 Dodge Ram - Road	Pick Up	\$44,788.48	7.50%	\$3,359.14
	Van – 2020 Cargo Nissan – W/S	Small SUV	\$36,757.94	7.50%	\$2,756.85
2029	2019 Chev. Silverado - Environment	Pick Up	\$45,684.25	7.50%	\$3,426.32
2030	2010 GMC Sierra - Environment	Pick Up	\$46,597.94	7.50%	\$3,494.85
2031	2009 Chev. Silverado - Road	Pick Up	\$47,529.90	7.50%	\$3,564.74
	2019 Equinox - Road	Small SUV	\$39,007.82	7.50%	\$2,925.59
Outside of Replacement Window	2009 GMC Sierra - Environment	Pick Up	\$48,480.50		
	2015 Cabover Fuso – Road Signs	Cabover	\$109,822.89		
Heavy Vehicles					
2022	2010 Inter - Road	Tandem	\$300,000.00	7.50%	\$22,500.00
	Tri-Axle Truck – 2014 Mack - Road	Tandem	\$300,000.00	7.50%	\$22,500.00
	2005 John Deere (6715) Lim. - Road	Tractor	\$160,000.00	7.50%	\$12,000.00
2024	2010 Inter - Road	Single Axle	\$186,506.15	7.50%	\$13,987.96
	2014 Western star - Road	Tandem	\$312,120.00	7.50%	\$23,409.00
2025	2016 Western star 4700SF - Road	Tandem	\$318,362.40	7.50%	\$23,877.18
	2008 McCormick CX105 St. Isadore - Road	Tractor	\$169,793.28	7.50%	\$12,734.50
2026	2016 Western star 4700SF - Road	Tandem	\$324,729.65	7.50%	\$24,354.72
2028	2018 Western star - Road	Tandem	\$337,848.73	7.50%	\$25,338.65

TABLE 10: ESTIMATED COST OF EQUIPMENT (PUBLIC WORKS)					
REPLACEMENT YEAR	TRANSPORTATION MAKE	Type	REPLACEMENT COST IN 2022 (\$)	% GROWTH RELATED	AMOUNT GROWTH RELATED (\$)
2029	2019 Western star 4700 - Road	Tandem	\$344,605.70	7.50%	\$25,845.43
2030	2019 Western star 4700 - Road	Tandem	\$351,497.81	7.50%	\$26,362.34
	2020 Western star - Road	Tandem	\$351,497.81	7.50%	\$26,362.34
2031	2020 Western star - Road	Tandem	\$358,527.77	7.50%	\$26,889.58
Outside of Replacement Window	2010 Inter - Road	Tandem	\$365,698.33	X	X
	2014 Mack - Road	Tandem	\$373,012.29		
	2014 Mack - Road	Tandem	\$380,472.54		
	2016 Western star 4700SF - Road	Tandem	\$388,081.99		
	2017 Kubota B4060 – W/S	Sidewalk Tractor	\$60,949.72		
Heavy Equipment					
2023	Excavator – New to be Purchased	Excavator	\$243,798.88	100%	\$243,798.88
2024	2016 Limoges - Road	Hot Box	\$55,204.04	7.50%	\$4,140.30
2025	2015 Cabover Fuso - Road Signs	Cabover	\$90,092.99	7.50%	\$6,756.97
2028	2012 (Spare) - Road	Hot Box	\$59,754.63	7.50%	\$4,481.60
2031	2020 Western Star Hydro Vac - W/S	Sucker Truck	\$682,509.15	7.50%	\$51,188.19
Outside of Replacement Window	2016 Limoges - Road	Hot Box	\$64,680.33	X	X
Small Equipment					
2024	2007 John Deere 3320 SM St. Isi. - Road	Sidewalk tractor	\$52,020.00	7.50%	\$3,901.50
2025	Zamboni	Zamboni	\$120,000.00	7.50%	\$9,000.00
2026	2011 Kubota B3030 St-Albert - Road	Sidewalk tractor	\$54,121.61	7.50%	\$4,059.12
2030	2015 Kubota B3350 – Fournier Vil. - Road	Sidewalk tractor	\$58,582.97	7.50%	\$4,393.72
Other Equipment					
Outside of Replacement Window	2021 Continental Cargo – W&S	Trailer	\$202,918.69	X	X
	2014 Utility (Homemade) – W/S	Trailer	\$219,645.71		
	Water Boat & Trailer - 2014 (Homemade) – W&S	Trailer	\$219,645.71		
	2018 Galvanize Werberlane – W/S	Trailer	\$237,751.58		

While there are a number of pieces of equipment scheduled to be replaced (total \$6,217,086) during the period of this Study (2022-2031), it has been determined that only the new excavator can be attributed directly to future growth. Other replacements are anticipated to be upgraded or expanded to partially reflect growth based on additional usage throughout the Municipality, and therefore the costs can be

considered growth related (7.5%) for the purposes of this Study. Therefore, the total cost related to growth is \$691,795.

Public Works Equipment: \$691,795 can be attributed to growth

4.4.7 PUBLIC WORKS SUMMARY

In summary, the public works department anticipates a number of road improvements and equipment replacements over the ten-year period that is the subject of this Study. In addition, the continued development charge is expected for the constructed facilities. The eligible projects can be summarized as follows:

Growth-related road improvements:	\$1,929,155
Growth-related facilities improvements:	\$382,188
Growth-related equipment improvements:	\$691,795

Public Works: \$3,003,138 eligible for Development Charges 2022-2031

Public Works: \$1,501,569 eligible for Development Charges 2022-2026 (50% of 2022-2031 total)

4.4 RECREATION DEPARTMENT

The Nation Municipality’s Recreation Department oversees five community centres and a senior adult centre, ten parks and a variety of programs available to residents. The Nation Municipality worked with the consulting group *PRC Solutions* to develop a new Parks and Recreation Master Plan in 2020. This Master Plan provides guidance concerning the improvement, future development and management of parks, recreation and leisure services, programs, events, facilities and amenities, in a fiscally responsible and sustainable manner. Based on the new Master Plan, the Recreation Department developed a new Recreation Facility Assessment Report, which describes planned improvements and renovations to the Nation’s community centres.

4.4.1 Indoor Recreation Facilities

Limoges Community Centre has 4,000 square feet of space, excluding the library located in the same building. The Centre’s main hall can accommodate up to 500 people or can be divided into 2 halls, each with capacity for 200 people. The community centre can accommodate sports such as volleyball, basketball, badminton and floor hockey. There is also access to a full kitchen and outdoor amenities, including play structures and a soccer field. The Limoges Community Centre is owned by *Le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO)* and leased by The Nation municipality at an annual cost of \$44,000.

St-Albert Community Centre has 9,650 square feet of space, excluding the library located in the same building. The main hall has a capacity for 569 people and can be rented for wedding receptions, anniversaries, banquets, funeral receptions and any other occasion. There is also a Conference Room

with capacity for 25 people. The St-Albert Community Centre has a 2022 assessed value of \$938,000, which includes Jean-Maurice Lavergne park and the community centre.

The St-Isidore Recreation Centre provides 32,700 square feet of indoor space. The Main Hall has the capacity to accommodate 469 people. The Centre also has a Conference Room with capacity for 25 people and a Sports bar with a capacity of 75 people. The St-Isidore Recreation Centre has a 2022 assessed value of \$3,099,000, which includes the arena/community centre as well as St-Isidore park.

The Fournier Community Centre has 4,500 square feet of space with a capacity of 150 people and a fully equipped kitchen. The Centre provides versatile space for large or small events. The Fournier Community Centre has a 2022 assessed value of \$1,254,000.

Caledonia Community Centre is located in St-Bernardin and offers 11,360 square feet of indoor space situated in a park setting with a baseball field, a play structure and a tennis court. The Centre's Main Hall has capacity for 452 people, its Secondary Hall can accommodate 75 people and there is a Conference Room. The Caledonia Community Centre has a 2022 assessed value of \$611,000.

The Limoges Annexe is a 2,500 square foot space leased by the Nation Municipality from *Le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO)* for use by *Le Club du Bonheur*, which provides services and activities for older adults. Annual lease cost is \$24,804.

The total 2022 assessed value of the Nation Municipality's four (municipally owned) recreation centres, including three adjacent parks, is \$5,902,000.

4.4.2 Parks

Rodolphe Latreille Park is located in Limoges and offers the following amenities: a play structure, pedestrian bridge, outdoor rink, tennis court, splash pad, basketball, skate park, 2 baseball fields, a shelter, a tennis court, storage facilities, a bench, picnic tables and a bike path. Rodolphe Latreille Park has a 2022 assessed value of \$322,000.

Village Gagnon Park in Limoges has a gazebo, picnic table, an authentic 1880's house used as a museum and a newly installed accessible swing set. Village Gagnon Park has a 2022 assessed value of \$111,000.

Giroux Park, Limoges was constructed in 2016. This is the first park in The Nation Municipality that is fully accessible. The Play structure features a soft tile rubber surface. Parking is also available on site. Giroux Park has a 2022 assessed value of \$86,000.

Lavigne Park in Limoges features a play structure, basketball court, picnic table and bench. Lavigne Park has a 2022 assessed value of \$212,000.

Forest Park Park is located near Embrun on Route 500 West and features a play structure, outdoor rink and The Pax trail. Forest Park Park has a 2022 assessed value of \$205,000.

Jean-Maurice Lavergne Park in St-Albert includes the St-Albert Community Centre, a play structure, ball diamond and outdoor rink. The assessed value of Jean-Maurice Lavergne Park is part of the 2022 assessed value of the St-Albert Community Centre.

Ste-Rose Park, features a play structure and soccer field. Ste-Rose Park has a 2022 assessed value of \$52,000.

St-Isidore Park includes the St-Isidore Recreation Centre, a play structure, splash pad, ball diamond, basketball court and outdoor rink. The assessed value of St-Isidore Park is part of the 2022 assessed value of the St-Isidore Recreation Centre.

Fournier Park features a flower structure, bench, play structure, fun box, ball diamond and skating rink. Fournier Park has a 2022 assessed value of \$77,000.

Jean-Paul Charlebois Park is located at St-Bernardin and includes the Caledonia Community Centre, a bench, play structure, fun box, ball diamond and skating rink. The assessed value of Jean-Paul Charlebois Park is part of the 2022 assessed value of the Caledonia Community Centre.

The total 2022 assessed value of the Nation Municipality's remaining seven parks is \$1,065,000.

4.4.3 Recreation Department Average Service Level

The total 2022 assessed value for the Nation Municipality's indoor and outdoor recreation amenities is \$6,967,000. The Recreation Department's pickup truck and Zamboni have a 2022 replacement cost of \$126,120. In total, the 2022 replacement cost for the Nation Municipality's Recreation services is **\$7,093,120**. Therefore the average service level for Recreation services in the Nation Municipality in 2022 is \$525 per capita. This is determined by dividing the 2022 replacement cost (\$7,093,120) by the number of Nation residents in 2022 (13,517).

4.4.4 RECREATION DEPARTMENT – ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

The anticipated capital projects for the Recreation Department are summarized in Table 11 below. This is based on the municipality's capital plans as well as from information provided by staff. The portion that is attributable to growth and therefore eligible for development charges has been included in the Table.

TABLE 11: ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS (RECREATION AND PARKS)					
YEAR	ITEM	VALUE (2022 DOLLARS)	GROWTH RELATED PORTION (%)	GROWTH RELATED PORTION (\$)	NOTES
2022	Limoges Recreation Complex Construction	\$12,400,000	50%	\$6,200,000	Plus \$500,000 fundraising campaign; no grant confirmed
2022 to 2026	St-Albert Community Centre	\$1,391,760	5.0%	\$69,588	\$540K in 2023
2022 to 2026	St-Isidore Recreation Centre	\$1,522,340	3.0%	\$45,670	\$701K in 2026
2022 to 2026	Fournier Community Centre	\$355,440	1.0%	\$3,554	Major renovation in 2024
2022 to 2026	Caledonia Community Centre	\$942,658	1.0%	\$9,427	Largest projects in 2023 and 2026
2022	Construction of a new walkway	\$6,000	20%	\$1,200	St Albert Park
2023	Construct 6km of Bike Path	\$273,000	80%	\$218,400	Along road (6Km) and off-road (3Km)
2024	Convert Bowling Alley in St Isidore Arena	\$500,000	7.5%	\$37,500	Multi-purpose space for older adults
2024	Construct new Dog Park	\$65,000	80%	\$52,000	Limoges, location TBD
2025	Construct Phase 1 of new Seguinbourg park	\$100,000	80%	\$80,000	
2025	Replace Zamboni	\$100,000	7.5%	\$6,166	Purchased in 2010
2026	Further development of Savage Park	\$100,000	80%	\$80,000	In Limoges
2027	Replace Recreation Department pick-up	\$43,910	7.5%	\$3,293	Unit 6058 purchased in 2016
2027 to 2031	St-Albert Community Centre	\$308,640	2.0%	\$6,173	\$171K in 2031
2027 to 2031	St-Isidore Recreation Centre	\$2,212,170	2.0%	\$44,243	\$1.1M in 2030
2029	Relocate outdoor rink	\$120,000	7.5%	\$9,000	St Isidore Park
TOTAL		\$20,440,918	N/A	\$6,866,214	

Recreation Department Summary

Recreation Department: \$6,866,214 eligible for Development Charges 2022-2031

Recreation Department: \$3,433,107 eligible for Development Charges 2022-2026 (50% of 2022-2031 total)

4.5 LIBRARY

The Nation Municipality’s Library provides a variety of services in both English and French at three branches, located in Limoges, St Albert and St Isidore. Services including loans of books, DVDs and Periodicals, Internet Access, E books and E periodicals on the Library Webpage, Children’s Arts and Crafts, Storytime, Photocopies, Faxing and Laminating.

4.5.1 Nation Library Average Service Level

Limoges Municipal Library has 1250 square feet of space and a 2022 assessed value of \$144,048. St. Albert Municipal Library is located within St. Albert Community Centre; it has 1734 square feet of space and a 2022 assessed value of \$69,677. St. Isidore Municipal Library is 3400 square feet and has a 2022 assessed value of \$118,000. The Nation’s Library 60,000 collection items have a replacement value of \$900,000.

In total, the 2022 assessed value/ replacement cost for the Nation Municipality’s Library service is **\$1,231,725**. Therefore, the existing service level for library services in the Nation Municipality in 2022 is **\$91 per capita**. This is determined by dividing the Library’s 2022 replacement cost (\$1,231,725) by the number of Nation residents in 2022 (13,517).

4.5.2 LIBRARY – ANTICIPATED CAPITAL PROJECTS

Table 12 includes the anticipated capital projects for the Township’s library facilities. The portion that is attributable to growth has also been included.

YEAR	ITEM	VALUE (2020 DOLLARS)	GROWTH RELATED PORTION	NET ELIGIBLE COST	NOTES
2022-2026	Expand the collection of reading materials	\$100,000	80%	\$80,000	\$10,000 per year for Limoges branch
2022-2024	New shelving, work stations	\$6,000	80%	\$4,800	\$2,000 per year
2027	Relocate the Limoges branch	\$400,000	80%	\$320,000	Expand library to accommodate growth
2029	Expand the St Albert branch	\$10,000	80%	\$8,000	Renovate space adjacent to library

Total		\$516,000		\$412,800	
--------------	--	-----------	--	-----------	--

Library Summary

Library: \$412,800 eligible for Development Charges 2022-2031

Library: \$206,400 eligible for Development Charges 2022-2026 (50% of 2022-2031 total)

5. DEVELOPMENT CHARGES CALCULATION

5.1 SURROUNDING MUNICIPALITY COMPARISONS

Development Charges for new residential development in the Nation Municipality increased on average by 10% annually from 2015 to 2020, but have not increased in the past two years. The Nation Municipality’s current rates, based on a per capita amount of \$1,211.96, are as follows (Sewer and water services are not included in the Nation Municipality’s Development Charges):

Single Detached Dwelling Unit	\$4,120.66
Semi-Detached or Duplex Dwelling Unit	\$3,635.88
Row House or Townhouse Dwelling Unit	\$3,151.10
Apartment or Multiple Attached Dwelling Unit	\$2,181.53
Non-Residential	\$0

Three municipalities adjacent to the Nation Municipality were surveyed to determine their respective Development Charges for Residential and Non-Residential Development. As Table 13 illustrates, the Nation Municipality’s Residential Development Charges are currently lower than neighbouring municipalities. As well, all three neighbouring municipalities apply Development Charges to Non-Residential development, while the Nation Municipality currently waives the DC for Non-Residential. It is important to note that all three municipalities surveyed include sewer and water services in their DC, so the ‘DC – Municipality Wide’ rate in the table below is the comparable amount to the Nation Municipality’s current DC’s.

	RUSSELL TOWNSHIP (serviced)	CASSELMAN	CLARENCE-ROCKLAND	NATION (PROPOSED)
Residential:				
Single Detached Municipality Wide	\$11,887	\$6,374	\$19,053	\$5,042.27
Non-residential:	Per square meter	Per square foot	Per square meter	Per square foot
Municipality Wide	\$14.95 (\$1.39/ sq ft)	\$2.93	\$87.64 (\$8.27/ sq ft)	\$2.00

5.2 ASSESSMENT ANALYSIS

The Nation Municipality's Assessment Roll includes all properties and their Current Value Assessment (CVA) as of January 1, 2022. The property tax split is a reasonable way to allocate growth-related capital expenditures. Table 14 below shows the split between residential and non-residential assessment in the Nation Municipality. The residential total includes detached singles and multi-residential units. The Non-Residential total includes non-residential properties, farms, managed forests and land used for a pipeline.

TABLE 14: 2022 ASSESSMENT ANALYSIS FOR THE NATION MUNICIPALITY		
	ASSESSMENT	PERCENTAGE
RESIDENTIAL	\$1,369,213,000	58%
NON-RESIDENTIAL	\$998,506,673	42%
TOTALS:	\$ 2,367,719,673	100%

Non-residential development, including commercial/industrial and institutional activity, is seen to provide an inherent benefit to the Municipality as a whole; this type of development is desirable and should be encouraged. Since 2019, the Nation Municipality has chosen not to apply development charges to these activities, in order to encourage their establishment. Whether Development Charges are applicable to non-residential development or not, the entire charge that is applied in the Municipality should not be fully attributed to residential activity.

In addition to this adjustment, and as required by the *Development Charges Act*, Section 5(1)(8), the capital cost of the Nation Municipality's Recreation and Library services that are eligible for development charges must be reduced by 10%. This reduction does not apply to Fire Services or Public Works.

Section 33 of the *Development Charges Act* requires that municipalities set up reserve funds to manage Development Charges that are collected and track how they are allocated to each of the eligible service areas. Existing funds that are in Reserve in the Municipality, as a result of previous Development Charges that have been collected and not yet spent, must also be considered in this calculation. Therefore, in Table 15, existing Reserve funds in each of the service areas have been identified and the amount for each service area that can be collected from new Development Charges has been reduced accordingly. While municipalities may borrow monies from the reserve fund, ultimately "the money in a reserve fund established for a service may be spent only for capital costs" associated with that service (Section 35 of the *Development Charges Act*).

5.3 DEVELOPMENT CHARGES SUMMARY

In summary, the analysis and calculations above have been used to determine the maximum eligible development charges for the Nation Municipality. Since 2019, Development Charges have only been

applied to residential growth in the Municipality; however, the relevant calculations for non-residential activity are included below as well, to give Municipal Council an opportunity to consider their application to industrial/commercial growth in the future.

TABLE 15: FINAL COST ELIGIBLE FOR DEVELOPMENT CHARGE						
SERVICE AREA	ELIGIBLE COST FOR 2022-2026 DEVELOPMENT CHARGE (\$)	AFTER 10% REDUCTION (SEC. 5(1)8)	RESERVE FUND AMOUNT (\$)	AFTER DEDUCTION FOR RESERVES	RESIDENTIAL SHARE (58%) (\$)	NON RESIDENTIAL SHARE (42%) (\$)
General Government	\$47,500	\$47,500	\$17,485	\$30,015	\$17,409	\$12,606
Fire Department	\$1,403,949	\$1,403,949	\$67,616	\$1,336,333	\$775,073	\$561,260
Public Works	\$1,501,569	\$1,501,569	\$49,720	\$1,451,849	\$842,072	\$609,777
Recreation	\$3,433,107	\$3,089,796	\$121,047	\$2,968,749	\$1,721,874	\$1,246,875
Library	\$206,400	\$185,760	\$11,631	\$174,129	\$100,995	\$73,134
TOTAL:	\$6,592,525	\$6,228,574	\$267,499	\$5,961,075	\$3,457,423	\$2,503,652

5.3.1 MAXIMUM RESIDENTIAL DEVELOPMENT CHARGE

The data in Table 15 above can now be used to determine the maximum Development Charge that can be collected by the Municipality in each of the service areas for the upcoming five-year period, which can be applied to residential growth. Table 16 utilizes the calculations for each service area and the projected number of new residents (2022-2026) to determine the maximum per capita Development Charge.

TABLE 16: DEVELOPMENT CHARGE CALCULATION – RESIDENTIAL			
SERVICE AREA	ELIGIBLE RESIDENTIAL SHARE (\$)	PROJECTED NUMBER OF NEW RESIDENTS 2022-2026	MAXIMUM PER CAPITA DEVELOPMENT CHARGE (\$)
General Government Studies	\$17,409	856	\$20.34
Fire Department	\$775,073	856	\$905.46
Public Works	\$842,072	856	\$903.73
Recreation	\$1,721,874	856	\$2,011.54
Library	\$100,995	856	\$117.98
TOTAL:	\$3,457,423	N/A	\$3,959.05

In summary, the maximum Development Charge that can be collected by the Municipality from residential growth, based on the information provided by the Municipality and calculated herein, is **\$3,959.05** per capita.

TABLE 17: SUMMARY OF RESIDENTIAL DEVELOPMENT CHARGE CALCULATION			
SERVICE AREA	CURRENT DEVELOPMENT CHARGE (PER CAPITA) FROM BYLAW 93-2015	MAXIMUM DEVELOPMENT CHARGE PER CAPITA (2022 STUDY)	SUGGESTED 2022 DEVELOPMENT CHARGE (\$)
General Government Studies	\$79.26	\$20.34	\$10.01
Fire Department	\$306.38	\$905.46	\$445.41
Public Works	\$225.30	\$903.73	\$444.56
Recreation	\$548.41	\$2,011.54	\$525.00*
Library	\$52.61	\$117.98	\$58.04
TOTAL:	\$1,211.96	\$3,959.05	\$1483.02

* The Maximum Per Capita Development Charge for Recreation services listed in Table 16 exceeds the Average Service Level for Recreation calculated in Section 4 of this background study. As a result, the 2022 per capita Average Service Level (\$525) has been substituted in Table 17.

The recommended 2022 residential Development Charge is **\$1483.02 per capita**. The rationale for recommending a charge lower than the maximum allowable is consideration of the development charges levied by adjacent municipalities, in particular Casselman. The recommended 2022 Development Charge for The Nation represents an increase of 22% as compared to the current per capita charge of \$1,211.96 (which has not increased since 2019). Table 18 includes an annual increase of 2% from 2022 to 2026, based on the 2022 Consumer Price Index Inflation Adjustment.

TABLE 18: SCHEDULE A TO PROPOSED 2022 DEVELOPMENT CHARGES BY-LAW			
Land Use Category	Persons Per Unit	Development Charges Per Capita	Development Charges Per Unit
2022			
Single Detached Dwelling	3.4	\$1,483.02	\$5,042.27
Semi-Detached or Duplex Dwelling	3	\$1,483.02	\$4,449.06
Row House or Townhouse Dwelling	2.6	\$1,483.02	\$3,855.85
Apartment or Multiple Attached Unit	1.8	\$1,483.02	\$2,669.44
2023			
Single Detached Dwelling	3.4	\$1,512.68	\$5,143.11
Semi-Detached or Duplex Dwelling	3	\$1,512.68	\$4,538.04
Row House or Townhouse Dwelling	2.6	\$1,512.68	\$3,932.97
Apartment or Multiple Attached Unit	1.8	\$1,512.68	\$2,722.82
2024			
Single Detached Dwelling	3.4	\$1,542.93	\$5,245.96
Semi-Detached or Duplex Dwelling	3	\$1,542.93	\$4,628.79
Row House or Townhouse Dwelling	2.6	\$1,542.93	\$4,011.62
Apartment or Multiple Attached Unit	1.8	\$1,542.93	\$2,777.27
2025			
Single Detached Dwelling	3.4	\$1,573.79	\$5,350.89

Semi-Detached or Duplex Dwelling	3	\$1,573.79	\$4,721.37
Row House or Townhouse Dwelling	2.6	\$1,573.79	\$4,091.85
Apartment or Multiple Attached Unit	1.8	\$1,573.79	\$2,832.82
2026			
Single Detached Dwelling	3.4	\$1,605.27	\$5,457.92
Semi-Detached or Duplex Dwelling	3	\$1,605.27	\$4,815.81
Row House or Townhouse Dwelling	2.6	\$1,605.27	\$4,173.70
Apartment or Multiple Attached Unit	1.8	\$1,605.27	\$2,889.49

5.3.2 MAXIMUM COMMERCIAL/INDUSTRIAL DEVELOPMENT CHARGE

In considering a Development Charge for industrial/commercial development in the Nation Municipality, it is notable that most municipalities in the area apply a charge based on the square footage of construction. In order to determine a reasonable square footage cost, it is appropriate to consider the average industrial/commercial construction that has taken place in the Municipality in recent years. Table 4 depicts commercial/industrial building activity over the previous five-year period in the Nation Municipality. The average square footage of industrial/commercial development that took place in the Nation between 2017 and 2021 was 66,231 square feet per year.

YEAR	VALUE OF NEW CONSTRUCTION AS INDICATED BY APPLICANT	NUMBER OF PERMITS	SQUARE FOOTAGE OF NEW CONSTRUCTION	DEVELOPMENT CHARGES COLLECTED
2017	\$1,750,000	5	8,307	\$8,554
2018	\$217,000	2	14,836	\$11,797
2019	\$856,000	8	11,801	\$0*
2020	\$11,103,100	33	190,002	\$0
2021	\$10,485,000	15	106,208	\$0
TOTAL	\$24,411,100	63	331,154	\$20,351

Based on the historic information, a modest but reasonable estimate for commercial/industrial growth in the next five year period is 36,000 square feet per year. As noted in Table 15 above, the maximum amount of Development Charges that can be collected for non-residential development over the five year period covered by this study is **\$2,503,652**. During the same five year period, 180,000 square feet of new non-residential development is anticipated.

As a result of the above, the maximum Development Charge that can be collected by the Municipality from non-residential growth, over the next five years, is **\$13.91 per square foot**. However, given the growth forecast for non-residential development in the Nation over the next decade, as well as the rates currently charged by neighbouring Municipalities, we recommend a maximum Development Charge rate of **\$2 per square foot**. Should Municipal Council choose to re-introduce a Development Charge for non-residential development of \$2 per square foot, this would result in approximately \$72,000 in annual revenue.

It should be noted that Section 4 of the Development Charges Act defines which Commercial/ Industrial projects are eligible for Development Charges, as well as those projects which are exempt:

Exemption for industrial development

4 (1) If a development includes the enlargement of the gross floor area of an existing industrial building, the amount of the development charge that is payable in respect of the enlargement is determined in accordance with this section. 1997, c. 27, s. 4 (1).

Enlargement 50 per cent or less

(2) If the gross floor area is enlarged by 50 per cent or less, the amount of the development charge in respect of the enlargement is zero. 1997, c. 27, s. 4 (2).

Enlargement more than 50 per cent

(3) If the gross floor area is enlarged by more than 50 per cent the amount of the development charge in respect of the enlargement is the amount of the development charge that would otherwise be payable multiplied by the fraction determined as follows:

1. Determine the amount by which the enlargement exceeds 50 per cent of the gross floor area before the enlargement.
2. Divide the amount determined under paragraph 1 by the amount of the enlargement. 1997, c. 27, s. 4 (3).

5.3.3 DEVELOPMENT CHARGE ACCOUNTING

As prescribed in the *Development Charges Act* and associated Regulations, the Municipality is required to create a separate Development Charge Reserve Fund, and track each of the service areas independently. Interest earned on the fund balance accrues to the fund and is an integral part of the Development Charge structure. Withdrawals from the fund should only be made to pay for the growth-related net capital costs associated with the services listed in this Report, or to refund overpayment to owners, with interest, if appropriate.

A sub-account for each of the service areas should be created and maintained, where the proportionate share of the Development Charge revenue should be deposited along with the interest accumulated, and any expenditure should be appropriately deducted. Sub-accounts for service categories which require a ten percent municipal contribution should be maintained separately from those that do not. The following Table summarizes how the Development Charges that are collected are to be allocated between Reserve Fund sub-accounts. It is easier for the Municipality to manage sub-accounts within one reserve fund account, rather than creating separate reserve fund accounts for each service area, as the Municipality will then have the ability to “borrow” funds from one service area to another without creating an overdraft in reserve fund. The Municipality’s Treasurer should be responsible for the reserve fund and the appropriate sub-accounts.

TABLE 19 - ALLOCATION OF DEVELOPMENT CHARGES BETWEEN SERVICE AREAS	
SERVICE CATEGORY	PROPORTIONAL SHARE OF DC's
Municipal Government (Studies)	1%
Fire Protection	30%
Public Works	30%
Recreation	35%
Library	4%
TOTAL:	100%

An annual report with details related to the Development Charges and reserve funds must be prepared by the Clerk-Treasurer and submitted to Municipal Council in accordance with the requirements of the *Development Charges Act*. The annual report is to include statements of the opening and closing balances of the reserve fund for the preceding year, and the transactions related to the reserve funds, and must be submitted to the Minister of Municipal Affairs and Housing within sixty (60) days of it being presented to Council. The annual report from the Clerk-Treasurer must include the following information:

For each reserve fund:

- A description of the service for which the fund was established (list of services in the service category).
- For any credits in relation to the service or service category for which the fund was established, detail the amount outstanding at the beginning of the previous year, the amount in the current year, the amount used in the year and the amount outstanding at the end of the year.
- The amount of any money borrowed from the fund by the Municipality during the previous year and the purpose for which it was borrowed, and the amount of interest accrued during the previous year on the money borrowed from the fund by the Municipality.
- The amount and source of any money used by the Municipality in the previous year to repay money borrowed from the fund or interest on such money.
- A schedule that identifies credit recognized under Section 17 of the *Development Charges Act* and, for each credit recognized, the service against which the credit is applied and the source of funds used to finance the credit.

For each project that is financed in whole or in part through Development Charges:

- The amount of money from each reserve fund that is spent on the project.
- The amount and source of any other money that is spent on the project.

Bill 109, the *More Homes for Everyone Act*, 2022, has introduced a new requirement for the municipal treasurer to publish an annual statement for the public's review.

6.0 IMPLEMENTATION

In the 2015 Nation Development Charges Study, an annually adjusted Development Charge rate was recommended to apply across the entire Municipality for residential development (by dwelling type). A similar approach is recommended in this Background Study, whereby the annual rate of increase for residential DC's over the next five years would be 2% and align with the 2022 Consumer Price Index Inflation Adjustment.

The Development Charges By-Law passed by Council to implement this Study expires five years after the day it comes into force and effect, unless Council chooses to impose an earlier expiry date, or repeal said by-law at an earlier date.

2022 Development Charges should be implemented in full on the date of passage of the By-Law, and should apply to all new residential building permit applications, and to commercial/industrial development if that is the wish of Council. The *Development Charges Act* identifies the building permit stage as the time when most Development Charges are payable. As services are required at or near the date that a building is occupied, it is appropriate to collect the Development Charge at the building permit stage.

The *Development Charges Act* requires the preparation of a brochure which is to be available to the general public and which describes the general purpose of the Development Charges that are being imposed, the rules for determining if a Development Charge is payable and the amount, along with a list of the services to which the Development Charges relate and a description of the general purpose of the Clerk-Treasurer’s annual report. In addition, the public should be advised where the pamphlet can be viewed. One copy of the pamphlet is to be distributed free of charge to anyone requesting it.

The *Development Charges Act* requires that one of the conditions of approval on a Draft Plan of Subdivision is that the person(s) who first purchased the sub-divided land after the Final Approval of the Draft Plan must be informed, at the time the land is being transferred, of all of the Development Charges related to the development.

7.0 SUMMARY OF NEW DEVELOPMENT CHARGES

The final summary of the recommended Development Charges for the Nation Municipality is shown in Table 20.

TABLE 20 - SUMMARY OF DEVELOPMENT CHARGES FOR 2022

DEVELOPMENT TYPE	PROPOSED DEVELOPMENT CHARGE
Single detached	\$5,042.27
Semi-detached or Duplex	\$4,449.06
Row House/ Townhouse	\$3,855.85
Apartment/ Multiple Attached	\$2,669.44
Commercial/Industrial	\$2/square foot

The following table shows the allocation of anticipated Development Charge revenue between the various service areas. The estimated revenue from DC’s is based on a total of 66 new residential units per year (36 singles, 12 semi’s, 9 row and 9 apartments) and 36,000 square feet of commercial/ industrial construction per year.

TABLE 21 - ALLOCATION OF ANTICIPATED DEVELOPMENT CHARGES 2022-2026		
SERVICE AREA	%	\$
General Government (Studies)	1%	\$18,881
Fire Department	30%	\$566,433
Public Works	30%	\$566,433
Recreation	35%	\$660,839
Library	4%	\$75,524
TOTAL:	100%	\$1,888,110

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics For the month of February

	2023	2022	2021	2020	2019
Agricultural - Accessory	\$300,000.00	\$300,000.00	\$200,000.00	\$0.00	\$0.00
Commerical - Addition / Alterations	\$2,000.00	\$2,000.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Commerical - New	\$200,000.00	\$200,000.00	\$1,800,000.00	\$0.00	\$240,000.00
Industrial - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Industrial - New	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Miscellaneous	\$2,000.00	\$2,000.00	\$0.00	\$10,000.00	\$0.00
Residential - Accessory	\$20,000.00	\$20,000.00	\$0.00	\$46,000.00	\$0.00
Residential - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$18,000.00	\$0.00
Residential - Dwelling Units	\$80,000.00	\$80,000.00	\$0.00	\$0.00	\$30,000.00
Total Construction Value	\$190,000.00	\$604,000.00	\$2,000,000.00	\$74,000.00	\$270,000.00
Total Number of Permits Issued	6	6	5	6	6
Total Dwelling Units Created	1	5	0	0	0
Total Permit Fees Collected	\$35,150.60	\$13,041.00	\$20,002.80	\$760.00	\$3,100.00

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics Year to Date Report for February

	2023	2022	2021	2020	2019
Agricultural - Accessory	\$0.00	\$300,000.00	\$200,000.00	\$0.00	\$0.00
Commerical - Addition / Alterations	\$0.00	\$2,000.00	\$225,000.00	\$0.00	\$0.00
Commerical - New	\$0.00	\$200,000.00	\$1,800,000.00	\$350,000.00	\$240,000.00
Industrial - Addition / Alterations	\$150,000.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Industrial - New	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Institutional - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Miscellaneous	\$0.00	\$2,000.00	\$0.00	\$15,000.00	\$10,000.00
Residential - Accessory	\$10,000.00	\$20,000.00	\$0.00	\$76,000.00	\$115,000.00
Residential - Addition / Alterations	\$145,000.00	\$0.00	\$0.00	\$102,000.00	\$0.00
Residential - Dwelling Units	\$465,000.00	\$520,000.00	\$2,779,000.00	\$1,500,000.00	\$330,000.00
Total Construction Value	\$770,000.00	\$1,044,000.00	\$5,004,000.00	\$2,043,000.00	\$695,000.00
Total Number of Permits Issued	9	7	14	13	10
Total Dwelling Units Created	3	7	10	12	3
Total Permit Fees Collected	\$42,224.60	\$17,819.28	\$42,441.11	\$21,458.55	\$6,930.00

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics For the month of January

	2023	2022	2021	2020	2019
Commerical - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$225,000.00	\$0.00	\$0.00
Commerical - New	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$350,000.00	\$0.00
Industrial - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Institutional - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Miscellaneous	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$5,000.00	\$10,000.00
Residential - Accessory	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$30,000.00	\$115,000.00
Residential - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$84,000.00	\$0.00
Residential - Dwelling Units	\$440,000.00	\$440,000.00	\$2,779,000.00	\$1,500,000.00	\$300,000.00
Total Construction Value	\$580,000.00	\$440,000.00	\$3,004,000.00	\$1,969,000.00	\$425,000.00
Total Number of Permits Issued	3	1	9	7	1
Total Dwelling Units Created	2	2	10	12	1
Total Permit Fees Collected	\$7,074.00	\$4,778.28	\$22,438.31	\$20,698.55	\$3,830.00

La municipalité de La/The Nation Municipality

Building Permit Statistics Year to Date Report for January

	2023	2022	2021	2020	2019
Commerical - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$225,000.00	\$0.00	\$0.00
Commerical - New	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$350,000.00	\$0.00
Industrial - Addition / Alterations	\$150,000.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Institutional - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$0.00
Miscellaneous	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$5,000.00	\$10,000.00
Residential - Accessory	\$5,000.00	\$0.00	\$0.00	\$30,000.00	\$115,000.00
Residential - Addition / Alterations	\$0.00	\$0.00	\$0.00	\$84,000.00	\$0.00
Residential - Dwelling Units	\$425,000.00	\$440,000.00	\$2,779,000.00	\$1,500,000.00	\$300,000.00
Total Construction Value	\$580,000.00	\$440,000.00	\$3,004,000.00	\$1,969,000.00	\$425,000.00
Total Number of Permits Issued	3	1	9	7	6
Total Dwelling Units Created	2	2	10	12	1
Total Permit Fees Collected	\$7,074.00	\$4,778.28	\$22,438.31	\$20,698.55	\$3,830.00

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.

Titre de la page et affiche : Événements marquants et accomplissements des 25 dernières années

Title of the page and poster: Highlights and achievements of the past 25 years

1^{er} janvier 1998 – Amalgamation donnant naissance à la Municipalité de La Nation

January 1st 1998 – Amalgamation creating the Municipality of The Nation

Entre 1996 et 2004, une importante vague d'amalgamations municipales a eu lieu en Ontario, due à l'expansion des zones urbaines et à de nombreux changements de responsabilités entre les gouvernements locaux et le gouvernement provincial. Une ordonnance de restructuration en vertu de la Loi sur les municipalités de 1990 a été issue le 1^{er} janvier 1998, stipulant que La Corporation du Canton Cambridge, La Corporation du Canton de Plantagenet Sud, La Corporation du Canton de Caledonia ainsi que la Corporation du Village de St-Isidore sont amalgamés sous le nom *The Township of Township of The Nation*. Le premier Conseil Municipal a été assermenté le 5 janvier 1998 et c'est le 12 janvier 1998, le Conseil municipal a adopté une résolution changeant ce nom pour *The Corporation of The Nation Municipality*.

Conseil Municipal de 1998 à 2000 :

De gauche à droite : Gaston Levac, Conseiller, Gary Bradley, Conseiller, Mary J. McCuaig, Greffière, Claude Gravel, Maire, Claude Lafrance, Conseiller



Crédit Photo : Fernand Bérubé

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.

Du 4 janvier au 10 janvier 1998 – La tempête de verglas

From January 4 to January 10, 1998 – The ice storm

La tempête de verglas de 1998 a commencé le 4 janvier et a duré près d'une semaine. Elle a apporté des pluies verglaçantes et du grésil qui se sont accumulés sur les arbres, les lignes électriques et les routes, provoquant des dégâts et des destructions considérables. L'impact de la tempête de verglas a été particulièrement dévastateur pour les communautés rurales comme la nôtre. De nombreuses personnes sont restées bloquées chez elles, sans électricité ni chauffage, avec un accès limité à la nourriture et à l'eau. La tempête a été un signal d'alarme pour la région et a mis en évidence l'importance de la préparation aux situations d'urgence et de la gestion des catastrophes. Le gouvernement canadien et les autorités locales ont depuis lors mis en œuvre des mesures visant à prévenir et à atténuer l'impact des futures catastrophes naturelles. Ces mesures comprennent l'amélioration des infrastructures, le renforcement des lignes électriques et l'élaboration de plans d'intervention d'urgence.



Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.

Hydro workers try to restore power to the town of St-Isidore, Ont., on Jan. 13, 1998. The ice storm left the small town 75 kilometers east of Ottawa without power for several days. (Fred Chartrand/The Canadian Press)

Source photo: [Ottawa's devastating 1998 ice storm, told in compelling pictures | CBC News](#)

2000 - Installation du service d'eau et égouts à Limoges

2000 – Installation of water and sewer services in Limoges

En 2000, la Municipalité a construit une nouvelle usine de traitement d'eau et une nouvelle usine de traitement d'eau usée à Limoges afin de desservir le village et de soutenir sa croissance future.

13 novembre 2000 – Élection du Conseil municipal - mandat 2000 à 2003

November 13, 2000 – Election of the Municipal Council – 2000 to 2003 mandate

Conseil Municipal de 2000 à 2003 :

Rangée du haut : Richard Legault, Conseiller, Guylain Lafèche, Conseiller, Marcel Legault, Conseiller

Rangée du bas : Gary Bradley, Conseiller, Denis Pommerville, Maire, Mary J. McCuaig, Greffière



Crédit Photo : Fernand Bérubé

8 juin 2002 – Inauguration du site historique du Village Gagnon

June 8, 2002 – Inauguration of the Village Gagnon historical site

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.

Le samedi 8 juin 2002, 250 personnes se sont rassemblées pour souligner l'inauguration du site historique du Village Gagnon et pour le dévoilement de ses deux premiers monuments historiques. Cet événement a marqué le début d'une belle aventure pour le groupe Les Amis du Village Gagnon qui continue de rassembler des fonds pour entretenir et améliorer le parc qui représente un héritage pour les citoyens de La Nation. Le Village Gagnon continue d'être célébré par un bon nombre de personnes lors des pique-niques annuels organisés par les Amis du Village Gagnon.



Source photos : [2002 Inauguration et pique-nique | Village Gagnon](#)

30 septembre 2003 – Élection du Conseil municipal – mandat 2003 à 2006

September 30, 2003 – Election of the Municipal Council – 2003 to 2006 mandate

Conseil Municipal de 2003 à 2006

Rangée du haut : François St. Amour, Conseiller, Mary J. McCuaig, Greffière, Yvon Bourgeois, Conseiller

Rangée du bas : Richard Legault, Conseiller, Denis Pommerville, Maire, Marcel Legault, Conseiller

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.



Crédit photo : Fernand Bérubé

3 octobre 2006 – Élection du Conseil municipal – mandat 2006 à 2010

October 3, 2006 – Election of Municipal Council – 2006 to 2010 mandate

Conseil Municipal de 2006 à 2010

Rangée du haut : Yvon Bourgeois, Conseiller, Mary J. McCuaig, Greffière, François St. Amour, Conseiller

Rangée du bas : Richard Legault, Conseiller, Denis Pommerville, Maire, Marcel Legault, Conseiller



Crédit photo : Fernand Bérubé

2007 - Nouvelle source d'eau à St-Isidore provenant d'Alfred-Plantagenet

2007 – New water source in St-Isidore coming from Alfred-Plantagenet

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.

En 2007, la Municipalité a conclu une entente de partenariat avec Alfred-Plantagenet permettant d'installer un nouveau conduit transportant l'eau de la rivière Ottawa passant par l'usine de traitement de Lefaivre dans la Municipalité d'Alfred-Plantagenet et continuant jusqu'à St-Isidore. Cette entente a permis à la Municipalité de fournir une source d'eau durable pour le village de St-Isidore.

Printemps 2010 – Début du département d'eau et égouts

Spring 2010 – Start of the Water and Sewer department

Au printemps 2010, le Conseil municipal approuve l'implémentation du département d'eau et égouts, branche appartenant au département des travaux publics de la Municipalité. Cette décision a permis à la Municipalité d'assumer l'entière responsabilité de la gestion des eaux et d'eaux usées en toute transparence.

7 juin 2010 - Ouverture du parc aquatique Calypso

June 7, 2010 – Opening of the Calypso Water Park

L'arrivée du parc aquatique Calypso à Limoges a été un événement significatif pour l'économie et pour la notoriété de la Municipalité de La Nation. C'est le 7 juin 2010 que le parc a ouvert ses portes et qui aujourd'hui continue d'opérer et d'attirer dans la région en moyenne 400 000 visiteurs par été.



Source photo : [Our Water Slide "Canyon Rafting" - Like A Real River | Calypso \(calypsopark.com\)](http://calypsopark.com)

25 octobre 2010 – Élection du Conseil municipal – mandat 2010 à 2014

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.

October 25, 2010 – Election of the Municipal Council – 2010 to 2014 mandate



Crédit photo : Fernand Bérubé

Conseil Municipal de 2010 à 2014

Rangée du haut : Marcel Legault, Conseiller, Richard Legault, Conseiller, Raymond Lalande, Conseiller

Rangée du bas : Danika Bourgeois-Desnoyers, Conseillère, François St. Amour, Maire, Mary J. McCuaig, Greffière

Mai 2012 – Ouverture de la nouvelle caserne à Limoges

May 2012 – Opening of the new fire hall in Limoges

En mai 2012, la Municipalité ouvre une nouvelle caserne de 9,000 pieds carrés à Limoges. La caserne 500 représente un investissement de 7 millions de dollars et permettra de supporter les services d'urgences de la Municipalité qui est en croissance constante.

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.



Source photo: [The Nation Municipality Limoges fire hall Limoges, Ontario... | Flickr](#)



Source photo : [Limoges Fire Station | Village of Limoges \(villagelimoges.ca\)](#)

3 février 2013 – Incendie de la Fromagerie St-Albert

February 3, 2013 – Fire at the St-Albert cheese factory

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.

Le 3 février 2013, la communauté francophone de l'est de l'Ontario a été grandement secouée par l'incendie de La Fromagerie St-Albert qui représente une institution pour la Municipalité de La Nation. Opérant depuis la fin du XIXe siècle, la fromagerie employait environ 150 personnes au moment du drame. Faisant preuve de résilience, les employés de la fromagerie se sont rassemblés rapidement pour planifier le processus de reconstruction de la fromagerie. Deux ans plus tard, le 3 février 2015, la fromagerie renaissait de ses cendres avec une usine 30% plus grande que l'ancienne et une capacité de production améliorée.



Source photos : La Fromagerie St-Albert | [Fromagerie St-Albert \(fromagestalbert.com\)](http://Fromagerie St-Albert (fromagestalbert.com))

Juillet 2014 – La Municipalité change son logo

July 2014 – The Municipality changes its logo

En juillet 2014, la Municipalité a adopté un logo plus simple et plus moderne que son logo original. Rappelons-nous de l'ancien logo représentant la forme géographique des quatre municipalités restructurées : Cambridge, Calédonia, Plantagenet-Sud et St-Isidore. Le nouveau logo conçu par l'entreprise locale KB Media en 2014 représente les bénéfices de vivre dans un environnement calme et tranquille. Le vert met l'emphase sur l'importance que nous donnons à notre communauté Franco-Ontarienne. Il représente aussi nos forêts et l'agriculture en démontrant notre priorité pour l'environnement et le tourisme. Le bleu représente le principal cours d'eau qui coule à travers notre belle municipalité qui porte son nom : la rivière Nation.

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.



Corporation de la Municipalité de La Nation
Corporation of The Nation Municipality

Historique du logo de La Municipalité de La Nation

- 1) Le contour représente la forme géographique des quatre municipalités restructurées; Cambridge, Calédonia, Plantagenet-Sud et St-Isidore.
- 2) La couleur verte représente la nouvelle couleur de la municipalité
- 3) Le logo est composé de l'emblème de l'Ontario et du Canada et de plusieurs symboles.

(de gauche à droite)

- i) Les arbres représentent nos forêts;
- ii) La ferme et le silo représentent notre secteur agricole;
- iii) La rivière représente la Rivière Nation Sud qui traverse une grande partie de notre municipalité;
- iv) Le pont représente les nombreux ponts que l'on retrouve à la grandeur de la municipalité
- v) Les bâtiments noirs représentent le secteur industriel ainsi que le secteur résidentiel et multi-résidentiel de la municipalité
- vi) Les oiseaux et le canard représentent la faune aquatique de la tourbière de Calédonia Springs.

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.

27 octobre 2012 – Élection du Conseil municipal – mandat 2014 à 2018

**October 27, 2012 – Election of the Municipal Council – 2014 to 2018
mandate**

Conseil Municipal de 2014 à 2018

Rangée du haut : Marcel Legault, Conseiller, Richard Legault, Conseiller, Raymond Lalande, Conseiller

Rangée du bas : Marie-Noelle Lanthier, Conseillère, François St. Amour, Maire, Mary J. McCuaig, Greffière



Crédit photo : Fernand Bérubé

17 août 2014 – Parc Jean-Paul Charlebois

August 17, 2014 – Jean-Paul Charlebois Park

Jean-Paul Charlebois a dédié plus de 30 ans de service en tant que membre du Conseil et Maire du Canton de Calédonia avant l'amalgamation en 1998. Lors du décès de Monsieur Charlebois, La Municipalité a renommé le parc Calédonia à St-Bernardin en son nom et a dévoilé le monument en son honneur le 17 août 2014.

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.



Crédit photo : Municipalité de La Nation

23 juillet 2016 – Incendie de l'église de St-Isidore

Le 23 juillet 2016, l'église de St-Isidore a été réduit en cendre dans un violent incendie. La paroisse de St-Isidore a perdu son église qui représentait une partie importante du patrimoine de la Municipalité. Malgré l'énorme perte subite par la communauté, le comité paroissial retroussait déjà ses manches deux jours plus tard afin de déterminer des solutions temporaires pour leurs rassemblements et pendant que le curé annonçait leur intention de reconstruire. Quatre ans jour pour jour après le drame, le 23 juillet 2020, a eu lieu la cérémonie de consécration du nouvel édifice que Roger Bourgon, président du conseil d'administration temporel de la paroisse avait qualifié comme étant « l'église de l'avenir ».

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.



Crédit photo : Radio-Canada/Jérôme Bergeron

Source : [L'église de St-Isidore sera reconstruite au même endroit | Radio-Canada.ca](http://Radio-Canada.ca)

21 septembre 2018 – Inauguration du nouveau Garage Municipal de Limoges

September 21, 2018 – Inauguration of the new Limoges Municipal Garage

Le 21 septembre 2018 a eu lieu l'inauguration du garage municipal de Limoges qui permettra au département des travaux publics de la Municipalité d'augmenter l'efficacité de ses services. Le projet représentant un investissement de 3,5 millions de dollars pour la Municipalité aidera à soutenir la phase de croissance à laquelle le village Limoges fait encore face aujourd'hui.

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.



Crédit photos : Municipalité de La Nation

22 octobre 2018 – Élection du Conseil municipal – mandat 2018 à 2022

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.

October 22, 2018 – Election of Municipal Council – 2018 to 2022 mandate

Conseil Municipal de 2018-2022

Rangée du haut : Alain Mainville, Conseiller, Josée Brizard, Greffière, Danik Forgues, Conseiller, Francis Brière, Conseiller

Rangée du bas : François St. Amour, Maire, Marie-Noëlle Lanthier, Conseillère



Crédit photo : Barnyard Studio

Printemps 2020– Dévoilement de La courtepoinTE Les quatre coins de La Nation !

Spring 2020 – Unveiling of The Nation four corners quilt

C'est au printemps 2020 qu'a été terminée la courtepoinTE géante qui raconte l'histoire de la Municipalité, confectionnée par une quinzaine de couturières bénévoles de la région. L'œuvre d'art est une belle démonstration d'unité, de collaboration, de créativité et de talent. Elle témoigne de notre attachement à nos racines, en illustrant les plus significatifs symboles culturels de notre histoire. Aujourd'hui, le chef d'œuvre voyage entre les différents établissements communautaires de la Municipalité pour y être exposée et appréciée par tous.

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.



28 juin 2022 – inauguration de la nouvelle conduite d’eau reliant la tour d’eau de Cheney au village de Limoges.

June 28, 2022 – Inauguration of the new water main linking the Cheney water tower to the Village of Limoges

Le 28 juin 2022 a eu lieu l’inauguration de la nouvelle conduite d’eau reliant la tour d’eau de Cheney au village de Limoges. Fruit d’un partenariat avec Clarence-Rockland, la nouvelle conduite d’eau représente un investissement s’élevant à 10,8 millions de dollars et permettra à Limoges d’avoir une source d’eau sûre pour ses développements futurs.

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderons à la conception graphique.



Crédit photo : Municipalité de La Nation

**24 octobre 2022 – Élections du Conseil municipal – mandat 2022 à 2026
et passage de quatre à six quartiers**

October 24, 2022 – Election of Municipal Council – 2022 to 2026 mandate

Conseil Municipal de 2022 à 2026

Rangée du haut : Alain Mainville, Conseiller, Josée Brizard, DG-Greffière, Tim Stewart, Conseiller, Marjorie Drolet, Conseillère, Raymond Lalande, Conseiller

Rangée du bas : Daniel Boisvenue, Conseiller, Francis Brière, Maire, Danik Forgues, Conseiller

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.



Crédit photo : Lexine Ménard

20 février 2023 - Ouverture du nouveau Complexe Sportif de La Nation

February 20, 2023 – Opening of The Nation’s Sports Complex

Dans son plan stratégique 2034, la Municipalité identifie plusieurs objectifs stratégiques visant à promouvoir des modes de vie actifs et sains auprès de tous les résidents. C’est à partir de ce plan stratégique que l’idée d’offrir un centre récréatif aux citoyens de la Municipalité est née. Le Complexe Sportif de La Nation a ouvert ses portes au public le 20 février 2023.

Contenu à approuver pour la page web et affiche du 25^e anniversaire de La Nation.

Noter que seulement le texte et les images sont soumis pour approbation suite à laquelle nous procéderont à la conception graphique.



Crédit photo : Municipalité de La Nation

DRAFT

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW NUMBER 18-2023

SWIMMING POOL ENCLOSURE BY-LAW

BEING A BY-LAW of the Corporation of The Nation Municipality respecting the enclosure of privately-owned outdoor swimming pools.

WHEREAS Section 11(1) 7. of The Municipal Act, 2001, as amended, provides that the Council of a Municipality may pass by-laws respecting matters within certain spheres of jurisdiction namely, among other things, "7. - Structures, including fences and signs" and,

WHEREAS The Corporation of The Nation Municipality deems it desirable to regulate owners of privately-owned outdoor swimming pools to erect and maintain fences and gates around such swimming pools, for prescribing the height and description of, and the manner of erecting and maintaining, such fences and gates, for prohibiting persons from placing water in privately-owned outdoor swimming pools or allowing water to remain therein unless the prescribed fences and gates have been erected, for requiring the production of plans of all such fences and gates, for the issuing of a permit for any such fences or gates;

THEREFORE, the Council of The Nation Municipality enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This By-Law may be cited as the "Swimming Pool Enclosure By-law".

DEFINITIONS

2. In this By-Law:
 - (a) "Municipality" shall mean The Corporation of The Nation Municipality.
 - (b) "Permit" shall mean permission or authorization given in writing by the Chief Building Official to erect enclosures around swimming pools as regulated in this By-Law.

- (c) "Swimming Pool" shall mean any privately-owned outdoor below grade or above ground pool of water for bathing, wading or reflecting and which has a water depth exceeding twenty four (24) inches at any point; but does **not** include a tub, hot tub, spa, whirl pool, or inflatable self-supported pool.
- (d) "Owner" shall mean the registered owner of the land and includes a lessee, mortgagee in possession, and the person in charge of the property;
- (e) "Chief Building Official" shall mean the Chief Building Official appointed by the Council of the Corporation of The Nation Municipality;
- (f) "Corporation" shall mean the Corporation of The Nation Municipality.

GENERAL REQUIREMENTS

- 3. Every owner of a privately-owned outdoor swimming pool shall ensure that an enclosure around such a pool is constructed and maintained according to the provisions of this By-Law.
- 4. No person shall place water in a swimming pool in the Municipality unless the prescribed fences and gates or, for a maximum period of thirty days, a temporary fence as approved by the Chief Building Official has been erected in accordance with the provisions of this By-Law.
- 5. No person shall allow water to remain in a swimming pool in the Municipality unless the prescribed fences and gates or temporary fence has been erected in accordance with the provisions of this By-Law.

PERMITS

- 6. No person shall construct or place a swimming pool on his property in the Municipality without first obtaining a swimming pool enclosure permit.

APPLICATION FOR PERMIT

7. To obtain a permit the owner shall file an application in writing by completing a prescribed form available in the office of the Chief Building Official.
8. Except as otherwise permitted by the Chief Building Official, every applicant shall:
 - (a) identify and describe in detail the work to be covered by the permit for which an application is made,
 - (b) describe the land on which the pool is to be located by a description that will readily identify and locate the building lot,
 - (c) be accompanied by two (2) complete sets of plans showing details of the enclosure and deck as well as their relationship to lot lines, buildings and fences,
 - (d) be accompanied by the fee as prescribed in Section 11 hereof, and
 - (e) state the names, addresses and telephone numbers of the owner and the contractor performing the work.
9. An application for a permit may be deemed to have been abandoned and cancelled six (6) months after the date of filing, unless such application is being seriously proceeded with.
10. Sufficient information shall be submitted with each application for a permit to enable the Chief Building Official to determine whether or not the proposed work will comply with this By-Law or any other applicable law or regulation.
11. The fee for a swimming pool enclosure permit shall be \$100.00.
12. An administration performance deposit of \$100.00 shall accompany an application for a swimming pool enclosure permit. The full amount of the administration performance deposit is to be refunded in whole or in part to the permit holder in accordance with the following provisions;
 - (a) One hundred (100%) per cent of the administration performance deposit is to be refunded if the installation is fully completed within one (1) year of the date of the issuance of the permit.

- (b) Seventy-five (75%) per cent of the administration performance deposit is to be refunded if the installation is fully completed within two (2) years of the date of the issuance of the permit.
- (c) Fifty (50%) per cent of the administration performance deposit is to be refunded if the installation is fully completed within three (3) years of the date of the issuance of the permit.
- (d) Twenty-five (25%) per cent of the administration performance deposit is to be refunded if the installation is fully completed within four (4) years of the date of the issuance of the permit.
- (e) No refund of the administration deposit will be awarded if the installation is not fully completed within four (4) years. This will not relieve the permit holder and/or contractor of obligations under any provisions of any By-Law, the Building Code Act or regulations made thereunder.
- (f) The refund of the whole or part of the administration performance deposit shall not be deemed to be a waiver of any provisions of any By-Law or requirements of the Building Code Act or regulations made thereunder. Also, the refund should not be construed as a certification or guarantee that the installation for which a permit was issued meets all the requirements of any By-Law, the Building Code Act or regulations made thereunder.

CONDITIONS OF PERMIT ISSUANCE

- 13. (1) Every swimming pool shall have an adequate enclosure erected around it in accordance with the provisions of subsection (2) to subsection (8) hereof inclusive.
- (2) Every enclosure for a swimming pool shall be of a close-boarded, chain link or other approved design with maximum openings of 4" including the space below the fence, to reasonably deter children from climbing it to gain access to the fenced-in area.

- (3) In the case of an in ground pool, the enclosure shall be at least 4 feet in height but no more than 8 feet and in the case of an above ground pool, if the walls of the pool are less than 4' high above the grade for a distance of at least 24 inches from the wall, the enclosure shall be at least 4 feet in height but no more than 8 feet or the walls of the pool can be extended with an approved manufactured fence for a total height of at least 4 feet above the grade.
 - (4) Gates in the enclosure shall:
 - (a) provide protection equivalent to the enclosure,
 - (b) be at least the same height as the enclosure,
 - (c) be equipped with a self-closing and latching device and lock at the upper inside of the gate, and
 - (d) be locked except when the enclosed area is actually being used and supervised.
 - (5) Barbed wire or fencing energized by electrical current shall not be used as an enclosure for the swimming pool.
 - (6) Where a wall of a building is used as part of an enclosure, all doors located in the wall of the building shall be equipped with locking devices.
 - (7) Equipment or materials cannot be located, stored or kept within 36 inches from the pool to prevent climbing.
 - (8) Decks or platforms associated with pools shall comply with the requirements of the Ontario Building Code and the access to such decks or platforms must be adequately enclosed in accordance with subsections (2) to (6) hereof inclusive.
14. There shall be a minimum distance of four (4) feet between the enclosure and any part of an in-ground swimming pool unless approved otherwise by the Chief Building Official.
15. When an enclosure is not erected or maintained, in accordance with the provisions of this By-Law, a notice shall be sent by registered mail or by hand to the owner of the land on which the swimming pool is located, at his last known address requiring him to make the enclosure conform to the requirements of this By-Law and the notice shall specify the time allowed for compliance.

16. (1) Where a notice has been sent pursuant to Section 15, and the requirements of the notice have not been complied with, the Chief Building Official may cause the work to be done, or the water to be removed from the swimming pool and the cost of the work or the removal of the water shall be at the expense of the owner.
 - (2) When the Chief Building Official causes the work to be done pursuant to subsection (1), the Corporation shall have a lien for any amount expended by or on behalf of the Corporation and for an administrative fee of ten (10%) percent of any amount expended by or on behalf of the Corporation, and the certificate of the Clerk of the Corporation as to the total amount expended shall be admissible in evidence as prima facie proof of the total amount expended and such total amount together with the administrative fee shall be added to the collector's roll of taxes to be collected and shall be subject to the same penalty and interest charges as real property taxes and shall be collected in like manner and with the same remedies as real property taxes.
 - (3) Before the certificate of the Clerk of the Corporation is issued under subsection (2), an interim certificate shall be delivered to the owner of the property that is subject to the lien, as well as to all prior mortgagees or other encumbrancers and the affected owner, mortgagees or other encumbrancers shall have two (2) weeks from the date of receipt of the interim certificate to appeal the amount shown thereon to the Council of the Corporation.
17. The provisions of this By-Law also apply to swimming pool enclosures which have been constructed or installed prior to the passing of this By-Law.

PENALTIES

18. Every person who contravenes any of the provisions of this By-law is guilty of an offence and on conviction thereof shall forfeit, and pay a penalty for each such offence and every such penalty

and pay a penalty for each such offence and every such penalty shall be recoverable under the Provincial Offences Act, R.S.O. 1990, chapter P.33 and amendments thereto.

19. When a person has been convicted of an offence under this By-law, any court of competent jurisdiction thereafter, may, in addition to any other penalty imposed on the person convicted, issue an order prohibiting the continuation or repetition of the offence or the doing of any act or thing by the person convicted directed toward the continuation or repetition of the offence.
20. The requirements of this By-Law are severable. If any requirements of this By-Law are held invalid, the application of such requirements to other circumstances and the remainder of this By-Law shall not be affected.
21. This By-Law shall come into force on the date of its adoption and shall take effect on that date.
22. That By-Laws # 80-2005 hereby repealed.

READ A FIRST, SECOND AND DULY PASSED UPON A THIRD
READING THIS 3rd DAY OF APRIL 2023.

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

SEAL

CORPORATION OF THE NATION MUNICIPALITY

BY-LAW No. 63-2023

BEING a By-law for the imposition of Development Charges.

WHEREAS the Nation Municipality has and will continue to experience growth through development;

AND WHEREAS Council desires to ensure that the capital cost of meeting growth related demands for, or burden on, Municipal Services do not place an undue financial burden on the Municipality or its taxpayers;

AND WHEREAS The Development Charges Act, 1997 (the "Act") provides that the Council of a municipality may by By-law, impose Development Charges against land to pay for increased capital costs required because of increased needs for Services;

AND WHEREAS a Development Charges background study has been completed in accordance with the Act;

AND WHEREAS Council has before it a report entitled Development Charges Background Study, Draft Report prepared by ZanderPlan Inc dated June 9, 2022;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of The Nation Municipality has given notice and held a public meeting and open house on October 3rd, 2022 in accordance with the Act and regulations thereto;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of The Nation Municipality enacts as follows:

- 1) That, where lawfully permitted by the Act, the Development Charges established by this By-law are hereby imposed on all classes of residential and non-residential property as hereinafter set forth on Schedule "A" attached to and forming part of this By-law.
- 2) That this By-law applies to all lands in The Nation Municipality whether or not the land or use thereof is exempt from taxation under Section 13 of the Assessment Act. Notwithstanding the preceding, this By-law shall not apply to lands that are owned by and used for the purposes of:
 - The Municipality or a local board thereof;
 - A Board of Education;
 - The Corporation of the United Counties of Prescott-Russell or a local board thereof.
- 3) That the Development Charges are established as per Schedule "A" per single detached dwelling unit, semi-detached or duplex dwelling unit, row house or townhouse dwelling unit, apartment or other multiple dwelling unit.
- 4) Notwithstanding Section 3 of this By-law and in accordance with the statutory exemptions set out in the Act, Development Charges shall not be imposed with respect to:

- An enlargement to an existing dwelling unit;
 - One or two additional dwelling units in an existing single detached dwelling unit;
 - One additional dwelling unit in any existing residential building;
 - Agricultural use buildings or structures.
- 5) For the purposes of demolitions or loss of property, this By-law shall not apply to development where, by comparison with the land at any time within 24 months previous to the imposition of the charge:
- No additional dwelling units are being created;
 - No additional non-residential gross floor area is being added.

The exemption from the charge is applicable only to the registered owner(s) on title of the subject property at the time of the event (non-transferable).

- 6) That notwithstanding Section 4), bullet two, of this By-law, Development Charges shall be imposed if the total gross floor area of the additional unit(s) exceeds the gross floor area of the existing dwelling unit.
- 7) That notwithstanding Section 4, bullet three, of this By-law, Development Charges shall be imposed if the additional unit has a gross floor area greater than:
- In the case of a semi-detached, duplex, row house or townhouse dwelling unit, the gross floor area of the existing dwelling unit;
 - In the case of an apartment or multiple attached dwelling, the gross floor area of the smallest unit contained in the residential building.
- 8) That the Development Charge is established at \$**TBD** per square foot for non-residential development, subject to the footnote exemption shown on Schedule “A” of this By-law.
- 9) That notwithstanding Section 8 of this By-law and in accordance with the statutory exemptions set out in the Act, no Development Charge is payable for an enlargement of the gross floor area of an existing industrial building where the gross floor area is enlarged by 50 percent or less.
- 10) That, if the gross floor area of an existing industrial building is enlarged by greater than 50 percent, the amount of the Development Charge payable in respect of the enlargement is the amount per square foot as set out in Section 8), for each square foot in excess of 50 percent of the existing industrial building.
- 11) That for the purpose of Sections 9) and 10) herein, “existing industrial building” is used as defined in the Regulation made pursuant to the Act.
- 12) That the categories for services for which Development Charges are imposed under this By-law are as follows:
- Administration
 - Library
 - Recreation
 - Public Works (Roads)
 - Fire Protection Services

- 13) That notwithstanding the provisions of Section 1) of this By-law, every place of worship and land used in connection therewith, and every churchyard, cemetery or burying ground are wholly exempted from the Development Charges imposed pursuant to this By-law.
- 14) That the Development Charges imposed by this By-law shall be calculated and be payable in money or by provision of services as may be agreed upon, or by credit granted by the Act, on the date that a building permit is issued in relation to a building or structure on land to which the Development Charge applies, or in a manner or at a time otherwise lawfully agreed upon.
- 15) That the terms “single detached dwelling”, “semi-detached dwelling”, “duplex dwelling”, “row house dwelling”, “townhouse dwelling” “apartment dwelling” and “multiple attached dwelling” have the meanings assigned to them in the Comprehensive Zoning By-law of the Corporation of The Nation Municipality.
- 16) That Council may adjust the Development Charges in this By-law one or two times annually in accordance with the “Construction Price Statistics” (Ontario Series) as published by Statistics Canada quarterly (Catalogue No. 62-007) pursuant to paragraph 10 of subsection 5(1) of the Development Charges Act, and Section 7 of Ontario Regulation 82/98. Such adjustment to a Development Charge shall not require an amendment to this By-law.
- 17) This By-law repeals By-law No. 93-2015 and By-law No. 8-2016, and all amendments thereto.
- 18) This By-law shall come into force and take effect on the 3rd day of April, 2023.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 3rd DAY OF APRIL, 2023.

Francis Brière, Mayor

Josée Brizard, CAO-Clerk

SCHEDULE “A” TO BY-LAW No. 63-2023

DEVELOPMENT CHARGES

**RESIDENTIAL AND NON-RESIDENTIAL USES
(Proposed phase-in)**

Land Use Category	Persons per Unit	Development Charges per Residential Unit and per Square Foot of Non-Residential Floor Space
2023¹		
Single Detached	3.4	\$5,143.11
Semi-detached or Duplex	3.0	\$4,538.04
Row House or Townhouse	2.6	\$3,932.97
Apartment or Multiple Attached	1.8	\$2,722.82
Non-Residential	N/A	\$TBD/sq ft ²
2024¹		
Single Detached	3.4	\$5,245.96
Semi-detached or Duplex	3.0	\$4,628.79
Row House or Townhouse	2.6	\$4,011.62
Apartment or Multiple Attached	1.8	\$2,777.27
Non-Residential	N/A	\$TBD/sq ft ²
2025¹		
Single Detached	3.4	\$5,350.89
Semi-detached or Duplex	3.0	\$4,721.37
Row House or Townhouse	2.6	\$4,091.85
Apartment or Multiple Attached	1.8	\$2,832.82
Non-Residential	N/A	\$TBD/sq ft ²
2026¹		
Single Detached	3.4	\$5,457.92
Semi-detached or Duplex	3.0	\$4,815.81
Row House or Townhouse	2.6	\$4,173.70
Apartment or Multiple Attached	1.8	\$2,889.49
Non-Residential	N/A	\$TBD/sq ft ²
¹ The Development Charges shall increase on January 1 st of each year in accordance with the amounts shown in this Table, PLUS an additional amount equal to the “Construction Price Statistics” (Ontario Series) as published by Statistics Canada quarterly (Catalogue No. 62-007) which amount is to be added annually on an incremental basis over the 5-year period of this By-law. ² No Development Charges on the first building permit issued for a property, up to a maximum of 3,500 square feet, after which the full Development Charges shall apply.		

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-03-29 To 2023-04-04

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
13425	C	2023-04-04	102	CITE DE CLARENCE-ROCKLAND	\$28,532.41	O
13426	C	2023-04-04	253	LEO SARAULT & FILS INC EXCAVATION	\$141.25	O
13427	C	2023-04-04	290	MINISTER OF FINANCE	\$133,018.44	O
13428	C	2023-04-04	294	MINISTRY OF TRANSPORTATION	\$24.75	O
13429	C	2023-04-04	369	DELTA POWER EQUIPMENT	\$864.18	O
13430	C	2023-04-04	492	R.S. MAINTENANCE	\$433.65	O
13431	C	2023-04-04	756	EMBELLISSEMENT LIMOGES	\$100.00	O
13432	C	2023-04-04	786	LANDERS AUTO GLASS & STEREO INC.	\$1,004.57	O
13433	C	2023-04-04	951	FARFO REGIONAL DE L'EST	\$100.00	O
13434	C	2023-04-04	1200	LE COIN DU LIVRE	\$1,039.16	O
13435	C	2023-04-04	1860	BERTRAND SUPPLIES	\$1,419.33	O
13436	C	2023-04-04	3289	DESJARDINS YVES	\$250.00	O
13437	C	2023-04-04	3292	VINETTE, STEPHANIE	\$1,416.17	O
64760	E	2023-04-04	9	AALTO TECHNOLOGIES	\$990.29	O
64761	E	2023-04-04	30	AUTO PARTS EXTRA PIECES D'AUTO	\$1,900.08	O
64762	E	2023-04-04	71	BYTOWN LUMBER	\$104.48	O
64763	E	2023-04-04	75	CADUCEON ENTREPRISES INC	\$1,779.81	O
64764	E	2023-04-04	80	MAXIBURO LTEE	\$539.08	O
64765	E	2023-04-04	81	UNISYNC GROUP LIMITED	\$1,278.57	O
64766	E	2023-04-04	101	LBEL INC	\$175.15	O
64767	E	2023-04-04	116	UNIAG COOPERATIVE	\$78.15	O
64768	E	2023-04-04	117	COOPERATIVE AGRICOLE D'EMBRUN	\$325.40	O
64769	E	2023-04-04	145	ELECTROTEK INC	\$39.83	O
64770	E	2023-04-04	158	FERNAND DENIS INC	\$959.08	O
64771	E	2023-04-04	161	FIELD AUTOMOTIVE EMBRUN	\$320.52	O
64772	E	2023-04-04	175	G.D.S HYDRAULIC INC	\$49.72	O
64773	E	2023-04-04	191	HORIZON FIRE & LIFE SAFETY INC	\$1,261.01	O
64774	E	2023-04-04	202	J.B. MOBILE MECHANIC INC	\$16,118.13	O
64775	E	2023-04-04	225	GFL ENVIRONMENTAL INC	\$7,585.75	O
64776	E	2023-04-04	264	LEVAC PROPANE INC	\$1,739.05	O
64777	E	2023-04-04	351	PNEU LANDRIAULT TIRE	\$2,537.87	O
64778	E	2023-04-04	359	PUROLATOR COURRIER LTD	\$85.46	O
64779	E	2023-04-04	426	TECHNICAL STANDARDS & SAFETY AUTHORITY	\$566.13	O
64780	E	2023-04-04	444	TRAITEMENT D'EAU DESFORGES	\$369.06	O
64781	E	2023-04-04	453	UPPER CANADA ELEVATORS	\$240.00	O

Accounts Payable Cheque Register Report - Caisse Populaire Nouvel-horizon Inc.-603910

For The Date Range From 2023-03-29 To 2023-04-04

For All Vendors And For Outstanding, Cleared Cheques - Computer Generated, eCheque

Cheque # / eCheque ID	Type	Date	Vendor	Name	Amount	Status
64782	E	2023-04-04	523	INSIGHT CANADA INC	\$1,619.13	O
64783	E	2023-04-04	533	SPUEHLER SHOP	\$826.32	O
64784	E	2023-04-04	821	S & L WASTETECH INC	\$99.44	O
64785	E	2023-04-04	954	CDW CANADA INC.	\$500.87	O
64786	E	2023-04-04	987	G. NORMAND CONSTRUCTION & RÉNOVATION	\$3,901.04	O
64787	E	2023-04-04	1063	MALBEUF TECH SOLUTIONS	\$2,685.32	O
64788	E	2023-04-04	1259	SSC Maintenance Services Inc	\$3,505.99	O
64789	E	2023-04-04	1276	CAPITAL CONTROLS	\$259.90	O
64790	E	2023-04-04	1656	GUY LARIVIERE	\$1,575.00	O
64791	E	2023-04-04	1710	BRIZARD, JOSEE	\$257.50	O
64792	E	2023-04-04	1773	A.D.R. DISTRIBUTION	\$110.00	O
64793	E	2023-04-04	1902	MATERIAUX PONT-MASSON RONA	\$34.71	O
64794	E	2023-04-04	2122	GIN-COR INDUSTRIES INC.	\$3,008.41	O
64795	E	2023-04-04	2423	W.O. STINSON & SON LTD.	\$17,408.13	O
64796	E	2023-04-04	2550	BRANDT TRACTOR LTD	\$6,812.59	O
64797	E	2023-04-04	3024	BOURDEAU METAL SHOP	\$474.60	O
64798	E	2023-04-04	3086	2341969 ONTARIO INC.	\$429.05	O
64799	E	2023-04-04	3088	PITNEY BOWES POSTAGE BY PHONE	\$4,972.00	O
64800	E	2023-04-04	3218	AMAZON BUSINESS	\$357.07	O
64801	E	2023-04-04	3255	EMILIE PILON	\$1,250.00	O
BELL CANADA	E	2023-04-04	43	BELL CANADA	\$416.85	O
BELL CANADA	E	2023-04-04	46	BELL CANADA	\$1,461.64	O
BELL MOBILITY INC.	E	2023-04-04	47	BELL MOBILITY INC.	\$2,973.49	O
HYDRO ONE NETWORKS INC	E	2023-04-04	198	HYDRO ONE NETWORKS INC	\$435.03	O
MINISTER OF FINANCE	E	2023-04-04	291	MINISTER OF FINANCE	\$8,708.73	O
RECEVEUR GENERAL DU CANADA	E	2023-04-04	366	RECEVEUR GENERAL DU CANADA	\$68,511.42	O
SHAW DIRECT	E	2023-04-04	1729	SHAW DIRECT	\$89.24	O
					TOTAL	\$340,070.00



Banque Alimentaire C.C.S
Casselman - Crysler - St-Albert
C.C.S. Food Bank



P.O. Box 561, Casselman, On. K0A 1M0,

613-764-5203

Le 9 mars 2023

Loyer pour 2023

Cette année la banque alimentaire C.C.S vous demande votre participation pour l'hydro plus tôt.

L'hydro à payer pour cette année \$2,281.80

La banque alimentaire est gérée par un groupe de bénévoles qui croient en la cause et qui reconnaissent et respectent les besoins des familles nécessiteuses de notre région. Mais pour ceci il faut se fier beaucoup sur les dons.

Ci-joint l'information avec votre % à payer. (il est à noter que cette année ce fut compter par personnes)

En terminant nous tenons à vous remercier de prendre en considération notre demande. Vous pouvez nous rejoindre par téléphone ou à l'adresse ci-haut mentionné ou chez moi 613-764-6202 ou mon courriel dye@sympatico.ca

If you have any question do not hesitate to contact me

Pour le comité exécutif Anne-Marie Beaudy
Natalie Summers
Martine Surprenant
Lynn Laflèche
Carl Lacasse

Diane Perreault

Présidente

CASSELMAN= 57.4% = 1,309.75 \$

NATION =32% = 730.18 \$

Stormont Dundas (Crysler) 10.6% =241.87 \$

AUTRES = autres villages dépannage itinérants = adultes 258

= enfants 244

NOTE Autres n'est PAS compter dans vos %

TOTAL en tout = 1281 adultes 883 enfants = 2,164 personnes

Nom du demandeur

Angele Houle

Adresse du demandeur

[REDACTED]
[REDACTED]

[Map It](#)

Téléphone

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Lieu de travail ou de l'événement (No. de permis de construction si applicable)

[REDACTED]

Date à laquelle l'exemption est requise (max 6 mois) - DE :

09/09/2023

Date - À :

09/10/2023

Décrivez le genre de bruit

Mariage

Donnez les raisons pour lesquelles la demande devrait être approuvée

Il ne devrait pas avoir de plainte puisque tous nos voisins seront à l'événement.

Quelles mesures seront prises pour diminuer le bruit?

Musique/ invités seront avertis



RICEVILLE AGRICULTURAL SOCIETY

Established 1867

The Country Fair with Family Flair, Supporting Agriculture & Community

March 28th, 2023

The Nation Municipality
C.O Josee Brizard
958 Route 500 West
Casselman, Ontario,
K0A 1M0

Re : Application for a Special Occasion Permit

Dear Sir or Madame,

On July 15th, 2023 the Riceville Agricultural Society will be holding our annual Backyard Barbeque on the fairgrounds located at 4029 County Road #16 in the Village of Riceville. This event was created as a pivot event during the pandemic and has continued as a popular event to gather current neighbours and those who have moved away but come home for special occasions to visit.

The Board of Directors ask that the Municipal Council recognize this event as a “Significant Municipal Event” so we can continue our efforts in applying for a “Special Occasion Permit” via the Alcohol and Gaming Commission of Ontario.

If you have any questions or concerns, please contact the undersigned.

Thank you for your support.

Sincerely,

Tobias Hovey
1st Vice-President
Riceville Agricultural Society

Flambées en cours

Prenez note qu'une flambée est en cours dans les établissements suivants.

Format de la date : année-mois-jour

DATE: 2023-03-28

ÉTABLISSEMENT	LIEU	TYPE DE FLAMBÉE	ORGANISME IDENTIFIÉ	SIGNALÉ RAPPORTÉ	DATE DE LA FIN DE LA FLAMBÉE	DERNIÈRE MISE À JOUR
Residence St- Mathieu	Hammond	Entérique	Inconnu	2023-03-21		2023-03-21
McGill Manor 1	Hawkesbury	Entérique	Inconnu	2023-03-21		2023-03-21
Dundas Manor	Winchester	Respiratoire	COVID-19	2023-03-20		2023-03-20
Sunset Cove Retirement Home	Long Sault	Respiratoire	Inconnu	2023-03-17		2023-03-17
Primrose Manor	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-03-17		2023-03-17
The Palace Long Term Care	Alexandria	Respiratoire	COVID-19	2023-03-17		2023-03-17
Heritage Heights	Cornwall	Respiratoire	Inconnu	2023-03-17		2023-03-17
Glengarry Memorial Hospital (Medicine & Rehab units)	Alexandria	Respiratoire	COVID-19	2023-03-16		2023-03-16
Riverfront Retirement Centre	Cornwall	Respiratoire	Métapneumovirus humain	2023-03-16		2023-03-16
Sandfield Place Retirement Home	Cornwall	Respiratoire	Rhinovirus	2023-03-15	2023-03-27	2023-03-15
Château Cornwall	Cornwall	Entérique	Inconnu	2023-03-14		2023-03-14
Garden Villa Retirement Home	Chesterville	Respiratoire	COVID-19	2023-03-13		2023-03-13
St-Jacques Nursing Home	Embrun	Respiratoire	Métapneumovirus humain	2023-03-13		2023-03-13
Sandfield Place Retirement Home	Cornwall	Respiratoire	COVID-19	2023-03-10	2023-03-27	2023-03-10
Residence Prescott-Russell	Hawkesbury	Respiratoire	COVID-19	2023-03-09	2023-03-13	2023-03-13
Russell Meadows Retirement Home	Russell	Respiratoire	COVID-19	2023-03-06	2023-03-24	2023-03-24
Manoir Caledonia	St-Isidore	Respiratoire	COVID-19	2023-02-28	2023-03-13	2023-03-13
Pinecrest Nursing Home	Plantagenet	MSRA	MSRA	2023-02-06	2023-03-22	2023-02-22

Définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement

À partir du 3 février 2022, la définition d'une écloison de COVID-19 dans un établissement consiste de la présence d'au moins deux cas confirmés parmi les résidents et/ou le personnel/autres visiteurs dans une résidence, chacun avec un test PCR OU un test moléculaire rapide OU un test antigène rapide positif, ET qui sont reliés par un lien épidémiologique, dans une période de 10 jours.

Activité grippale dans la région

Il y a cas sporadiques d'influenza A signalé dans la région.

- [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale dans la province](#)
 - [Cliquer ici pour connaître l'activité grippale au pays.](#)
-

- [Cliquez ici pour retourner à la page précédente.](#)
- [Cliquez ici pour retourner à la page d'accueil.](#)



EOHU.ca • BSEO.ca • 613-933-1375 • 1 800 267-7120



CORNWALL • ALEXANDRIA • CASSELMAN • HAWKESBURY • ROCKLAND • WINCHESTER

© EOHU. All Rights Reserved/Tous droits réservés.



March 23, 2023

In This Issue

- Enbridge Gas' Integrated Resource Planning activities underway.
- AMO member resolution campaign on homelessness.
- AMO responds to Minister's reporting regulation on planning matters.
- Call for nominations for 2023 OSUM Executive Committee.
- Amendments proposed for floating accommodations regulations.
- Applications now open for 2023-24 Inclusive Community Grants.
- NG9-1-1 Transfer Payment Program.
- Proposed updates to Normal Farm Practices Protection Board due April 3.
- Community Transit Technology Guide available.
- Drainage advocacy to Minister of Transport and CN.
- OSUM Conference: Registration and accommodations are open.
- OSUM Conference: Exhibitor information.
- Register for AMO's Ending Homelessness Symposium May 2-3.
- Register for the AMO 2023 Annual General Meeting and Conference.
- AMO Conference 2023: Exhibitor and sponsorship information.
- New dates available for AMO's Land Use Planning training.
- Strengthen your leadership: AMO's New Councillor Training.
- Navigating Conflict for Elected Officials and Human Rights & Equity - new dates.
- AMO LAS 2023 Municipal Energy Symposium: Call for Proposals.
- 4S Webinar: WSIB double rebates for Municipal Health & Safety Programs.
- Building municipal capacity to analyze energy trends.
- Canoe vendor spotlight: Johnson Controls.
- Get a free quote for your 2023 road and sidewalk assessment.
- Ontario Bike Summit returns April 30.
- Careers: Town of Caledon and City of Toronto.

Guest Column*

[Register here](#) to receive updates and invitations to regional webinars. Webinars provide an opportunity to learn more about natural gas planning and activities in your area.

AMO Matters

AMO encourages municipalities and DSSABs to consider passing a resolution ahead of the provincial budget (anticipated late March), calling on the province to end homelessness. A [resolution template](#) is available.

AMO has made a [submission](#) to MMAH's consultation on municipal reporting on planning matters. The submission makes 5 recommendations based on consultation with municipalities requested to submit a housing pledge.

The [Call for Nominations for the 2023 Ontario Small Urban Municipalities \(OSUM\) Executive Committee](#) is now open. Those interested in running for the Committee

election are required to fill out the [nomination form](#) and return by 4 pm April 14.

Provincial Matters

The MNRF updated an [ERO proposal to a regulation](#) under the *Public Lands Act* on the use of floating accommodations. Comments due by April 11.

Applications for the [2023-24 Inclusive Community Grants](#) are open until April 20. Municipalities and other organizations can apply for up to \$60,000 for projects that help older residents and people with disabilities participate in community life.

Public Safety Answering Points (PSAPs) will be notified shortly on applications for NG-911 transition funding for 2022-2023. The funding program has been implemented to help support the transition CRTC deadline of March 4, 2025. For more information contact ESTD.NG9-1-1@ontario.ca.

The Normal Farm Practices Protection Board is proposing updates to its Rules of Practice and Procedure. See the [ERO posting](#) for details.

The Ministry of Transportaion has published a [Transit Technology Toolkit](#) for small and medium sized municipalities, indigenous communities, and transit systems. The kit helps communities to navigate new transit technologies. For more information, contact: mto.smart.mobility@ontario.ca.

Federal Matters

The Drainage Superintendents Association of Ontario and AMO have prepared a [template letter](#) for Councils to send to the Minister of Transport. Councils are also encouraged to support [Warwick's resolution](#).

Eye on Events

Springtime in Paris is hosted by the County of Brant, April 26 - 28, inviting municipal leaders from small urban municipalities to this important event. [Register](#) for the Ontario Small Urban Municipalities Conference and book your [accommodations](#) by March 25 to take advantage of conference rates.

Information on how vendors can participate in the Ontario Small Urban Municipalities Conference (OSUM) is now available. Please [click here](#) for the full package and application form.

AMO understands action is required and is holding an [Ending Homelessness Symposium](#) May 3-4. This important event will offer perspectives on the root causes of homelessness including income insecurity, insufficient supply of deeply affordable housing, insufficient responses to mental health and addictions challenges and the policy responses required. The one and a half-day event is open to elected officials; municipal staff; social, health, and economic partners; and all interested sector associations. [Register today](#), as space is limited.

AMO is excited about this year's Conference hosted by the City of London at RBC Place London and DoubleTree by Hilton, August 20 - 23, 2023. Book your [accommodations and register](#) now for this important event.

Don't miss out on the opportunity to exhibit or sponsor at the 2023 AMO Conference - the largest municipal conference in Ontario. Full details on how your organization can participate is located here [here](#).

AMO's Foundations in Planning and Deeper Dive training prepares elected officials in understanding planning concepts and requirements as well making strategic decisions on the complex issues you will face over the coming term. Register [here](#) and [here](#).

AMO training examines the realities, responsibilities, challenges and opportunities of municipally elected officials in today's context. Essential information on legislation, policy, roles, responsibilities and managing relationships are only some of the things attendees will gain insight and tools on. Register today for [New Councillor training](#).

AMO has designed its training to support members in your leadership roles. Our training offers skills to navigate the many relationships you encounter as an elected official. [Navigating Conflict Relationships for Elected Officials](#) is a top-rated course you shouldn't miss. New dates available for our [Human Rights & Equity](#) training offering insights, understanding and skills to support your role as an employer in these complex areas.

The 2023 Municipal Energy Forum is again providing an opportunity to municipalities to showcase their innovations on strategies and programs to address energy generation, demand and consumption. Submit your proposal by April 14 [here](#). Registration opening soon!

AMO's Health and Safety Program Management partner, [4S Consulting](#), is hosting a [webinar on March 29](#) at 8:30am EST on the double rebate offering from WSIB for municipal health and safety programs. Learn more on how to create sustainable health and safety programs.

LAS

LAS is working with Save on Energy to help municipalities analyze their building's energy data and report on their performance. Watch for more information in the coming weeks. To give you a glimpse into what is coming, [register here](#) for their free webinar March 30.

We're pleased to expand access to Johnson Controls through the [Canoe Procurement Group](#). They were recently awarded a contract in the HVAC systems category, offering a wide range of solutions to keep buildings heated and cooled efficiently. Contact [Simon](#) to learn more.

LAS' [Road & Sidewalk Assessment](#) service provides high-quality, objective data and the tools to make use of it. StreetScan's custom-built software helps you make the right decisions for your community, both for today and many years to come. Contact [Tanner](#) to get a free no-obligation quote.

Municipal Wire*

Canada's premier [Cycling Planning and Policy](#) conference will run April 30 to May 2 in [Hamilton](#), Ontario. Early [registration](#) ends March 31.

Careers

[Advisor, Asset Management - Town of Caledon](#). Responsible for leading the management of effective departmental asset management plans for various operating departments. [Apply online](#) by April 7.

[Lobbyist Registrar - City of Toronto](#). Responsible for managing the Office within a framework that promotes independence, confidentiality and public trust, with full

accountability for human and financial resources. Apply to chris.sawyer@lhknightsbridge.com by March 31.

About AMO

AMO is a non-profit organization representing almost all of Ontario's 444 municipal governments. AMO supports strong and effective municipal government in Ontario and promotes the value of municipal government as a vital and essential component of Ontario's and Canada's political system. Follow [@AMOPolicy](https://twitter.com/AMOPolicy) on Twitter!

AMO Contacts

[AMO Watchfile](#) Tel: 416.971.9856

[Conferences/Events](#)

[Policy and Funding Programs](#)

[LAS Local Authority Services](#)

[MEPCO Municipal Employer Pension Centre of Ontario](#)

[ONE Investment](#)

[Media Inquiries](#)

[Municipal Wire, Career/Employment and Council Resolution Distributions](#)

AMO's Partners



*Disclaimer: The Association of Municipalities of Ontario (AMO) is unable to provide any warranty regarding the accuracy or completeness of third-party submissions. Distribution of these items does not imply an endorsement of the views, information or services mentioned.



Please consider the environment
before printing this.

Association of Municipalities of Ontario
200 University Ave. Suite 801, Toronto ON Canada M5H 3C6
To unsubscribe, please [click here](#)





CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF SOUTH GLENGARRY

MOVED BY Martin Lang

RESOLUTION NO 94-2023

SECONDED BY Sam McDonell

DATE March 20, 2023

BE IT RESOLVED THAT the Council of the Township of South Glengarry hereby supports the resolution passed by the Township of Ashfield-Colborne-Wawanosh and requests that the Province of Ontario, through Elections Ontario and the Chief Electoral Officer utilize any resources available to produce the highest quality Permanent Register of Electors;

AND FURTHERMORE that this resolution be circulated to the Minister of Municipal Affairs and Housing, Elections Ontario, MPP Nolan Quinn and all Ontario municipalities.

CARRIED DEFEATED POSTPONED



Mayor Lachlan McDonald

Recorded Vote:	Yes	No
Mayor McDonald	___	___
Deputy Lang	___	___
Councillor Jaworski	___	___
Councillor McDonell	___	___
Councillor Bougie	___	___

Attorney General
McMurtry-Scott Building
720 Bay Street
11th Floor
Toronto ON M7A 2S9
Tel: 416-326-4000
Fax: 416-326-4007

Procureur général
Édifrice McMurtry-Scott
720, rue Bay
11^e étage
Toronto ON M7A 2S9
Tél.: 416-326-4000
Télééc.: 416-326-4007



Our Reference #: M-2023-2275

March 24, 2023

Dear Heads of Council, Municipal Chief Administrative Officers, and Clerks:

I am pleased to write to you today to provide an update on modernization initiatives in Ontario's *Provincial Offences Act* (POA) courts.

On November 23, 2022, proposed amendments to the POA aimed at modernizing and streamlining processes in POA courts were introduced in the Ontario Legislature as Schedule 8 under Bill 46, the *Less Red Tape, Stronger Ontario Act, 2023*. I am happy to advise that Bill 46 received Royal Assent on March 22, 2023.

As a result, the following changes to the POA have been approved:

Implementation of Amendments to Allow for Clerk Review of Reopening Applications

Currently, the POA allows a defendant convicted of either failing to respond to a charge laid by certificate of offence or of failing to appear for a hearing or early resolution meeting, to apply to have the conviction struck and the matter reopened. Such applications are currently reviewed by a justice of the peace and may be granted if the justice of the peace is satisfied that, through no fault of their own, the defendant was unable to appear for a hearing or an early resolution meeting or did not receive a notice or document relating to the offence.

Effective September 22, 2023, clerks of the court will grant, but not deny, applications to strike a conviction on a ticket, if satisfied that the defendant, through no fault of their own, missed a notice or was unable to attend a meeting or hearing related to the ticket. If the clerk is not able to grant the application and strike the conviction, the clerk must forward the application to a justice of the peace to make the determination whether to grant or deny the request for a reopening.

These amendments will assist municipalities in recovering from the disruption of court operations created by the pandemic by freeing up judicial time and allowing municipal court staff to address the backlog of cases more quickly.

Repeal of the Bill 177 Early Resolution Reforms

Effective March 22, 2023, amendments to section 5.1 of the POA, together with previously proposed sections 5.2 to 5.5 are repealed, although they had not yet come into force. These previously proposed amendments would have changed the "early resolution" process in ways that are no longer desired by stakeholders.

The Ministry of the Attorney General looks forward to continuing engagement with partners and stakeholders on new opportunities for modernizing the early resolution process.

If you have any questions, or if you would like more information about these initiatives, please contact Ms. Wendy Chen, Manager of the POA Unit, either by email at JUS.G.MAG.POASupport@ontario.ca or by telephone at (437) 244-8733.

Thank you for your continued commitment to the administration of justice and for supporting access to justice services for all Ontarians.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink that reads "Doug Downey". The signature is written in a cursive, flowing style with a long horizontal stroke at the end of the name.

Doug Downey
Attorney General

c: Wendy Chen, Manager, POA Unit, Court Services Division, Ministry of the Attorney General



Forum franco-ontarien des affaires

1^{re} ÉDITION — OTTAWA 2023

Mercredi 26 avril 2023 - 8 h à 19 h

Ottawa Conference and Event Centre
200 Coventry Road, Ottawa, ON K1K 4S3



Fédération des gens
d'affaires francophones
de l'Ontario

Bon matin à tous,

La Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario (FGA) est heureuse de vous convier à la *toute première édition du Forum franco-ontarien des affaires*, qui se déroulera au Ottawa Convention and Event Centre à Ottawa, le 26 avril prochain, de 8h00 à 19h00.

L'événement rassemblera entre autres divers intervenants des milieux du développement économique, de l'entrepreneuriat francophone, des politiques publiques ainsi que du monde de la recherche. Il s'agira de l'événement phare à ne pas manquer au printemps 2023.

Parmi les activités prévues lors du forum, notons au passage le rassemblement de l'Alliance de la francophonie économique canadienne (AFEC), divers ateliers sur des thématiques fortes telles que l'entrepreneuriat féminin, l'entrepreneuriat noir, ainsi que

plusieurs conférences de presses.

L'événement se clôturera par une réception de style cocktail, à 17h00, ou il sera possible de nouer plusieurs contacts.

Horaire :

8 h – 8 h 45 : Déjeuner

9 h – 10 h : Séance plénière

10 h – 10 h 30 : Pause-santé

10 h 30 – 11 h 45 : Ateliers

12 h -13 h : Dîner de travail

13 h 15 – 15 h 30 : Ateliers

15 h 30 – 16 h 30 : Assemblée générale annuelle de la FGA

17 h – 19 h : Cocktail dînatoire de réseautage

Note : Il est possible de réserver des chambres pour le Forum avec un rabais de 15 % à l'hôtel Courtyard by Marriott qui jouxte le Centre :

[ICI](#)

Pour les plus récentes annonces sur l'événement : rejoignez leur liste de diffusion et suivez leur page sur Facebook, Twitter et LinkedIn pour rester à l'affût de leurs nouvelles. Vous pouvez aussi visiter leur site Web à : fedefranco.ca.

Merci, et bonne semaines a tous!!



La chambre de commerce
de Prescott-Russell inc.
The Prescott-Russell
Chamber of Commerce Inc.

**Ministry for Seniors
and Accessibility**

Minister

College Park
777 Bay Street
5th Floor
Toronto ON M7A 1S5

**Ministère des Services aux
aînés et de l'Accessibilité**

Ministre

College Park
777, rue Bay
5e étage
Toronto (Ontario) M7A 1S5



March 2023

Dear Mayor, Reeve and Members of Council:

I am writing to invite you to submit a nomination for the 2023 [Ontario Senior of the Year Award](#).

This award gives each municipality the opportunity to honour one of their outstanding local seniors for the contributions they've made to enrich the social, cultural, and civic life of their community.

The deadline for nominations is April 30, 2023.

For more information on how to submit a nomination online, please visit the [Senior of the Year](#) webpage. Once you submit a nomination, a personalized certificate with your nominee's name will be sent to you. I encourage you to present it to your nominee in June in conjunction with Seniors Month.

The Ontario government is always delighted to celebrate Seniors Month with municipalities across the province. Seniors have generously given their time, knowledge and expertise to help build this great province that we all enjoy today. It is important that we take the time to celebrate our older population and their valuable contributions.

If you have any questions about the upcoming 2023 Ontario Senior of the Year Award, please contact Ontario Honours and Awards at OntarioHonoursAndAwards@ontario.ca.

Thank you in advance for your support of local seniors and Seniors Month.

Sincerely,



Raymond Cho
Minister for Seniors and Accessibility

**Ministry for Seniors
and Accessibility**

Minister

College Park
777 Bay Street
5th Floor
Toronto ON M7A 1S5

**Ministère des Services aux
aînés et de l'Accessibilité**

Ministre

College Park
777, rue Bay
5e étage
Toronto (Ontario) M7A 1S5



Mars 2023

Monsieur le Maire/Madame la Mairesse, Préfet/Préfète et Membres du Conseil :

Je vous écris pour vous inviter à soumettre une candidature pour le [Prix de la personne âgée de l'année de l'Ontario](#) de 2023.

Ce prix donne à chaque municipalité l'occasion d'honorer une personne âgée exceptionnelle de sa localité pour les contributions qu'elle a apportées à l'enrichissement de la vie sociale, culturelle et civique de sa communauté.

La date limite de soumission des candidatures est le 30 avril 2023.

Pour obtenir de plus amples renseignements concernant la façon de soumettre une candidature en ligne, veuillez visiter la page Web du [Prix de la personne âgée de l'année de l'Ontario](#). Une fois que vous aurez soumis une candidature, un certificat personnalisé avec le nom de votre candidat(e) vous sera envoyé. Je vous encourage à le présenter à votre candidat(e) en juin dans le cadre du Mois des aînés.

Le gouvernement de l'Ontario est toujours ravi de célébrer le Mois des aînés avec les municipalités de toute la province. Les personnes âgées ont généreusement donné leur temps, leurs connaissances et leur expertise pour faire de cette province le meilleur endroit au pays où vivre et travailler. Il est important que nous prenions le temps de célébrer nos aînés et leurs précieuses contributions.

Si vous avez des questions au sujet du Prix de la personne âgée de l'année de l'Ontario de 2023, veuillez communiquer avec l'Unité de la reconnaissance des bénévoles à l'adresse suivante : OntarioHonoursAndAwards@ontario.ca

Merci d'avance pour votre soutien aux personnes âgées de votre région et au Mois des aînés.

Sincèrement,

Raymond Cho
Ministre des Services aux aînés et de l'Accessibilité